

É - CHANGEONS LE MONDE !

ÉCHANGEONS ÉQUITABLEMENT !

SUCRE BLANC (PARIS) 233 \$/TONNE
CAFÉ (LONDRES) 1800 \$/TONNE
CACAO (NEW YORK) 1182 \$/TONNE
MAÏS (CHICAGO) 232,5 \$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO) 293,5 \$/BOISSEAU
SOJA (CHICAGO) 137,8 \$/BOISSEAU
CUIVRE (LONDRES) 1396,8 \$/TONNE
PLOMB (LONDRES) 512 \$/TONNE
ÉTAIN (LONDRES) 5230 \$/TONNE
NICKEL (LONDRES) 999 \$/TONNE
NICKEL (LONDRES) 4880 \$/TONNE

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE

**É-changeons le monde !
Échangeons équitablement !**

Fédération Artisans du Monde

**É-CHANGEONS
LE MONDE !**

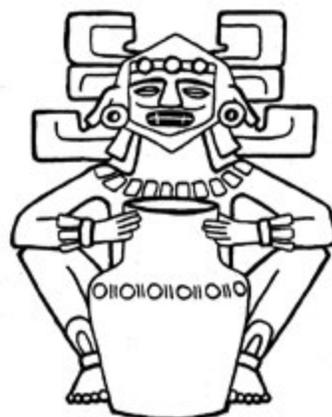
**ÉCHANGEONS
ÉQUITABLEMENT !**

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE

VINGT-CINQ ANS !

“Les problèmes économiques sont trop importants pour être laissés entre les mains des seuls économistes”.

On finit par trouver banal, voire lassant, d’entendre régulièrement affirmer que les pays riches exploitent les pays pauvres, que l’écart se creuse de plus en plus, jusqu’au jour où ...



Cependant, nous avons pris conscience que les produits que nous achetons au quotidien ne sont pas seulement des marchandises joliment emballées, aux couleurs attrayantes, à un prix sympathique ... il y a dans chacun d’eux une autre dimension : leur qualité éthique. En effet, comment ne pas se poser quelques questions : tel article n’a-t-il pas été fabriqué par des enfants exploités ? Tel autre ne vient-il pas d’un camp de prisonniers durement maltraités ? Les ouvriers qui ont fabriqué celui-ci, ont-ils été correctement payés, ont-ils un minimum de droits sociaux ?

Aujourd’hui le commerce équitable commence enfin à être pris en compte. L’acte de consommation n’est plus anodin. Les pouvoirs publics sont de plus en plus attentifs aux différents mouvements associatifs. Le Parlement Européen inscrit le commerce équitable dans ses textes ... Tout cela est le fruit d’une mobilisation commencée il y a vingt-cinq ans, par un groupe d’utopistes qui pensaient que les rapports Nord/Sud devaient changer, que les producteurs du Sud pouvaient et devaient vivre dignement de leur travail, qu’il fallait leur acheter leurs produits à un prix “juste”, les aider à les vendre et faire la promotion du “commerce équitable”...

En éditant cet ouvrage à l’occasion de ses vingt-cinq ans, Artisans du Monde a voulu laisser la parole à une diversité de témoins et d’acteurs, connus ou non, qui œuvrent en faveur d’une société plus juste, plus solidaire. Certes, il y a encore du chemin à parcourir. Mais, en lisant ces pages, on découvre que les idées avancent et se concrétisent petit à petit. Avec ce livre, goûtez à la solidarité !

Artisans du Monde

Des magasins, de l'information et des campagnes d'opinion

Créée en 1974, Artisans du Monde est une organisation de solidarité internationale qui travaille à l'instauration d'échanges commerciaux plus justes entre les pays du Nord et du Sud.

Artisans du Monde importe et vend, par le biais de sa centrale d'achat -Solidar'Monde, des produits alimentaires et artisanaux en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, achetés à un prix équitable. Grâce à cette action, nous offrons des débouchés commerciaux à des dizaines de milliers de paysans et d'artisans qui peuvent ainsi vivre dignement de leur travail.

De plus, Artisans du Monde informe et mobilise les consommateurs sur la problématique du développement durable.

En France, 85 associations locales, animées par plus de 2 000 bénévoles, relayent cette action. En Europe, 2 500 magasins similaires dans 13 pays sont regroupés au sein du réseau "News" (Network of European World Shops - Réseau Européen des Magasins du Monde).

**Des textes, des photos, des dessins,
des producteurs,
des paroles de militants...**

Ceci résume mal l'extrême diversité que vous trouverez dans ce livre. Dans la première partie vous penserez avec de nombreuses personnalités : économistes, journalistes, écrivains, dessinateurs ... pour, un peu mieux, connaître et comprendre le monde dans lequel nous vivons. Ensuite, vous découvrirez 25 producteurs avec lesquels nous travaillons, afin de mieux prendre conscience des besoins des pays du Sud. Enfin, vous revivrez la passionnante histoire d'Artisans du Monde, de l'utopie à sa mise en œuvre.

En effet, qui aurait dit, en 1974 que ce mouvement né dans une petite boutique compterait aujourd'hui 85 associations locales ? Travaillerait avec plus de 130 groupements de producteurs ? Réunirait en 6 mois plus de 140 000 signatures pour le respect des droits de l'Homme au travail et la fin de l'exploitation du travail des enfants ? Publierait ce livre ?

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis cela, d'une certaine manière, ce livre veut leur rendre hommage. Encore merci.

inégalités :

Sans précédent par son ampleur et sa diversité mais mal répartie, la croissance de la consommation au XXe siècle révèle de nombreuses insuffisances et des inégalités patentes.

Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près de trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable. Un quart ne disposent pas d'un logement correct. Un cinquième n'ont pas accès aux services de santé modernes. Un cinquième des enfants quittent l'école avant la fin de la cinquième année de scolarité. Environ la même proportion n'absorbent pas suffisamment de calories et de protéines. Les carences en oligo-éléments sont encore plus répandues. Quelque 2 milliards d'individus dans le monde souffrent d'anémie, parmi eux 55 millions dans les pays industrialisés. Dans les pays en développement, seule une minorité de privilégiés ont accès aux transports motorisés, aux télécommunications et aux formes modernes d'énergie.

Les inégalités dans la consommation sont criantes. A l'échelle mondiale, les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale, contre une part infime - 1,3 % - pour les 20 % vivant dans les pays les plus pauvres. Plus précisément, les 20 % les plus riches :

- ★ mangent 45 % de la viande et du poisson consommés dans le monde, contre 5 % pour les plus pauvres,
- ★ consomment 58 % du total de l'énergie mondiale, contre moins de 4 % pour les 20 % les plus pauvres,
- ★ disposent de 74 % des lignes téléphoniques (contre 1,5 %),
- ★ consomment 84 % du papier utilisé dans le monde (contre 1,1 %),
- ★ possèdent 87 % des véhicules circulant dans le monde (contre moins de 1 % pour les 20 % les plus pauvres).

**Rapport mondial sur le développement humain 1998,
PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement)**

Photo d'Albert Facelly (SIPA Press)
- Mapel - Sud Soudan - août 1998



L'INDUSTRIE TEXTILE AU BANGLADESH

Il y a beaucoup d'usines au Bangladesh, les conditions de travail y sont souvent identiques. Dans l'usine Stylecraft (qui produit des vêtements pour C&A), par exemple, il y a 600 employés, dont 90% de femmes. Les heures de travail sont de 8 heures à 20 heures, et parfois jusqu'à 22 heures, parfois pendant toute la nuit. Pas de repos hebdomadaire. 70 à 80 heures de travail par semaine, ce qui rend difficile de mener une vie familiale. Les heures supplémentaires sont obligatoires et payées au tarif normal.

Il n'y a pas assez de lumière, de ventilation et trop de bruit. Il n'y a pas d'extincteurs, ni d'exercices d'entraînement. Les portes de l'usine sont fermées la plupart du temps, empêchant les travailleurs de sortir en cas d'accident. L'environnement insalubre est source de maladies, mais il n'y a ni docteur, ni service de santé, ni contrat de travail, ni bibliothèque. Il est difficile de prouver qu'on y était employé si on doit aller devant un tribunal. Les salaires sont en-dessous du minimum légal. Les femmes n'ont pas de congé maternité, il n'y a pas de crèche dans l'usine. L'activité syndicale est interdite. Il existe des lois concernant les salaires, les bonus, les primes, les vacances ... mais ces lois ne sont pas appliquées. Durant l'été 1998, une inondation a noyé le pays pendant 50 jours. 75% du territoire et plus de 25 millions de personnes ont été touchés. Selon le ministre des catastrophes, 423 personnes sont mortes, plus de 10 000 sont frappées par le choléra, la diarrhée, la dysenterie et autres maladies. Le gouvernement et d'autres organisations prennent des initiatives pour aider les gens, mais ce n'est pas assez.

Les travailleurs du textile sont sérieusement concernés par ces problèmes. Sur les 1,5 millions de travailleurs, la majorité vivait dans les "zones basses" autour des villes, car ces quartiers sont moins chers (et plus facilement inondables). Leurs maisons, de brique et de broc, ont été endommagées. Beaucoup de travailleurs sont sans emploi à cause de la fermeture de nombreuses usines. Ils se rendent au travail dans l'eau. A tous ces problèmes, s'ajoute, pour les femmes, celui des viols en augmentation. C'est pourquoi nous demandons aux propriétaires des usines textiles d'aider les travailleurs affectés en versant une allocation d'aide équivalente à un mois de salaire, une prime de 30 tekels pour les transports, la réduction des heures de travail de 9 heures à 18 heures, incluant une heure de pause pour le repas, la suppression des heures supplémentaires et des équipes de nuit. Une manifestation a été organisée le 28 août 1998.

Amirul Haque Amin,
secrétaire général de la fédération nationale
des travailleurs dans l'industrie textile au Bangladesh

Photo de Sebastião Salgado / Amazonas Images
Bangladesh - 1989



enfants :

POUR QUE CESSE L'INSUPPORTABLE

“Le travail des enfants est le mal le plus hideux et le plus insupportable au cœur des hommes”, ainsi s’exprimait Albert Thomas, premier Directeur du BIT, dans les années 20 ! En cette fin de siècle, il paraît temps que nous agissions pour ne plus tolérer l’insupportable.

Aujourd’hui, 250 millions d’enfants de moins de 15 ans, dont 120 millions à plein temps, vendent leur force au travail pour vivre ou survivre. Ainsi des enfants travaillent dans toutes les activités humaines des plus nobles aux plus sordides ... des enfants musiciens aux enfants prostitués, aux enfants soldats. Vous avez tous dans vos têtes ces images de petites gueules noires d’enfants dans les mines, ces enfants chiffonniers triant des ordures sur des montagnes d’immondices, ces fillettes attachées au métier et tissant des tapis, ces ribambelles de mômes fabriquant et transportant des briques qui sèchent au soleil ... Mais l’on ne voit pas ces millions de petits esclaves domestiques bonnes à tout faire ... oui, à tout faire. L’extrême diversité des causes dont les principales sont évidemment la misère et l’habitude coutumière, doivent conduire à diversifier et à adapter les solutions pour éradiquer ce fléau. Il s’agit bien d’un fléau, si l’on reconnaît que l’éducation de tous est l’un des moyens pour parvenir à un développement durable et que le travail des enfants est un obstacle majeur à cette éducation de tous.

Photo d’Abbas / Magnum Photos - Penjab - Pakistan



Photo de Frank Charton - atelier de tissage au Bhoutan

La récente marche mondiale contre le travail des enfants au printemps 98, avait retenu sept points d’actions possibles pour mobiliser les énergies et les compétences :

- ★ Susciter une prise de conscience sur la question du travail des enfants. Il s’agit là de briser le silence honteux et coupable.
- ★ Inciter les États à ratifier les conventions et à appliquer les lois existantes (charte des droits de l’enfant de l’ONU, convention 138 du BIT, déclaration de juin 98 du BIT sur les principes et droits fondamentaux au travail).
- ★ Mobiliser les ressources nationales et internationales nécessaires à l’accès de tous les enfants à l’éducation. Le dernier rapport du PNUD estime qu’il faudrait par an 6 milliards de dollars supplémentaires.
- ★ Mobiliser l’opinion publique et encourager les actions contre les causes du travail des enfants.
- ★ Exiger l’élimination immédiate des formes les plus intolérables du travail des enfants. Le BIT prépare une nouvelle convention.
- ★ Inciter les employeurs et les consommateurs à entreprendre des actions. Ce sont les campagnes sur le commerce équitable, le label social...
- ★ Assurer la réhabilitation et la réintégration des jeunes travailleurs. Il ne suffit pas d’interdire, faut-il encore offrir aux jeunes et à leurs familles un vaste éventail d’opportunités.

Faire disparaître ce fléau du travail des enfants, que cesse l’insupportable, c’est possible si nous le voulons et si nous agissons.

Yannick Simbron

**Ancien syndicaliste - Ancien fonctionnaire du BIT
Président de la campagne “Demain le Monde... l’éducation pour tous”**

ÉRADIQUER LE TRAVAIL DES ENFANTS

Quelle est la situation ?

On estime que 250 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent dans le monde, dont la moitié en Asie. En Afrique, un enfant sur trois, en Amérique Latine un sur cinq, mais le Nord n'est pas épargné : en Europe, aux Etats-Unis ... Seuls 10 % du travail des enfants arrivent sur nos marchés industrialisés, ce sont les tapis, les cotonnades, les pierres précieuses...

Il faut toujours se rappeler que 90 % du travail des enfants restent sur le marché local et qu'il faut lutter contre ce travail, là-bas. Par exemple les briques au Penjab, en Inde et au Pakistan qui servent à faire des maisons et des routes. Ces marchandises n'arriveront jamais chez nous, mais il faut néanmoins s'en préoccuper. Il ne faut pas oublier le travail domestique, le travail forcé, la servitude, l'exploitation sexuelle, l'agriculture, les métiers de la rue, l'industrie et l'artisanat ... les formes d'exploitations sont multiples. La place d'un enfant n'est pas dans une mine, une rue ou un champ.

Que faire ?

Le boycott ne nous apparaît pas être la meilleure des solutions, d'abord car il ne toucherait que les produits importés, ensuite, on l'a vu au Bangladesh lorsqu'il y a eu la menace d'un boycott du textile aux Etats-Unis, 50 000 enfants se sont retrouvés dans la rue où ils sont devenus casseurs de pierres, marchands des rues ou même prostitués, métiers plus dangereux et plus soumis à l'exploitation que la confection de vêtements.

Il faut sensibiliser le public à ce qui se passe là-bas. Les conférences internationales servent de chambre d'écho à tous ces problèmes, aujourd'hui on ne peut plus dire : "*on ne savait pas...*". Tout le travail qui est fait ici a des répercussions, maintenant les gens qui font fabriquer des chaussures, des chemises sont obligés de faire attention à cause de la pression du public.

Il faut se préoccuper de toutes les formes de travail des enfants, remonter la chaîne de production, agir à tous les niveaux, mener un travail politique permanent pour faire modifier les lois dans les pays concernés, créer une mobilisation sociale, établir l'éducation primaire gratuite et obligatoire ... Il faut également pousser à l'élaboration de codes de conduite, réunissant les fabricants et les gouvernements, de façon à éliminer toutes les formes de travaux dangereux pour les enfants et permettant l'intégration progressive des enfants travailleurs dans des activités de formation, moyennant une modeste rémunération.

Il ne faut pas perdre le cap : il faut éradiquer le travail des enfants. On sait très

bien que l'on ne va pas scolariser demain tous les enfants qui ne vont pas à l'école, il n'empêche qu'il faut continuer, avec la suppression immédiate de tout ce qui est dangereux.

Il conviendra d'adopter des politiques d'achat tenant compte des intérêts supérieurs de l'enfant et comportant des mesures pour protéger ces intérêts. L'UNICEF quant à lui réaffirme son adhésion à la politique d'achat qu'il a adoptée par laquelle il s'engage à ne pas s'adresser à des fournisseurs exploitant le travail des enfants.

L'approche consumériste est importante, l'approche politique est indispensable, l'approche législative est primordiale, le rôle des associations, des militants est essentiel. Le travail des enfants n'est pas seulement une violation de la convention internationale sur les droits de l'enfant, c'est aussi une insulte au fondement même de notre humanité.

Claire Brisset,
directrice de l'information auprès de l'UNICEF
Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

Photo de Marie Dorigny / REA - Pakistan 1996
Tarik, 12 ans est payé 60 cents par ballon cousu. Le Pakistan produit chaque année 5 millions de ballons de foot pour le seul marché américain.



LIBERTE SYNDICALE : 1948-1998

Il y a cinquante ans, la Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail adoptait la Convention 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

Cette Convention est la définition universelle de ce que sont les droits syndicaux les plus fondamentaux. Avec la Convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, qui fut adoptée l'année suivante, la Convention 87 fournit une référence essentielle pour les syndicalistes du monde entier dans leurs efforts pour défendre leurs droits.

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme a été adoptée plusieurs mois après la Convention 87, et lui fait écho, en proclamant que toute personne a le droit de former des syndicats et de s'y affilier. Il ne s'agit pas là d'une coïncidence. C'est un fait que les droits syndicaux sont des droits humains et qu'ils sont universels.

Depuis sa fondation, la CISL a été la force d'impulsion dans la lutte pour le respect universel des droits entérinés dans la Convention 87. Il ne peut y avoir aucune excuse pour les infractions commises à ces droits, bien qu'elles soient nombreuses. Tous les pays, peu importe leur niveau de développement, leur système économique et social, leur culture ou leur région, peuvent et doivent appliquer la Convention. Mais 50 ans après, les infractions commises aux droits syndicaux sont très répandues, graves et trop souvent en augmentation. La simple existence de la Convention 87 ne les a pas

stoppées. Chaque semaine, tout au long de l'année, la CISL mobilise ses affiliés contre des infractions et des abus qui vont de massacres, de disparitions, de détentions et d'actes de violence à l'utilisation la plus subtile de législations restrictives et d'autres tactiques antisyndicales. Les moyens peuvent varier. Mais ils ont tous pour objectif d'empêcher l'organisation syndicale ou de la briser et ces tactiques sont toutes des infractions à la Convention 87.

La CISL considère non seulement la Convention 87 comme la norme à laquelle tout le monde doit adhérer, mais elle utilise régulièrement les mécanismes spéciaux que l'OIT a mis sur pied pour examiner les violations des droits syndicaux. Depuis sa création en 1951, le Comité de la liberté syndicale du Conseil



dessin de Robert Cautain

d'administration du BIT a traité près de 2 000 cas, dont un grand nombre ont été introduits par la CISL, nos affiliés et les secrétariats professionnels internationaux. Au cours de ce processus de plaintes, le Comité a établi un organe de jurisprudence qui rend explicite la substance des droits garantis par la Convention. Et cela inclut le droit de grève.

L'expérience du recours à ces mécanismes a montré leur valeur et leurs limites. La CISL peut montrer des succès - des syndicalistes libérés de prison ou réintégrés dans leur emploi, des lois répressives amendées. Mais l'OIT a des pouvoirs d'application limités. Sa capacité à faire peser la pression morale de la communauté internationale sur les contrevenants est considérable. Mais cette mobilisation de l'opprobre de l'opinion publique n'apporte pas des résultats dans tous les cas. Il y aura toujours des personnes qui persisteront dans leurs attaques contre les droits syndicaux jusqu'à ce que leur tactique devienne trop coûteuse, et qu'elle ne leur profite plus.

La CISL demande à tous les gouvernements et à tous les employeurs de se joindre au mouvement syndical international dans sa campagne pour assurer le plein respect des droits fondamentaux contenus dans les Conventions 87 et 98. Aux responsables de ces violations, nous disons : arrêtez maintenant. Et à ceux et celles qui respectent les Conventions nous disons : aidez-nous à faire entrer les contrevenants dans le rang. Nous avons un intérêt commun à empêcher ces violations.

Les Conventions 87 et 98 sont parmi les plus ratifiées de toutes les normes de l'OIT. Mais il y a encore plus de 50 Etats membres de l'OIT qui ne les ont pas ratifiées. A l'occasion de son cinquantième anniversaire, il doit y avoir un progrès décisif vers .../...



leur ratification universelle. Ceci n'implique rien d'autre que l'acceptation officielle par les gouvernements des obligations qu'ils assument de toute manière en devenant membres de l'OIT.

Mais la ratification n'est que la première étape. Ce qui importe vraiment c'est leur plein respect dans la loi et dans la pratique. La réalité aujourd'hui est que certains des pires contrevenants aux droits syndicaux ont ratifié la Convention 87 mais ignorent son contenu. Les développements, survenus au cours de la dernière décennie des 50 ans d'existence de la Convention 87, ont eu une incidence particulière sur son application et sa signification.

La fin de la guerre froide a précipité un changement démocratique qui a amené avec lui la liberté syndicale pour des millions de travailleurs/euses qui ne l'avaient jamais connue auparavant. Ce bond en avant pour le syndicalisme est arrivé alors que les forces combinées de la révolution technologique et de la libéralisation et de la déréglementation mondiale avaient lancé le processus de la mondialisation accélérée.

Le défi de notre époque est d'assurer que la mondialisation se fasse au profit des peuples et de la justice sociale. La Convention 87 et les autres Conventions des droits fondamentaux de l'OIT sont les éléments essentiels de la réponse à ce défi. Elles doivent être les règles de base de la mondialisation. Ce n'est que lorsque la liberté syndicale sera universellement respectée que les travailleurs seront en mesure de réclamer une part équitable des fruits de la mondialisation. Et ce n'est qu'alors que le danger des employeurs et des gouvernements de voir saper les droits fondamentaux des travailleurs/euses pour obtenir un avantage dans l'économie mondiale sera éliminé.

Eviter ce nivellement par le bas, faire que la mondialisation se fasse au profit des travailleurs/euses exige une action urgente. Il faut pour cela établir de nouveaux moyens de réglementation du marché mondial, en se fondant sur la Convention 87. La CISL a fait des propositions concrètes pour mettre en place des règles mondiales pour l'économie mondiale. Ce travail a débuté en mai, lors de la Deuxième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Genève où l'appel à l'intégration des droits des travailleurs et travailleuses dans le système commercial multilatéral a été renouvelé. Et il se poursuivra en juin, à la Conférence internationale du travail qui doit examiner des mesures propres à renforcer les pouvoirs de l'OIT pour superviser l'application, par tous les pays, de ces Conventions fondamentales des droits des travailleurs.

Il y a 50 ans, les décideurs ont montré la vision nécessaire pour la reconstruction d'un monde dévasté par un conflit sans précédent. La Convention 87 était au coeur de cette vision. Le défi actuel est de la même ampleur : construire une économie mondiale fondée sur la justice sociale et le respect des droits fondamentaux. La Convention 87 se trouve au coeur de ce défi. Cinquante ans plus tard, une future génération jugera si nous nous sommes montrés à la hauteur.

Bill Jordan

Secrétaire général - Confédération internationale des syndicats libres



Jean Philippe Peyraud

LE MIRACLE ASIATIQUE : UN EDEN ?

A première vue, rien ne différencie, à la sortie nord de Bangkok, la façade de l'usine textile Eden de tant d'autres établissements similaires. Un large panneau barré de lettres vertes fluorescentes, deux hangars de stockage aux lourdes portes de fer, un bâtiment réservé aux bureaux de l'administration. Mais pour qui prend le risque de s'arrêter à proximité du portail de l'usine, le spectacle offert par cette entreprise de fabrication de tee-shirts et autres vêtements pour enfants bon marché est d'une toute autre nature : dans les hangars, des piles de cartons non utilisés gisent sur le sol comme une forme de testament industriel. Les portes des bureaux sont éventrées, donnant sur des locaux saccagés remplis de papiers épars et de bons de commande arrachés de leurs classeurs d'origine. Les machines restantes, désormais rouillées, ressemblent à des épaves, entourées de piles de catalogues détrem্পés par la pluie qui filtre des tôles trouées du toit.

Placés sous séquestre par la justice thaïlandaise depuis bientôt trois ans, les locaux de l'usine Eden ne sont plus que le fantôme de l'entreprise très lucrative qui avait établi ses quartiers ici, entre 1989 et 1996. Ses anciens propriétaires sont en fuite. Et ses actionnaires thaïlandais font tout pour éviter de comparaître devant les tribunaux qui cherchent, tant bien que mal, à faire indemniser les quelques milliers d'employés laissés sur le carreau depuis le départ précipité de leurs anciens patrons.

Le mensonge industriel

L'histoire d'Eden n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Mais en près de deux ans d'enquête sur le terrain, en Thaïlande, en Indonésie, au Vietnam, au Cambodge et en Chine pour les besoins de mon livre récemment paru "*Dans les soutes du miracle asiatique*" (1), le cas de cette entreprise textile installée en Thaïlande puis abandonnée par ses propriétaires alors que ses profits accusaient une chute libre, m'a paru, de loin, l'un des plus révélateurs de l'envers du décor économique de ces "dragons" hier tellement encensés. Non pas - précisons-le d'emblée - que toutes les usines implantées en Asie du sud-est par des investisseurs occidentaux répondent aux mêmes critères: dans la plupart des cas - et les syndicalistes rencontrés sur place nous le confirmeront souvent - les chefs d'entreprise européens ou américains offrent à leurs salariés des conditions de travail et de protection sociale bien supérieures à celles rencontrées dans les usines locales.

Mais la triste saga d'Eden est bel et bien révélatrice du mensonge industriel latent lors des années de "boom": une implantation largement subventionnée, accueillie à bras ouverts par les autorités locales. Une production à faible coût de main d'oeuvre, sur de vieilles machines prêtes à rendre l'âme. Des débouchés arrachés à force de prix cassés. La recette qui permit aux propriétaires d'Eden d'engranger, dix ans durant, de

copieux bénéfices, était loin d'être "miraculeuse": tout juste une forme supplémentaire de cet opportunisme industriel et de cette exploitation sociale dont profitèrent beaucoup d'industriels implantés en Asie du sud-est et sur laquelle tant d'économistes et d'observateurs choisirent longtemps de fermer les yeux, au nom de la sacro-sainte croissance.

Soyons clairs cependant : aussi importantes soient-elles - et elles le sont - les inégalités sociales et les injustices subies, sur leurs lieux de travail, par des millions de salariés asiatiques ne doivent pas occulter les pas de géant effectués durant la période du boom économique, par la plupart des pays concernés. L'image d'une Thaïlande gangrenée par la prostitution, la corruption et le bas niveau des salaires ne doit pas ainsi occulter le fait qu'en vingt ans, l'ancien Royaume de Siam est passé, peu ou prou, du stade de pays du tiers-monde à celui d'un pays quasiment développé, doté de bonnes infrastructures routières, industrielles, médicales et scolaires. De même que les informations alarmantes en provenance du Cambodge sur le travail des enfants, les violences commises contre les femmes sur leurs lieux de travail ou les enlèvements de jeunes filles destinées aux bordels de Bangkok ne doivent pas faire oublier la réalité d'un pays qui, lentement, sort enfin de la guerre, et commence à offrir à sa population un niveau minimum de subsistance. L'exercice qui consiste à relativiser ces souffrances sociales au nom des progrès macro-économiques accomplis est certes délicat, mais il est indispensable. Aucune des jeunes ouvrières



dessin de Lewis Trondheim

.../...

cambodgiennes exploitée sans vergogne pour 20 dollars par mois par les propriétaires hong-kongais ou taiwanais des grandes usines textiles visibles à la périphérie de PhnomPenh ne désire à l'heure actuelle abandonner ce poste de travail si convoité, garant d'un début d'indépendance et d'une autonomie que les tâches agricoles et les récoltes dans la rizière ne leur auraient jamais permis d'obtenir !

Soyons clairs également : aussi complices soient-elles de cette forme de développement économique qui continue de privilégier l'accueil d'investisseurs étrangers et le développement de productions destinées à l'exportation, les autorités thaïlandaise, indonésienne, vietnamiennes ou cambodgiennes (pour ne citer qu'elles) ne sont pas complètement dupes des conséquences néfastes à long terme de ce vrai-faux miracle. L'une des vertus de la crise économique récente - sa principale vertu d'ailleurs - a ainsi été d'obliger un certain nombre de responsables politiques asiatiques à ouvrir les yeux sur une réalité sociale qu'ils s'étaient jusque-là efforcés d'ignorer. En quelques mois, le constat alarmant des organisations non gouvernementales (les ONG) a d'ailleurs commencé à faire l'objet d'un intérêt accru de la part des administrations concernées, coupées du terrain social sillonné en revanche sans relâche par les associations. Dans certains cas, comme en Thaïlande, des débuts de coopération ont même vu le jour entre les ONG et les autorités, prises de court par une crise qu'elles n'avaient pas prévue. Et même si les élites politiques continuent d'être dominées, dans la plupart des pays de la région par des personnalités liées ou issues des milieux d'affaires, l'importance de la question sociale commence lentement à être reconnue par tous, y compris au niveau régional. A preuve : les quelques réunions récentes organisées sur la question du chômage par les ministres du travail des pays membres de l'Asean ainsi que les crédits débloqués, ces derniers mois, par la Banque asiatique pour le développement (BAD) afin de financer des projets à finalité sociale.

Aider les syndicats.

Deux ans après le début de cette crise économique qui, dans la plupart de la région, s'apparente davantage à un séisme qu'à une secousse passagère, la bonne démarche consiste donc à s'interroger autant sur les dérives passées du miracle que sur les leçons à en tirer. Et sur la capacité des différents États du sud-est asiatique à mettre en place des politiques à long terme, capables de contrebalancer les effets sociaux dévastateurs de la récession et des années de croissance fortement inégalitaires. Avec, en clef de voûte de cette réflexion indispensable : une question : comment rendre responsables de leurs méfaits des entrepreneurs qui, souvent, demeurent imperméables à ces impératifs sociaux ? L'adoption difficile des lois sur

les faillites destinées à sanctionner les spéculateurs a démontré, en Thaïlande comme en Indonésie, que cet exercice était de loin, le plus périlleux. D'abord parce que les milieux d'affaires asiatiques - même s'ils ont subi de lourdes pertes financières à l'occasion de la crise - ne perçoivent pas toujours la nécessité de réformes. Ensuite parce que les gouvernement locaux, pressés de se dédouaner auprès de leurs électeurs et de leurs opinions publiques, ont très largement fait porter la responsabilité du krach sur les prêts hasardeux des banques occidentales, largement responsables il est vrai des errements financiers de ces dernières années. Enfin, parce que les forces sociales ne sont pas toujours suffisamment fortes pour se faire entendre : contrôlés par le pouvoir comme à Singapour, en Malaisie ou - jusqu'à une date récente - en Indonésie, minoritaires comme en Thaïlande, les syndicats ne disposent pas d'une capacité de persuasion suffisante pour jouer un rôle politique décisif et infléchir la donne économique. D'où la nécessité de leur venir en aide pour qu'enfin, s'instaure dans ces "dragons" récemment industrialisés un dialogue social digne de ce nom...

L'utilité des ONG

Il ne faut toutefois pas se leurrer. Compte tenu du niveau de chômage croissant dans l'ensemble des pays touchés par la récession, la grande majorité des travailleurs licenciés demeurent vulnérables, à la merci de leurs employeurs potentiels et peu enclins, par conséquent, à rejoindre des syndicats encore mal perçus des autorités et des responsables économiques. D'où la nécessité, en parallèle, d'intervenir au niveau politique en aidant les organisations non gouvernementales locales à se faire entendre, voire à participer aux négociations entamées par les pays de l'Asie du Sud-Est avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Plusieurs séminaires organisés ces derniers mois par la Fondation sociale-démocrate allemande Friedrich Ebert sur la liberté syndicale ont ainsi permis, au Cambodge, de débloquer le difficile dossier des ouvrières du textile, et d'entamer des discussions avec le gouvernement de Phnom-Penh pour une revalorisation de leur salaire.

C'est à ce genre d'activité - organisation de conférences et de colloques, échanges et coopération - que les grandes associations françaises mobilisées dans le domaine des droits sociaux - comme c'est le cas pour "Artisans du Monde" - peuvent apporter leur concours et leur efficacité. Tant il est vrai que sans formation, et sans un minimum de propositions acceptables et possibles à mettre en œuvre, les travailleurs sans voix de l'Asie du Sud-Est ne pourront jamais espérer obtenir gain de cause...

.../...

Information contre pensée unique

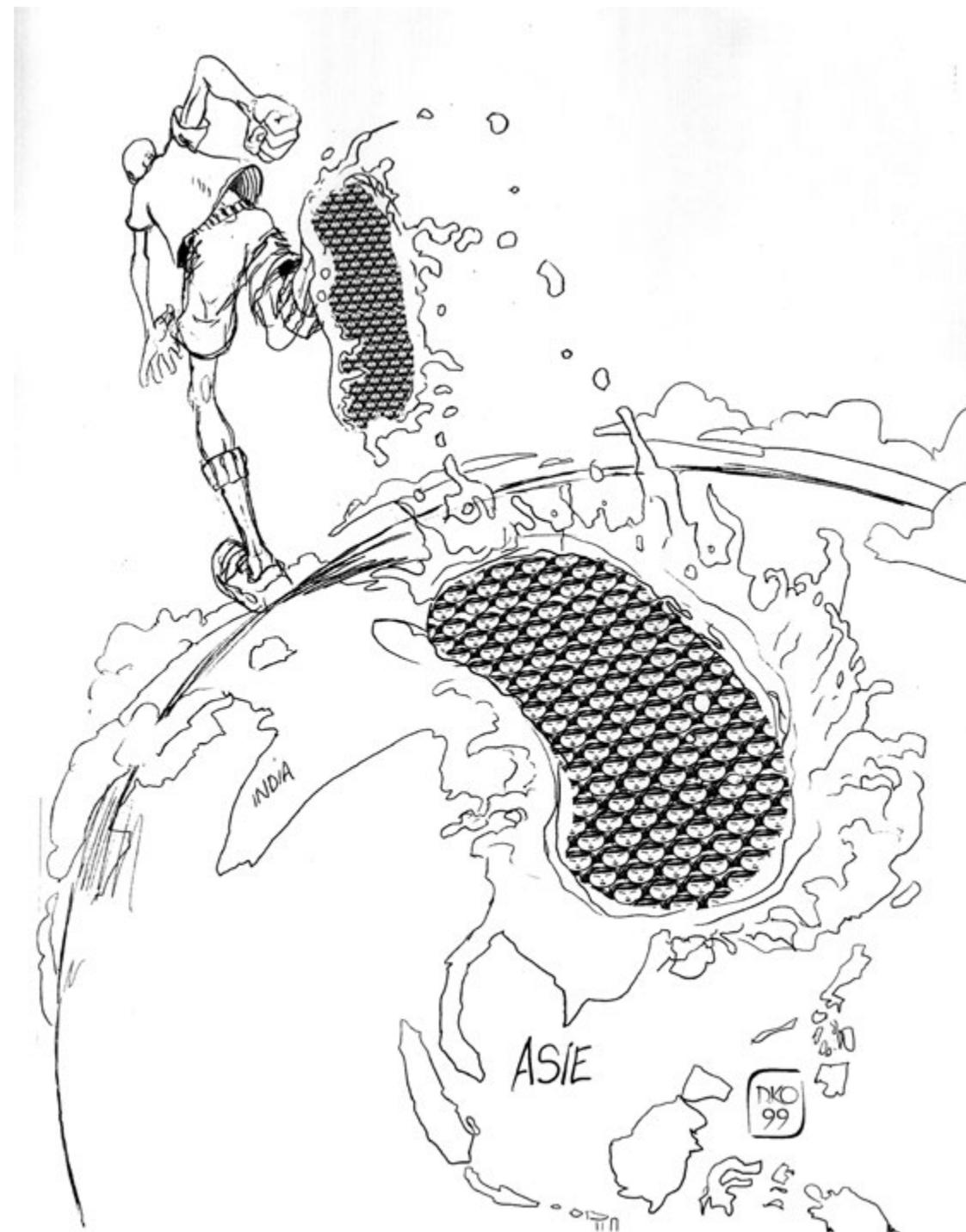
Le dernier élément d'une stratégie bien comprise de lutte contre l'accroissement des inégalités dans les pays du sud-est asiatique est, bien sûr, le soutien qu'il convient d'apporter à une meilleure circulation de l'information. Et pas seulement sur les questions sociales au sens strict du terme : grèves, protestations, plaintes pour abus sur les lieux de travail ... Plus que jamais, la circulation d'informations objectives sur les raisons de la crise économique, sur son analyse et sur les remèdes à y apporter, apparait indispensable, pour éviter que le débat d'idées ne soit dans ces pays, dominé par la pensée unique des milieux d'affaires et des experts du F.M.I.

La tenue de colloques consacrés aux effets parfois désastreux de l'endettement et de certains mécanismes d'assistance financiers internationaux, mais aussi la diffusion d'informations plus larges sur les méfaits de la "globalisation financière" et de la libéralisation totale des mouvements de capitaux sont d'une importance tout aussi décisive que l'aide directe apportée ponctuellement sur le terrain. A Hong-Kong par exemple, un travail d'enquête a été réalisé par plusieurs associations non gouvernementales du territoire sur les abus commis contre les employés des usines d'équipements sportifs dans les zones économiques spéciales chinoises. Il a ainsi eu pour conséquence d'obliger les géants du secteur (Nike, Reebok, Adidas...) à prendre des mesures de rétorsion envers certains de leurs sous-traitants taiwanais ou sud-coréens. Rétorsions souvent moins sévères que le département des relations publiques de ces firmes ne le laissent croire, mais tout de même...

Favoriser l'émergence et la consolidation de partenaires sociaux crédibles, aider à la diffusion d'une information objective et alternative, appuyer l'idée d'un commerce plus équitable et davantage respectueux des droits humains... Dans ces trois directions au moins, l'appui des ONG locales, en relation avec les médias occidentaux, peut s'avérer décisif pour entraîner les nécessaires changements. Les initiatives prises par "Artisans du Monde", dans le cadre de la "Campagne Vêtements propres" ou du collectif "De l'éthique sur l'étiquette" vont depuis plusieurs années dans ce sens. Reste à les soutenir et à poursuivre cet effort. Car à l'heure où les marchés boursiers asiatiques commencent à repartir à la hausse, la tentation est grande, de Bangkok à Djakarta en passant par Saïgon, d'oublier les raisons de la crise et de refermer la parenthèse de cette récession sans s'attaquer aux failles et aux inégalités sociales qu'elle aura contribué à révéler...

Richard Werly,
journaliste à "La Vie"
Paris, le 29 mars 1999

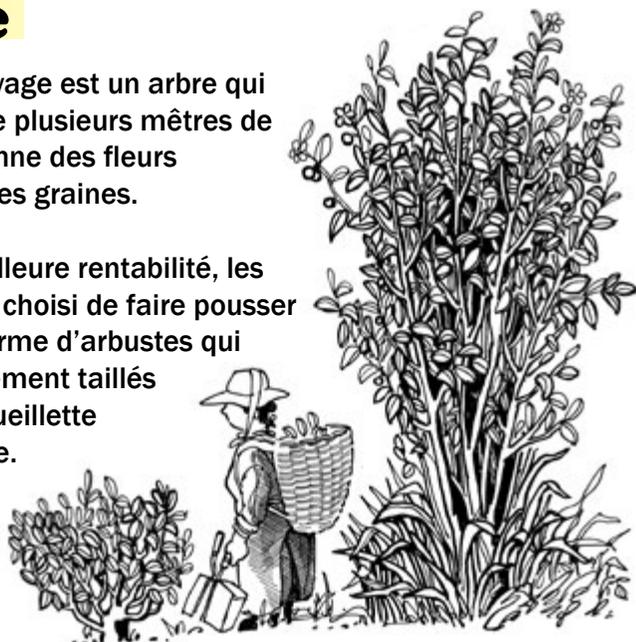
(1) "Dans les soutes du miracle asiatique" a été publié en janvier 1999 aux éditions Stock. 120 Francs. Richard Werly est également l'auteur, sur la question du travail des enfants au Pakistan d'"Iqbal, l'enfant esclave" aux Editions Fayard (1995)



dessin de Deko

Le théier sauvage est un arbre qui peut atteindre plusieurs mètres de hauteur. Il donne des fleurs blanches et des graines.

Pour une meilleure rentabilité, les planteurs ont choisi de faire pousser le thé sous forme d'arbustes qui sont régulièrement taillés pour que la cueillette soit plus facile.



Les cueilleurs de thé travaillent sous la surveillance d'un superviseur qui est intéressé au pourcentage de thé cueilli par son équipe



Les cueilleurs de thé doivent travailler huit heures par jour. Ils sont payés au poids de feuilles récoltées (40 centimes par kilo).



Un cueilleur récolte entre 80 et 100 kilos de feuilles par jour et gagne environ 1 000 F par mois

Ce petit reportage sur les plantations de thé en Malaisie a été réalisé par Jean Plantu.

Il précise qu'il y manque la partie consacrée au travail des enfants de 7 à 8 ans dans le département de conditionnement du thé.

Ils travaillent tous les jours de la semaine, sauf le dimanche. Chaque année, ils ont droit à 11 jours de vacances.



PRIX JUSTE ?

La notion de “prix juste” a beaucoup agité les philosophes et les moralistes, Aristote et Thomas d’Aquin au premier chef, mais pas les économistes. Pour eux, l’affaire est entendue : la morale n’a pas sa place dans le domaine économique. Le prix résulte de la confrontation de multiples décisions individuelles prises par des producteurs et des acheteurs. Il ne peut être juste ou injuste, mais seulement incitatif ou non. C’est une information sur la base de laquelle chacun prend des décisions - de production pour les uns, d’achat pour les autres - grâce auxquelles le marché fonctionne à l’avantage de tous.

Mais si le prix obtenu de ce que l’on vend ne permet pas de vivre ? S’il devient inférieur au minimum vital ? Malthus, on le sait, voyait dans cette hypothèse la forme ultime de régulation, celle qui permet d’ajuster la population aux possibilités de production, par élimination des bouches - et des bras - en trop. Marx, révolté par un tel cynisme, préconisait de changer le système, pour le rendre capable de produire davantage et d’assurer à chacun une part décente. Ni Malthus ni Marx n’ont eu raison : les sociétés capitalistes se sont montrées capables de corriger le marché, lorsque ce dernier ne permettait pas de gagner de quoi vivre. Depuis la “loi sur les pauvres” jusqu’aux systèmes actuels de Sécurité sociale, en passant par le soutien des prix agricoles ou l’instauration d’un salaire minimum, nos sociétés ont toujours su, dans les faits, éviter le pire et tempérer la loi du marché, lorsqu’elle aboutissait à des situations socialement désastreuses.

Rien de tel, cependant, n’a pu être mis en place dans le domaine des relations internationales. La Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a bien tenté, durant les années soixante et soixante-dix, d’encourager des systèmes de stabilisation des prix de matières premières avec stocks régulateurs ou répartition de quotas de production. Plusieurs accords de ce type ont été passés, entre acheteurs et producteurs, ou entre ces derniers seulement, pour le café, le caoutchouc, le sucre, le coton, l’étain, etc. Un fonds de stabilisation a même été créé. Sans grand succès. La vague libérale des années quatre-vingts est venue balayer ces tentatives, dont il ne reste que quelques traces. Rien ne vient plus borner la baisse des cours, et il n’est pas rare que celle-ci soit telle que le planteur d’arachide ou de café voie son revenu familial tomber en-dessous d’un minimum vital pourtant fort bas. L’ombre de Malthus plane sur bien des pays du Sud, maintenant que celle de Marx s’éloigne.

C’est contre ce dur constat que le commerce équitable entend s’élever. En affirmant que les règles économiques ne sont acceptables que si elles sont justes : le prix doit permettre aux producteurs de vivre dignement et des consommateurs sont prêts à payer ce prix parce que, derrière l’anonymat de la marchandise, ce sont des vies qui se cachent. Mais aussi que le développement ne naît pas de la main invisible du marché, qu’il a besoin d’une main visible qui rend le présent moins injuste et l’avenir moins incertain.

Pourtant, ne rêvons pas : le commerce équitable ne représente qu’une part si minoritaire des échanges internationaux Nord-Sud qu’il ne changera pas la logique d’ensemble. Les gros bataillons du commerce continuent de relever de la loi du marché, pas de logiques coopératives. Ce qui permet à nombre d’économistes d’ignorer superbement le commerce équitable. Ils ont tort : ce dernier montre que des alternatives sont possibles, que le marché n’est pas le tout de la société humaine, que des valeurs morales peuvent venir influencer sur les prix. Il n’est pas sûr que cette alternative se développe au point de changer l’ensemble des règles du jeu. Mais, en ouvrant le champ des possibles, elle permet de justifier certaines revendications, de concrétiser l’existence de points d’accord envisageables entre producteurs et acheteurs. Bref, de jouer les poissons-pilotes d’une société mondiale qui cherche des règles parce qu’elle constate tous les jours que celles du marché ne suffisent pas. C’est pourquoi développer le commerce équitable a tant d’importance. En achetant du café ou des couvertures “équitables”, ce sont des nouveaux rapports de force que nous contribuons à créer. Artisans du Monde ne changera pas le monde. Mais ses boutiques y contribuent.

Denis CLERC
(Alternatives Economiques)



dessin de Lécroart

COMMERCE ÉQUITABLE OU BUSINESS PRÉDATEUR

Dans le contexte de la guerre économique qui ravage le monde, le terme "commerce" prend une étrange résonance - voire dissonance. Il apparaît comme suranné, faisant partie d'un temps révolu où les transactions étaient vraiment au cœur de la gestion des nécessités. On dit que le commerce a beaucoup contribué à l'essor des grandes civilisations car il ouvrait aux peuples les espaces de leurs cultures et de leurs connaissances respectives. En même temps que les marchandises, ils échangeaient des valeurs immatérielles, du rêve, de l'exotisme, le mystère de leurs terres inconnues ...

Le commerce concerne également la relation des individus entre eux : les échanges sans objet commercial, la sympathie, les affinités, le plaisir de la fréquentation, des transactions intangibles pour nourrir l'esprit et le cœur. Bref, commercer ne signifie pas seulement échanger de la matière, mais aussi ces sortes de fluides qui participent à la cohésion et à la vitalité du corps social.

Il ne faudrait pas pour autant tomber dans le piège d'un passéisme idéaliste, car l'exploitation de l'homme par l'homme, de la femme et de l'enfant ne date pas d'aujourd'hui : nous avons à le déplorer tout au long de notre histoire. Cependant, l'organisation des sociétés humaines fondée sur le rapport à la nature source de vie, au territoire comme réserve de ressources et base de vie et de survie, faisait de la planète une immense mosaïque de peuples pour qui l'autonomie n'était pas un choix mais un état de fait. Tirer partie des ressources de son environnement pour se nourrir, se vêtir, construire son abri, entretenir sa santé allait de soi, et les échanges entre peuples compensaient les manques.

Certes, cela reposait sur une forme de prédation mais les équilibres se faisaient bon an mal an. A la biodiversité naturelle s'ajoutaient la diversité des valeurs et des expressions symboliques, l'art, la spiritualité. Les "artisans du monde" faisaient un travail d'accomplissement de la réalité pour la condition de l'espèce mais hélas aussi pour l'instrumentalisation des pulsions violentes par la fabrication des armes. Rien n'est parfait, mais des espaces d'humanisation étaient encore assez répandus et, ici ou là, des communautés humaines trouvaient leur équilibre en préservant leur cohésion.

Avec l'ère du pétrole et du transport rapide, la donne a radicalement changé et le "progrès", qui rend les communautés humaines de plus en plus accessibles les unes aux autres, offre dans le même temps au mercantilisme tyrannique les moyens d'oppressions et d'exploitations sans précédent dans l'histoire. Nous entrons ainsi dans l'ère de la désintégration. Ainsi, même l'OMC - ou Organisation Mondiale du Commerce (faisant suite au GATT, etc.) - dont l'intitulé a une consonance

séduisante de convivialisation mondiale des échanges, masque la dictature légalisée des plus forts contre les faibles, dans une guerre économique radicale. L'exploitation de l'homme par l'homme s'y banalise et transforme chacun de nous en phagocytes conscients ou inconscients, entretenant notre vie avec des denrées et des produits issus de la misère, de l'énergie et de la non-vie de certains de nos semblables pris au piège d'une système dont ils ignorent les règles. Le labeur humain n'a jamais été à ce point une substance abstraite dont la rapacité peut tirer profit partout, y compris dans le giron de la belle démocratie, fondée pourtant sur les fameux Droits de l'Homme. Ainsi, les agissements légitimés par la loi du marché transcendent-ils les règles morales les plus élémentaires pour permettre à la barbarie du business - plus qu'au commerce - d'étendre son empire. L'anthropophagie est ainsi instaurée comme mode de relation sur une planète livrée au pillage.

Le premier mérite d'Artisans du Monde est d'incarner une protestation contre cet état de fait. Le deuxième mérite est dû à l'organisation concrète, les stratégies d'échanges équitables et éthiques qu'ils proposent. Le troisième mérite est de nous aider à comprendre que des êtres, de par le monde, ne peuvent être affranchis de l'oppression que par le changement de nos propres comportements de consommateurs toujours insatisfaits. Peut-être les choix de sobriété et d'autolimitation sont-ils les déterminants majeurs d'une révolution profonde et durable. Il ne suffit pas de se confronter aux pouvoirs mercantiles sans âme. Peut-être faut-il également s'organiser pour ne pas être subordonnés à leurs injustices. Et cela ne peut s'accomplir sans une solidarité éclairée et active. Il en va de notre responsabilité et de nos choix au quotidien.

Pierre Rabhi



dessin de Rokhshad
Nourdeh

RELATIONS NORD SUD, LA RÉCIPROCIÉTÉ : UNE NÉCESSITÉ, UN ENJEU ET UN DÉFI

Le principal leitmotiv des relations Nord-Sud, tout au moins dans les discours, a été le développement. Pendant près de quatre décennies, on a discuté lors des colloques, séminaires et conférences de la nécessité et de la manière dont les pays du Sud, nouvellement affranchis de la tutelle coloniale, pouvaient sortir du sous-développement et ceci notamment grâce à l'apport du Nord. Le Tiers-Monde vendant ses matières premières pour se procurer des devises nécessaires au financement de son développement et l'Occident fournissant le capital (prêts et dons) et la technique.

Aujourd'hui, le bilan montre que cette coopération a largement échoué et ce qui s'appelle aide a surtout consisté à maintenir les États du Sud dans la dépendance pour s'assurer des matières premières et des marchés pour l'écoulement des produits finis du Nord.

40 ans après, la situation est catastrophique : les conditions de vie des populations se sont dégradées. Il faut dire que la dite coopération ne s'est jamais préoccupée ni de leurs besoins, encore moins de leur avis. Des régions entières sont à l'abandon et des États sur-endettés, au bord de la faillite, ce qui amène le Fonds Monétaire International (FMI) à jouer les gendarmes à travers des plans

photo de François Szlapka - récolte du riz à Tirtanganga - Bali



d'ajustement structurel : une vraie mise sous tutelle des États à qui on impose des réformes économiques drastiques pour leur accorder le droit à l'échelonnement des dettes, déjà largement remboursées par le paiement des intérêts depuis des années. Le credo principal c'est la libéralisation, la déréglementation et donc la recolonisation économique grâce aux rachats des entreprises par les grands groupes étrangers. Nous sommes dans une impasse qu'il faut dépasser. Les modèles dits de développement ont ignoré les réalités locales, les besoins essentiels et ont hypothéqué l'avenir des pays du Sud.

Dans la relation Nord-Sud, on a pris en compte les flux du Nord vers le Sud en ignorant l'apport du Sud tant en matières premières qu'en savoir-faire. C'est partant de ce constat qu'est née au sein de chercheurs et d'associations, la réflexion sur la nécessité de la réciprocité et ses champs d'application possibles (1).

Mais, que recèle ce concept et que préconisons-nous concrètement ?

Est réciproque ce qui implique, entre deux personnes, un échange de sentiments, d'obligations, de services semblables. Les relations réciproques sont rarement binaires et mettent en jeu des partenaires nombreux. Cela suppose une volonté commune de questionnements des uns et des autres. La réciprocité est génératrice de valeurs humaines, elle engendre un mouvement continu et n'est possible que s'il y a un interlocuteur identifié et fidèle dans la durée. Elle suppose une capacité d'écoute, une ouverture et surtout la reconnaissance de l'autre comme bénéficiaire des apports de l'autre. Cela n'est possible qu'en se remettant en cause et en se dépossédant de ses certitudes. Alors plusieurs questions se posent : les gens du Sud ont-ils quelque chose à donner, à apprendre aux gens du Nord ? Se sentent-ils capables d'être donateurs ? Sont-ils conscients de ce qu'ils apportent ? Le Nord considère-t-il que le Sud a un savoir, des expériences valides pouvant être utilisées pour solutionner les problèmes chez eux ? La réponse positive à de telles questions nécessite une vraie décolonisation des esprits dans le vocabulaire et les comportements. Ne dit-on pas immigrés pour les gens du Sud et coopérants pour ceux du Nord ?

Mais que peut apporter la réciprocité ?

Elle change les images classiques des uns vis-à-vis des autres et en cela, elle est formatrice. Elle offre une ouverture sur le monde et permet de prendre du recul, de mieux analyser sa propre réalité, de prendre en compte les avoirs de l'autre pour aider à la résolution de ses propres problèmes. Quelques exemples peuvent illustrer notre propos : ★ la place faite aux personnes âgées considérées comme non productives et donc inutiles au Nord; or dans le Sud, leur sagesse est un atout dont on se garderait bien de se priver ; ★ le séjour dans les pays du Sud de jeunes Européens marginalisés dans leur société leur a permis de redonner du sens à leur vie, et de faciliter leur insertion à leur retour ; ★ des groupes de chômeurs ou d'exclus s'inspirent des méthodes originales pratiquées dans le Tiers-Monde (tontine par exemple) pour se doter de moyens en vue de la réalisation de leurs projets. .../...

Face à la montée du néolibéralisme et de ses effets néfastes, il y a lieu de travailler ensemble pour dégager les axes d'une mondialisation solidaire avec un projet de société basé sur les valeurs autres que le profit. Mais entreprendre des échanges et des relations réciproques bute sur d'énormes difficultés : la remise en cause de soi-même, la pérennité de la relation et l'inégalité économique, celle-ci étant accentuée par l'échange inégal et le pillage des ressources du Tiers-Monde depuis des années. Autant il est facile aux partenaires du Nord d'aller au Sud autant il est difficile pour leurs amis du Sud, de se rendre chez eux : aux difficultés économiques s'ajoute le problème du visa (ceci pose le principe fondamental de la liberté de circulation).

Artisans du Monde, ainsi que les organismes de même nature en Europe, mènent un combat louable pour le commerce équitable qui est l'antidote de l'échange inégal et du pillage économique. Mais ce travail serait minoré si on ne mentionnait pas les campagnes de sensibilisation menées inlassablement pour une information juste sur leurs partenaires du Sud. Ces dernières années l'accent a été mis sur les droits de l'Homme au travail : ainsi une forte mobilisation se donne pour objectif d'améliorer les conditions de travail et la mise en place d'un "label social" (fin de l'exploitation du travail des enfants, respect des droits économiques et sociaux des salariés ...).

En 1974, les pays non-alignés lançaient à la tribune de l'ONU la nécessité d'un nouvel ordre économique international. Ces discours, comme bien d'autres, sont restés lettres mortes et le niveau de vie du plus grand nombre a considérablement baissé au profit de l'accumulation de richesses d'une minorité. Il est grand temps que l'on change les règles du jeu, que l'on paye le juste prix des matières premières, que l'on arrête de faire rembourser une dette largement couverte par les intérêts. Cette modification des rapports de force ne peut se faire sans la mobilisation des peuples épris de paix et de liberté. En s'inspirant de la dynamique du commerce équitable, en les aidant à diffuser les pratiques et les idées, nous participerons à l'instauration de relations réciproques avec le respect des partenaires, de la justice économique et sociale. Quelques batailles ont été remportées grâce au travail des militants d'Artisans du Monde. Elles sont autant de succès pour notre monde miné par les méfaits des marchés ayant pour seuls buts le profit et la rentabilité.

Puisse ce 25ème anniversaire d'Artisans du Monde revigorer les structures du commerce équitable, les développer et permettre qu'elles participent au socle sur lequel devra se construire la mondialisation solidaire. La solidarité comme valeur ajoutée, la modification profonde des structures du commerce international servent l'idée de la réciprocité entre le Nord et le Sud qui devient plus qu'une nécessité, un défi et un enjeu vital pour toute l'humanité. Cela nous évitera le chaos que nous mijotent assurément les tenants du système capitaliste mondial.

Irénée Korfazo Domboue

Burkinabé, enseignant formateur en économie, Montpellier

1) Association Réseau Réciprocité des relations Nord-Sud
s/c CIEPAC 663, avenue de la Pompignane 34170 Castelnau-le-lez



AGIR POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE !

Réduire la dette !

Aujourd'hui, la dette joue un rôle prépondérant dans le commerce international. A travers son remboursement et les plans d'ajustement structurel, les pays en voie de développement ont été obligés d'orienter leurs productions vers le commerce extérieur. On est en situation de surproduction, mais aussi de sous-consommation, car on produit uniquement pour l'exportation (pour obtenir des devises et rembourser cette fameuse dette), et on dit qu'il faut encore plus libéraliser, alors qu'il y a beaucoup de personnes dont les besoins ne sont pas satisfaits. Les Etats-Unis n'ont jamais fait ça, au contraire, leur production a toujours été tournée vers l'intérieur, avec un protectionnisme des plus forts. Si seulement l'économie n'était pas aussi prépondérante, on s'occuperait un peu plus du bien-être des peuples. Il faudrait réduire la dette de ceux qui agissent à travers l'économie pour l'amélioration des bonnes conditions de travail. La démocratie au niveau international n'existe pas, il faut réagir au plus vite.

L'organisation mondiale du commerce... équitable ?

Il faut aussi se préoccuper de l'OMC (organisation mondiale du commerce), qui favorise les pays qui précarisent le plus le travail. Elle encourage les politiques de salaires toujours plus bas, de libéralisation du marché du travail, ignore les protections sociales... Elle pose ses termes de l'échange, si un pays accepte les conditions de cet échange, il attire les autres, c'est la "course vers le fond". L'OMC se préserve de toute attaque en déclarant que seuls les États sont souverains, qu'eux seuls peuvent donc résoudre les problèmes (sociaux, environnementaux, syndicaux...). Tels que les marchés sont organisés, tous les pays sont encouragés à flouer les conditions de travail. Quand l'agriculture sera à son tour libéralisée, ce sera la catastrophe pour les paysans du Sud, en favorisant un modèle de développement intensif (pesticides, engrais, OGM...).

les citoyens peuvent agir

La victoire contre l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement) est un point tournant dans l'histoire. Pour la première fois, les gens se sont rassemblés, en France et dans le monde entier, face à une menace commune. Avant seuls les gouvernements pouvaient savoir ce qui se passait, maintenant, chaque citoyen peut disposer d'informations grâce à internet et au courrier électronique, il ne sera plus jamais possible de tenir des négociations "cachées"... Il n'y a aucune raison pour que les personnes qui proposent des alternatives (comme le commerce équitable) ne se réunissent pas, n'échangent pas d'informations, pour "forcer" le marché à en tenir compte, forcer l'OMC à l'accepter, faire pression sur les structures de distribution, avec l'aide des consommateurs. Quand ils font pression sur les chaînes de

Walter Barrientos



supermarchés, celles-ci acceptent de s'engager sur des bonnes conditions sociales, écologiques... des produits qu'elles vendent. Il faut donc informer le public, montrer les bons exemples et montrer du doigt les mauvais, pour les amener à changer. Il faut instaurer des "cercles vertueux" et pénaliser ceux qui ne les respectent pas. Presque tout le capital va vers des "cercles vicieux" (délocalisation, prix les plus bas, exploitation des enfants...). Il faut enfin refuser de flouer les conditions de travail.

Susan George
propos recueillis par JC Caron

Une amie philippine m'a rapporté un jour l'histoire d'un enfant qui, au retour de l'école, apostrophe sa maman en ces termes : *"La maîtresse aujourd'hui nous a dit que notre pays était riche, mais pourquoi alors sommes-nous si pauvres ?"*. Haut de ses dix ans, cet enfant, avec ses mots, exprimait une révolte face aux profondes inégalités sociales que connaît la société philippine, et, au-delà d'elle, l'humanité toute entière. Face à des détreuses, face à un système inéquitable, les réponses qu'apportent les organisations humanitaires ou les ONG sont de natures diverses. Trop souvent encore, les actions engagées soulagent la misère, assistent des populations mais ne leur permettent pas de construire leur avenir.

Artisans du Monde fait partie de cette poignée d'ONG qui ont inventé de nouvelles relations de partenariat, tout en éduquant l'opinion publique sur les causes d'un "ordre" mondial qui nie aux plus faibles l'accès aux richesses de notre monde. Commercer sur des bases plus justes plutôt que de se laisser prendre dans l'engrenage de l'assistance, voilà une idée qui a commencé à faire son chemin. Les producteurs et les artisans du Sud, certains de trouver des débouchés pour leurs produits, à un prix décent, peuvent inventer et construire leur développement. Un responsable de groupements paysans au Sahel aime à rappeler que "le paysan doit être auteur et acteur de son projet". C'est à cette condition que les hommes et les femmes du Sud, délaissés par les pouvoirs politiques et les organisations internationales, inventeront une société plus égalitaire.

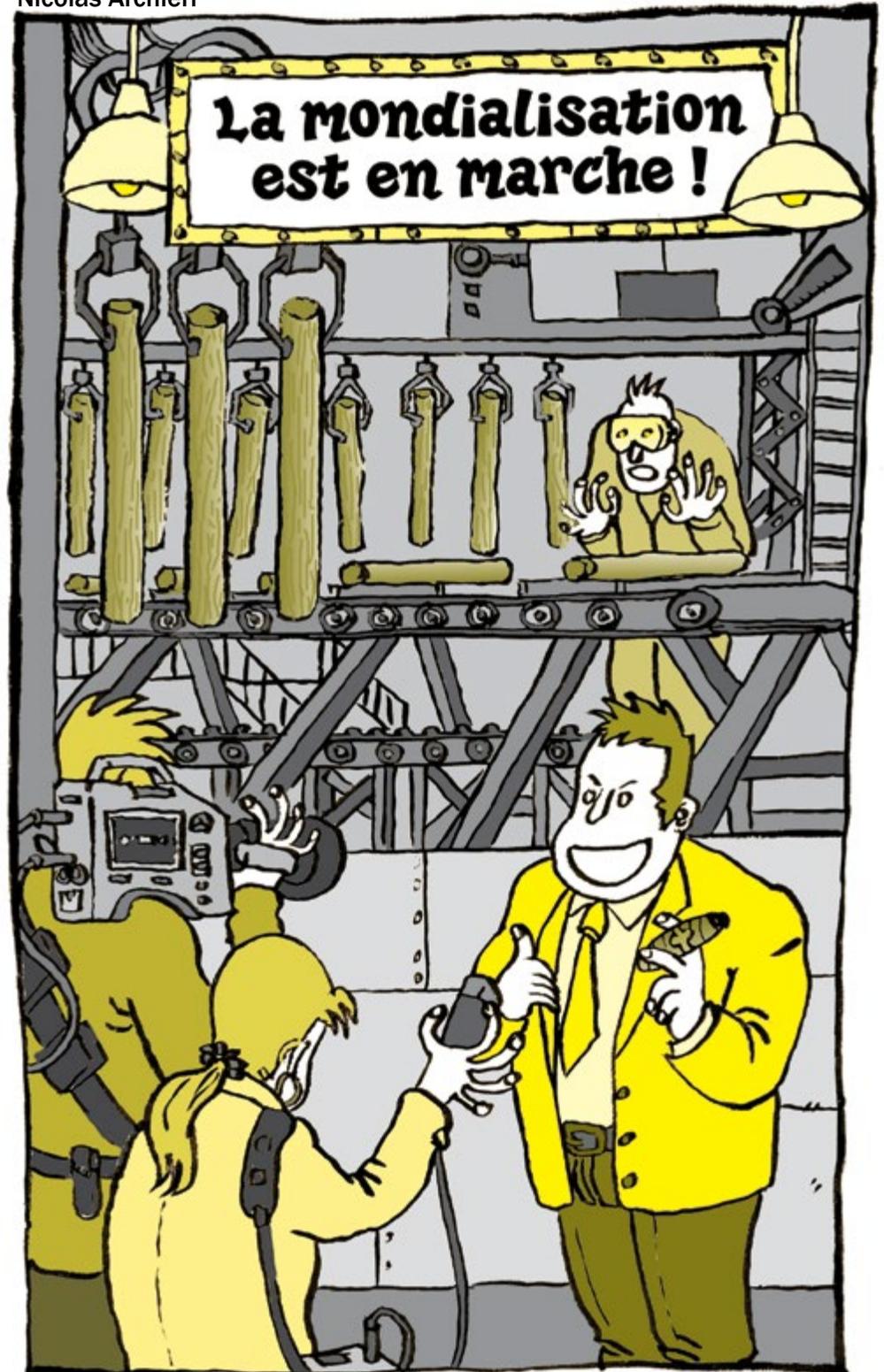
Mais ne nous y trompons pas, l'émergence d'un commerce plus équitable, en marge du système commercial dominant, ne représente qu'une avancée symbolique. Artisans du Monde l'a compris en s'engageant, avec de multiples autres acteurs, dans l'action politique. Alerter l'opinion publique sur les atteintes aux droits de l'enfant ou établir des pressions sur des distributeurs d'articles de consommation courante afin qu'ils exercent leurs activités avec une certaine éthique, sont des dimensions indispensables de l'action du mouvement.

Enfin, l'action éducative renforce la cohérence du discours et la pratique sur le terrain politique. Eduquer sur les enjeux du développement et sur la nature des relations Nord-Sud relève de la responsabilité de chaque militant du mouvement. Travail parfois ingrat, mais qui se justifie pleinement : l'enjeu est l'éducation du jeune, citoyen-consommateur-responsable de demain.

Les vingt prochaines années de solidarité restent à construire. Plus que jamais, il nous faut être inventifs et exigeants. Inventifs pour tracer de nouveaux partenariats, pour introduire plus d'éthique dans les échanges économiques, pour mobiliser autour de nos idées une plus grande frange de nos concitoyens. Exigeants pour rendre nos actions crédibles et pour garder cette dimension humaniste dans notre vision du développement.

Benoît Théau
Journaliste - ORCADES

Nicolas Archieri



Dans les affaires, faut avoir du flair ! J'ai senti que la tendance était "équitable", j'ai foncé : ici c'est la première usine de bâtons de pluie du monde, je suis aussi le leader des bonnets "péruviens"...

L'UTOPIE ALTERNATIVE : UN PROGRAMME RÉALISTE POUR LES ONG.

Entreprises coopératives en autogestion, communautés néo-rurales, Sels, auto-organisation des exclus au Sud. Ces expériences nous intéressent moins pour elles-mêmes mais comme forme de résistance et de dissidence au processus de montée en puissance de "l'omnimarchandisation" du monde. Notre réflexion porte tout particulièrement sur la visée d'une cohérence globale de l'ensemble de ces initiatives. Le danger de la plupart des initiatives alternatives est, en effet, de se cantonner dans un créneau au lieu de travailler à la construction et au renforcement d'une niche. Ce n'est pas le "créneau", concept d'une stratégie militaire de conquête et d'agression, lié au rationnel, qui fait vivre l'entreprise alternative mais la niche, concept écologique beaucoup plus proche de l'antique prudence et d'une conception sociale de l'efficacité, étrangère à l'efficacité économique. L'entreprise alternative vit ou survit dans un milieu qui est et doit être différent du marché mondialisé. C'est ce milieu porteur dissident qu'il faut définir, protéger, entretenir, renforcer et développer par la résistance. Plutôt que de se battre désespérément pour conserver son créneau au sein du marché mondial, il faut militer pour élargir et approfondir la niche en marge de l'économie dominante.

Une chaîne de complicité

La confrontation et le conflit, tout à fait caractéristiques de la rationalité occidentale, ne sont pas l'univers où se meut et où doit se mouvoir l'organisation alternative mais une véritable démocratie associative pour déboucher sur une société autonome. Il n'y a plus alors au sein de la mouvance alternative de frontière tranchée entre l'interne et l'externe des différentes entités, entre les membres et les clients. Les sympathisants, les clients sensibilisés sont susceptibles d'être des militants bénévoles, voire des employés salariés, des actionnaires ou des donateurs et les anciens employés restent des supporters actifs. Il y a (ou devrait y avoir) osmose entre l'interne et l'externe. Dans ces conditions, même dans l'entreprise productive, les rapports humains au sein de l'entreprise et entre l'entreprise et ses clients sont et doivent être radicalement différents. S'il y a des salariés, et si on doit attendre de ceux-ci une efficacité certaine, le fonctionnement hiérarchique pesant tuerait l'esprit de la raison d'être de l'entreprise. Une chaîne de complicité doit lier toutes les parties. Comme dans l'informel africain, nourrir le réseau des "reliés" est la base de la réussite.

L'élargissement et l'approfondissement du champ des complicités est le secret de la réussite et doit être le souci premier de ses entreprises. La qualité du produit, la productivité, la politique de l'embauche et des salaires, la distribution des bénéfices doivent être subordonnées à cet objectif primordial. Réussir à imposer les produits du commerce équitable ou de l'agriculture biologique dans les rayons d'un

supermarché, à côté des produits "inéquitables" n'est pas un objectif en soi. Il s'inscrit dans une stratégie de créneau, dans l'optique du renforcement de la niche. Il est plus important de s'assurer du caractère équitable de la totalité de la filière, depuis le transport jusqu'à la commercialisation, ce qui exclut d'emblée le supermarché et élargit le tissu porteur. Les consommateurs (consommateurs citoyens) ne sont qu'un élément d'un ensemble qui devrait articuler, Sels, producteurs alternatifs, néo-ruraux, mouvements associatifs résolument engagés dans cette voie.

Les naufragés du développement

Il y a, en effet, deux façons de concevoir l'autre société où l'on vivrait autrement : on peut la choisir, mais elle peut aussi nous être imposée. On peut tenter de la construire consciemment ou on peut être condamné à la faire malgré soi de manière plus ou moins inconsciente. La première forme, représente l'alternative volontariste, la seconde,

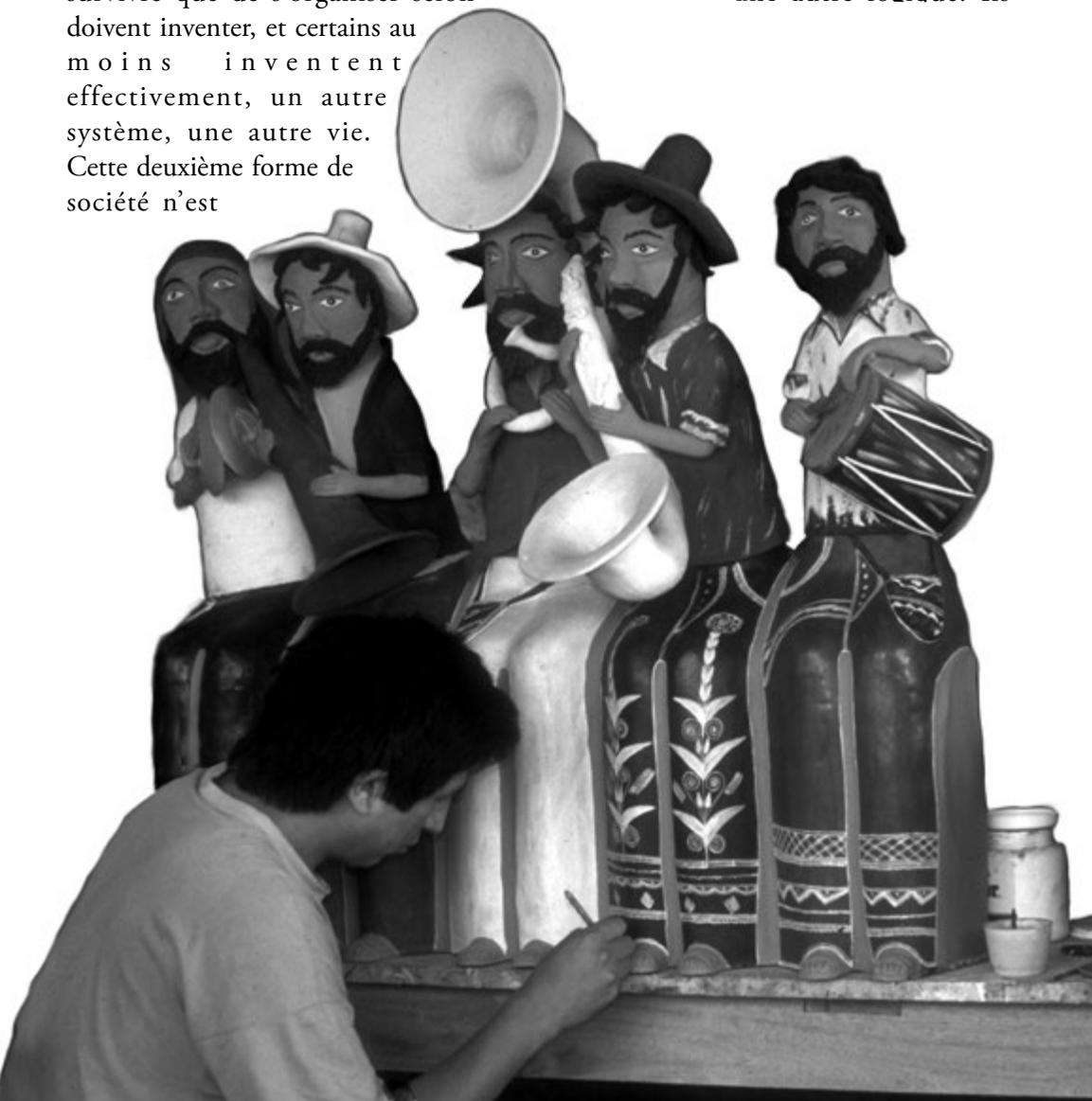
.../...

l'alternative historique. Dans la tradition intellectuelle occidentale, on pense



d'abord aux projets volontaires et volontaristes de construction de mondes différents. Des individus, refusant totalement ou partiellement le monde dans lequel ils vivent, tentent de mettre en œuvre autre chose, de vivre autrement : de travailler ou de produire différemment au sein d'entreprises différentes, de se réappropriier la monnaie aussi pour la faire servir à un usage différent, selon un logique autre que celle de l'accumulation illimitée et de l'exclusion massive des perdants. Toutefois, il existe une autre façon de concevoir la sortie du système. L'économie mondiale, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, a exclu des campagnes des millions de personnes, elle a détruit leur mode de vie ancestrale, supprimé leur moyens de subsistance, pour les jeter et agglutiner dans les bidonvilles et les banlieues du Tiers-monde. Ce sont les "naufragés du développement". Ces laissés-pour-compte, condamnés dans la logique dominante à disparaître, n'ont comme choix pour survivre que de s'organiser selon une autre logique. Ils

doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement, un autre système, une autre vie. Cette deuxième forme de société n'est



pas totalement séparée de la première, et cela pour deux raisons. D'abord, parce que l'auto-organisation spontanée des exclus du Sud n'est pas, n'est jamais, totalement spontanée. Il y a aussi des aspirations, des projets, des modèles, voire des utopies qui informent plus ou moins ces bricolages de la survie informelle. Ensuite, parce que, symétriquement, les "alternatifs" du Nord n'ont pas toujours le choix. Ce sont aussi souvent des exclus, des laissés-pour-compte, chômeurs en fin de droits ou candidats potentiels au chômage, ou plus simplement des exclus par dégoût ... Il y a donc des passerelles entre les deux formes qui peuvent et doivent se féconder mutuellement.

Résistance et dissidence

Finalement, que faire face à la mondialisation, à "l'omnimarchandisation" du monde, au triomphe planétaire du tout marché et à "l'économicisation" des esprits ? Le hiatus entre l'ampleur du problème à résoudre et la modestie des remèdes envisageables à court terme tient surtout à la prégnance des croyances qui font "tenir" le système sur ses assises imaginaires. Il faut commencer par voir les choses autrement pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions vraiment originales et novatrices. Il faudrait décoloniser notre imaginaire pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. Il s'agit de mettre au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation. Il nous faut vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains. Donc, le mot d'ordre est "résistance et dissidence". Résistance et dissidence avec la tête mais aussi avec les pieds. Résistance et dissidence comme attitude mentale de refus, comme hygiène de vie. Refus de la complicité et de la collaboration de cette entreprise de décervelage et de destruction planétaire. Résistance et dissidence comme attitude concrète par toutes les formes d'auto-organisation alternative.

Serge Latouche
Professeur à l'Université Paris XI

TROIS DECENNIES POUR LE DEVELOPPEMENT... ET ALORS ?

Espoirs déçus...

En 1970, les espoirs étaient nombreux. L'Algérie émergeait pour devenir chef de file des non-alignés, l'Asie semblait sortir de disettes nombreuses, la sécheresse de 1974 n'avait pas encore frappé les corps des Africains et les esprits des Européens. En 1974, le choc pétrolier fait naître l'illusion fatale, celle de la richesse facile, la rente. Les membres de l'OPEP y succombent tous, en se détournant des activités de transformation, seules réellement créatrices de richesses.

Durant les années 80, les volontaires pour le développement se succèdent, mais peu à peu cèdent du terrain face aux volontaires de l'humanitaire, premier signe d'une désillusion. Il ne s'agit plus de travailler pour le développement, il s'agit tout au plus de sauver des vies humaines. Cette désillusion accompagne au Nord la montée du chômage qui contribue à affaiblir le mythe d'un modèle supérieur de développement, qui doit, de gré ou de force, s'imposer partout dans le monde. La décennie 90 c'est tout à la fois la montée de la violence urbaine dans le Nord, la crise financière asiatique, et la désintégration de plusieurs pays d'Afrique centrale, sous le coup de "la crise des grands lacs". Où est l'erreur fondamentale qui pourrait expliquer ces phénomènes ?

L'institution et la règle ne sont pas des idées universelles.

Partout le respect de la loi s'affaiblit : les Etats paraissent de moins en moins légitimes. Dans le Sud, ils s'effondrent (pas tous, le Burkina est pour le moment, l'un de ceux qui continuent à porter les espoirs d'un modèle "un peu africain"), dans le Nord, la loi semble de plus en plus bafouée, du haut en bas de l'échelle sociale, du haut fonctionnaire mis en examen pour abus de biens sociaux au gosse de banlieue qui saccage le bus de son quartier.

Face à cette situation, dans le Sud, les paysans peinent toujours à s'identifier aux structures de type coopérative qui leur sont suggérées. Dans le Nord, le gamin auteur d'incivilités rétorque qu'il ne connaît qu'une seule loi, la sienne. L'évolution des références culturelles des uns et des autres nous donne des indications précieuses. La grande précarité impose aux individus une réponse existentielle basée sur l'appartenance à un groupe social nommé (Qui es-tu ? je suis le fils de...). Dans ce cadre, seuls existent ceux qui se définissent comme étant "le fils de...". La conséquence fondamentale est la construction d'une société composée exclusivement de personnes physiques, faites de chair et d'os, et qui doivent régler comme elles le peuvent leurs éventuels différends.

La sécurité qu'a donnée la révolution agro-industrielle à ceux qui en ont bénéficié, a déplacé la réponse existentielle vers la fonction (Qui es-tu ? je fais ...). A partir de ce moment, sont pris en considération tous ceux qui font :

-d'une part les personnes physiques qui font, qui travaillent, à l'exclusion de ceux qui sont au chômage (c'est un système fortement exclusif),

-d'autre part "ceux qui font" sans être des personnes physiques, c'est-à-dire les personnes morales, les institutions.

On s'aperçoit alors que les institutions, (personnes morales : depuis l'association locale, la coopérative, la commune, mais aussi l'entreprise et surtout l'Etat) n'ont de réalité tangible qu'aux yeux de ceux qui acceptent le principe existentiel basé sur la fonction. Aux yeux des autres, tous ceux qui vivent sous l'influence de la précarité, partout où la révolution agro-industrielle ne s'est pas étendue, la personne morale, l'institution, n'a aucune réalité, les hommes ne la reconnaissent pas, ils ne s'y soumettent pas.

Le chef de la rébellion touarègue prend place dans la voiture. Il a un peu de peine à plier ses deux mètres dans le véhicule de son hôte, mais celui-ci n'est pas peu fier d'accueillir ce très grand homme qui, pendant 5 ans, a mené la vie dure au gouvernement de son pays. Guérilla et kalashnikov sont les emblèmes d'une lutte pour la reconnaissance d'une ethnie, d'un peuple qui s'estimait nié par un Etat. Un si grand combattant, d'une si noble cause, ayant tenu tête à un Etat reconnu...

- Avant tout, commence-t-il, je voudrais vous poser une question...

- ...

- Dites-moi, un Etat, c'est quoi ?

En l'absence d'une sécurité suffisante, les hommes ne parviennent pas à s'identifier à une quelconque personne morale. De ce fait, la parole de la personne morale n'a plus de légitimité, et cette parole, c'est la règle.

.../...

dessin de Tamislav Burina,
6 ans - Croate, pris en
charge par l'association
Enfants Réfugiés
du Monde



Des Etats corrompus et des bus qui brûlent.

Au niveau macroscopique, cela se traduit par des Etats faibles et corrompus puisque la règle n'y est pas considérée comme légitime. Il s'agit là peut-être d'une explication des pratiques de corruption quasi-généralisées dans les Etats installés dans les pays qui n'ont pas connu la révolution agro-industrielle. Mais c'est aussi une piste pour comprendre que, même dans les pays fortement industrialisés, la montée du chômage depuis 25 ans, perçue comme baisse du niveau global de sécurité, s'accompagne d'une perte de légitimité de la personne morale (l'Etat), donc de la règle (la loi) : la corruption augmente.

Au niveau microscopique, on comprend mieux les difficultés d'installation d'un commerce différent. La plupart du temps, il s'agit d'offrir aux producteurs (paysans, pêcheurs, artisans) une alternative au circuit unique de commercialisation de leurs produits. Ainsi, à côté du commerçant habituel, une structure de type "coopérative de commercialisation" va être installée. Et le producteur aura le choix entre le commerçant habituel (personne physique), qui paye mal, mais qu'il connaît, et la coopérative (personne morale), qui paye peut-être mieux, mais qu'il n'identifie pas clairement en-dehors des individus qui la font fonctionner. Ses hésitations seront grandes, elles vont durer.

Ainsi, la précarité a tendance à détruire la notion de personne morale. Plus exactement, il semble que ce soit la sécurité qui permette son émergence. Or justement pour améliorer cette sécurité, il est proposé de passer par l'intermédiaire d'une personne morale, de faire acte d'allégeance à une personne morale...

La fin peut-elle être un moyen ? Une piste s'ouvre pour nous aider à répondre à cette question.

Le choix d'abord, l'institution ensuite.

En effet, si c'est la précarité qui dissout la notion de personne morale, par contre ne pas avoir le choix pour commercialiser est une précarité. Ouvrir un autre circuit de commercialisation à côté du premier constitue donc un choix nouveau, c'est-à-dire une assurance plus grande : la sécurité augmente, et peu à peu, va permettre la prise en compte de la notion de personne morale.

D'une façon plus générale, offrir le choix est peut-être un passage obligatoire pour améliorer la sécurité des personnes et donc opérer, dans un deuxième temps, un glissement vers la prise en compte de la notion d'institutions.

Clair MICHALON
CILO (Communication
Interculturelle
et Logiques Sociales)

Bibliographie : Différences Culturelles, mode d'emploi.
Clair MICHALON- SEPIA- Paris 1997



© dessin de Derib + éditions du Lombard

NOUVELLES DE LA PETTE BOULE BLEUE

Petit pari pas risqué : vous prononcez le nom d'Amartya Sen sur les bancs de l'Assemblée Nationale. A 10 contre 1, vous faites un bide dans 90% des cas. Forcément, le dernier prix Nobel d'Economie est indien, et en plus il est philosophe. Sans compter que ses travaux portent sur la pauvreté et la justice sociale, et qu'ils ont permis d'établir l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Deuxième petit pari pas risqué : d'ici l'année prochaine, il n'y aura à aucun moment, et nulle part, un engouement forcené, délirant, exceptionnel contre la pauvreté et pour la justice sociale, comparable au délire boursier qui avait suivi, l'année dernière, les travaux des précédents Nobels d'économie qui ont conduit à la toute récente (moins d'un an donc !) et fameuse faillite du fonds de pension américain LTCM qui a été bien près de couler rien moins que le système bancaire américain ...

.../...

Photo de Benoit Théau - récolte et vannage du café - Brésil



Cela écrit, reprocher à nos députés, nos ministres, nos responsables, quelles que soient leurs tendances, de manquer de discernement, de curiosité, voire d'intuition et de culture, n'est pas tout à fait juste puisque ce sont ceux-là précisément que nous avons choisis pour nous représenter. Et à force d'abstention ou de vote un peu hâtif plus sensible au chant momentané des sirènes quinquennales qu'à une véritable réflexion aboutissant à un choix raisonné et raisonnable, nous sommes quand même les premiers responsables des engagements pris par nos employés politiques. "Elémentaire, mon cher Montesquieu" puisqu'on sait bien qu'une administration pléthorique et une technocratie arrogante ont depuis longtemps rendu caduc votre fameux "une loi n'est pas juste parce qu'elle est loi, elle doit être loi parce qu'elle est juste". A ceci près que ces débats sont quand même le luxe des démocraties, et qu'il faut quand même être sacrément riche pour s'offrir le coût de tant d'irresponsabilité, et individuelle et collective.

Ce qui n'est pas le cas de tous les pays de la planète, on ne le sait que trop. Mais nous, bipèdes humanoïdes de la petite boule bleue, quelque part pas trop loin du Soleil, n'avons pas que le bulletin de vote pour prendre en mains notre vie : désormais l'économie triomphante, la mondialisation, la Bourse sont en train de nous rendre le pouvoir. Forcément, il n'y a pas d'argent virtuel sans argent réel, et en l'occurrence, il s'agit du nôtre. Alors, il suffit de cumuler de toutes petites actions individuelles pour renverser la vapeur. Exemple : vous aimez le café ? Achetez du Max Havelaar. Pourquoi ? Parce que c'est un "produit équitable", un produit qui garantit aux producteurs, dans leur pays, un revenu suffisant pour vivre dans des conditions correctes. Certes, il faut faire un petit effort pour le trouver, mais 200 grandes surfaces le distribuent, ainsi qu'Artisans du Monde ou le Comité Catholique contre la Faim depuis longtemps.

Encore un effort, et en leur téléphonant, vous aurez même la liste des produits équitables ...Ça n'est pas la révolution, c'est l'équilibre. Et si vous n'achetez plus un autre café tant que les autres marques ne garantiront pas la même éthique, nul doute qu'il ne faudra pas longtemps pour qu'elles changent d'attitude : forcément, l'argent réel qui les fait vivre, il est dans votre poche.

Autre exemple "d'incitation" : si vous considérez le prix moyen d'une campagne de publicité pour promouvoir les ventes d'une voiture elle-même moyenne, vous vous rendez compte que vous payez vous, pour chaque voiture, plus de deux mille francs uniquement pour financer cette campagne ! Avec ces deux mille francs, vous pourriez vous offrir plus de 5 500 kms ! Sans pub, il suffirait que vous fassiez le tour des garages et de la presse spécialisée pour faire votre choix, ce qui n'atteindrait pas 200 francs...

.../...

De même, les fameuses sociétés chargées de nous approvisionner en eau. Elles ne cessent de déclarer d'énormes profits qu'elles investissent dans la télévision et dans le téléphone, secteurs dans lesquels elles perdent des fortunes. Dans le même temps, elles sont obligées d'augmenter le prix de l'eau sous le prétexte que nous sommes tellement exigeants, nous les clients, que nous la préférons potable, sans nitrates, sans aluminium, sans rien qui nous rendrait malades. Ne pourrait-on imaginer que, si elles dégagent d'énormes bénéfices sur le prix de l'eau, c'est peut-être d'abord pour les réinvestir dans ce pour quoi on les paye ? Et pour être très clair, lorsque vous vous abonnez à Canal Plus, Canal Satellite, AOL pour Internet, Cégétel pour le téléphone et quelques autres certainement, si votre fournisseur d'eau est VIVENDI, l'Ex Compagnie Générale des Eaux, en réalité vous avez déjà payé une fois toutes ces filiales sur votre facture d'eau : votre abonnement à ces services spécifiques est une façon "économique" de vous faire payer deux fois.

Pour finir sur un dernier exemple, on sait depuis un récent rapport de la Cour des Comptes qu'un certain nombre d'émissions sont facturées à France 2 deux fois le prix qu'elles coûtent. Est-ce que la seule solution envisageable consiste à augmenter la redevance ?

Un truc qu'on pourrait faire, chacun dans son coin, en prévenant tous nos copains qui eux-mêmes préviendront les leurs, tous les soirs, quelle que soit la chaîne qu'on regarde : éteindre la télé dès que commencent les écrans publicitaires. D'abord, ça nous permettra de parler, ensuite, au bout de quinze jours, les variations de consommation électrique seront telles qu'EDF en parlera aux chaînes qui, nécessairement, devront trouver une parade. Un dernier pari sans risque : vous verrez qu'elles finiront par nous demander notre avis.

Bref, quelques solutions simples adaptables à tous les pays, à toutes les cultures, pour changer un monde que nous avons par négligence laissé devenir trop complexe en déléguant trop largement nos responsabilités, c'est une façon de redevenir citoyens, "habitants de la cité", la "polis" de la démocratie grecque qui a fait naître ce qui, dans l'antiquité, était une vocation et un devoir, pour devenir dans le monde moderne un métier et un dû, la politique.

Jean-Yves Casgha
journaliste

Photo de Benoit Théau - récolte et vannage du café - Brésil



UNE PETITE IDÉE DU DÉVELOPPEMENT ...

Quel développement économique ?

Le Sud est exclu de l'enrichissement économique du Nord. Cela paraît évident pour l'Afrique qui se déséquilibrera d'autant plus qu'on voudra lui imposer un mode de développement analogue à l'Amérique, ces deux continents sont antithétiques.

Il y a un autre mode de développement à inventer, qu'on appelle "développement durable", qui soit compatible avec le maintien des ressources, leur protection et leur durabilité. Pour le Sud en tout cas, qui n'est pas encore complètement engagé dans un développement non-durable, c'est cette direction de développement qu'il faudrait adopter, et maintenant. Le développement durable doit passer du discours à la réalité.

Quel développement écologique ?

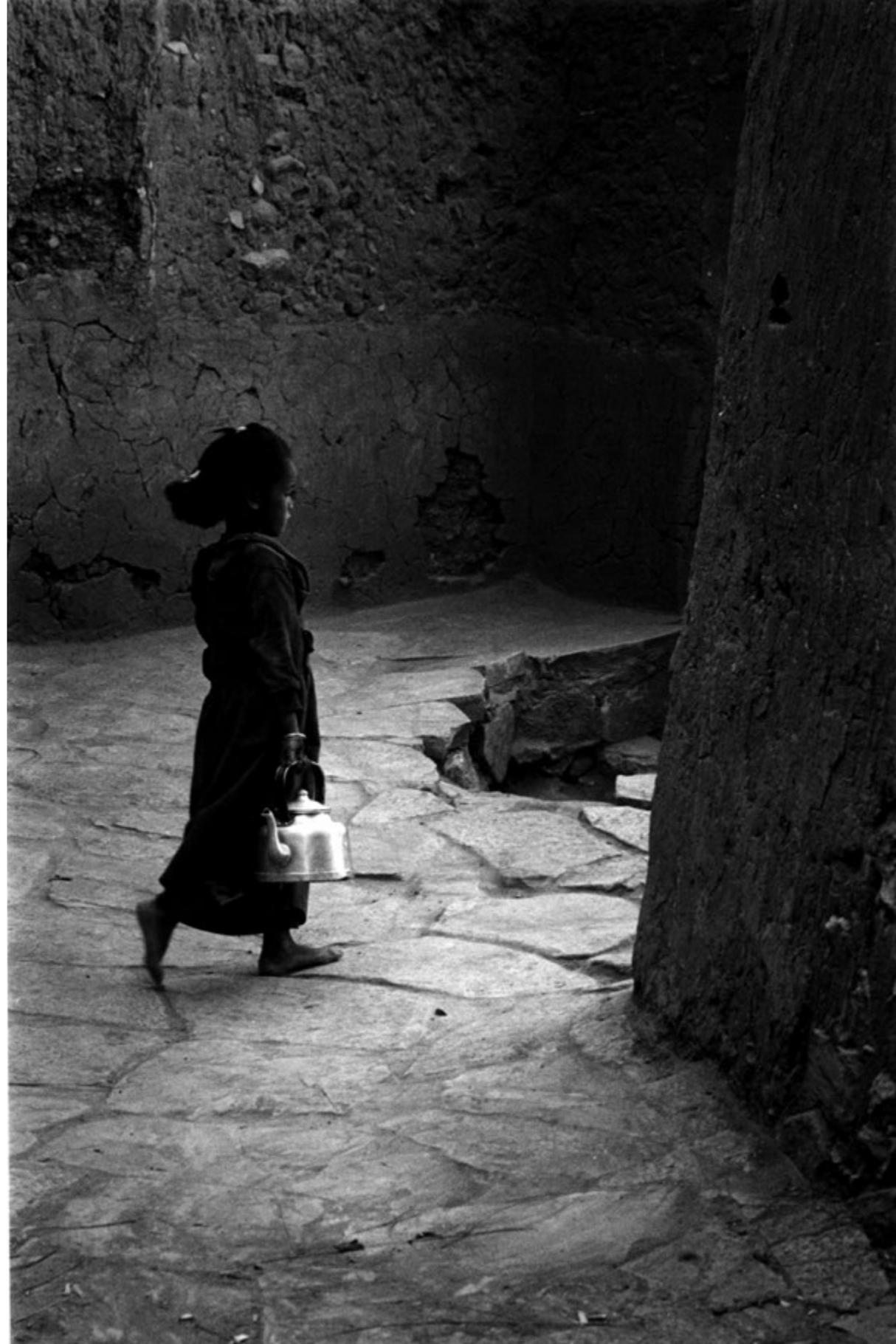
Les grands organismes de recherche comme l'INRA sont engagés davantage sur les plantes transgéniques que sur l'agrobiologie et ils ont tort. A l'Institut Européen d'Écologie, nous faisons tout pour inverser ces orientations. On sait qu'il y a des risques pour l'alimentation et l'environnement, nous sommes donc très hostiles à l'alimentation transgénique. Cela va aussi détruire le peu d'agriculture traditionnelle qui existe encore dans les pays en voie de développement. Il y a un risque d'inféodation totale de l'agriculture à quelques compagnies. La soumission des agriculteurs aux grandes multinationales est une catastrophe.

Quel développement humain ?

Il y a une dynamique à créer par des initiatives qui partent du terrain... Tout ce qui fait prendre conscience des choses, tout ce qui permet à l'individu de peser sur la vie collective, lui donne l'impression qu'il n'existe pas que le matin du jour des élections, est à soutenir. Tout ce qui peut être fait par les innombrables associations avec l'idée qu'il faut développer la force du mouvement associatif est à entretenir. La règle du comportement humain serait la prise de conscience favorisée par une appartenance à des réseaux ou des associations. La conscience, l'éducation, l'énorme travail d'éducation qui doit être mené partout de par le monde, afin que les consciences éclairées jouent un rôle actif dans l'évolution du monde, dans une direction plus respectueuse des générations futures, par le développement durable.

Jean-Marie Pelt
Institut Européen d'Ecologie
(propos recueillis par Catherine Fontaine
et Gaby Sautré)

photo d'Albert Huber - Kasbah de Taourirt (Sahara Marocain)



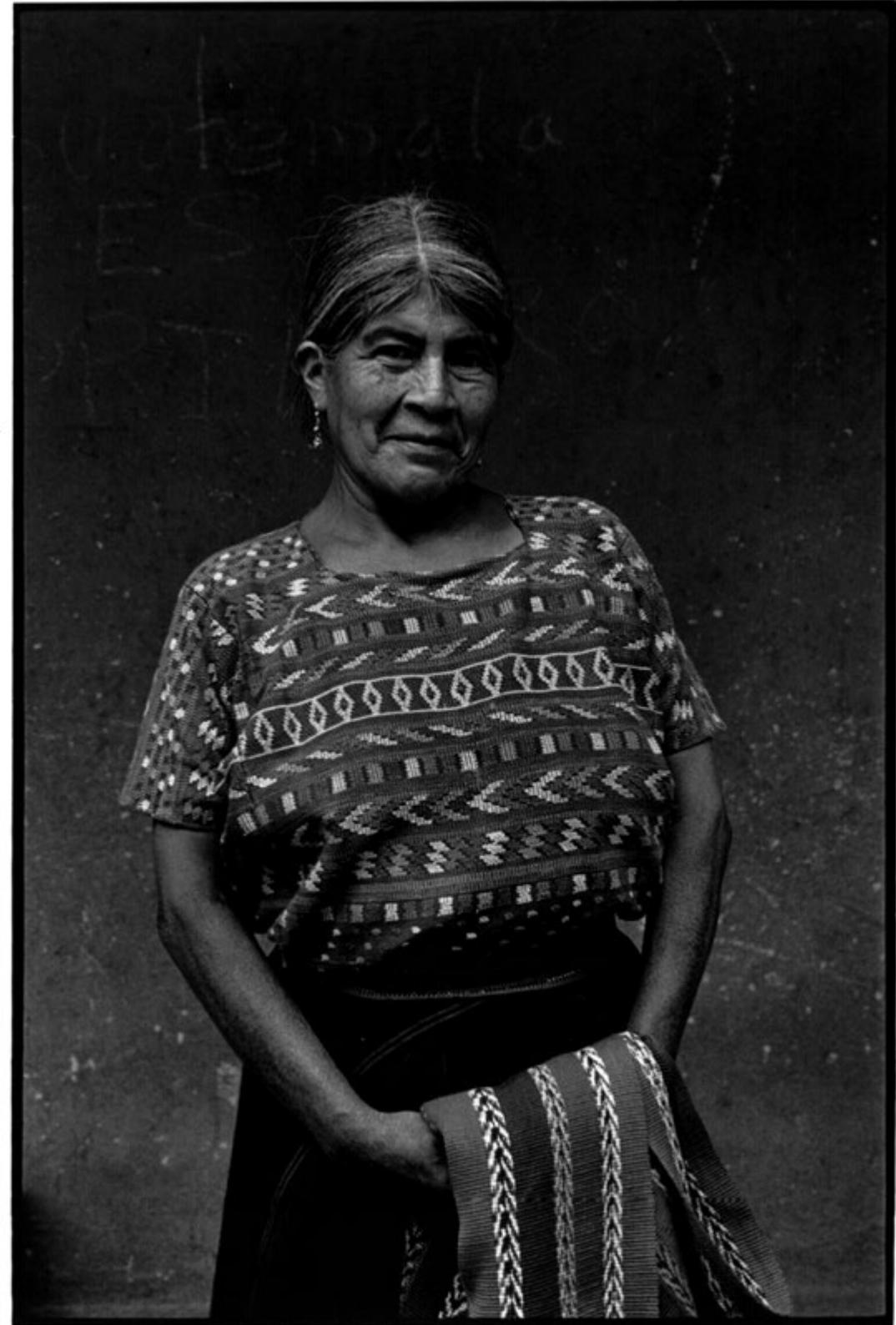
POUR UNE MONDIALISATION HUMAINE

Nous, les femmes et les hommes indigènes, croyons qu'il est nécessaire de nous retourner vers des méthodes millénaires pour nous aider à répondre aux défis du futur.

On parle beaucoup de mondialisation économique (ce qui suppose des relations inégales), mais jamais de mondialisation humaine, de nos esprits, de notre identité. Nous devons faire en sorte que cette mondialisation tienne compte d'autres préoccupations : d'une éducation pour tous, de centres de santé ...

Je suis convaincue que le monde du futur est interculturel. Si nous ne créons pas une vision de l'éducation interculturelle, nous ne pourrons jamais vaincre le racisme, ni l'exclusion, ni l'arrogance, ni l'intolérance, ni le manque de dialogue. Il est très important d'être critique. Parce que ce n'est pas en occultant nos limites ou les erreurs de l'humanité que nous pourrons les corriger. Il faut les reconnaître, les assimiler, reconnaître que nous avons été et que nous sommes les protagonistes de ce millénaire, de nos réussites et de nos erreurs. Et à partir de là, formuler des propositions. Je crois que notre humanité aujourd'hui a besoin de propositions.

Rigoberta Menchu Tum
prix Nobel de la paix 1993



Photos de Christophe Kuhn
Cajamarea - Pérou

Huehuetenango - Guatemala

Tout le monde le sait : “ *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ; ils sont doués de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité...* ”.

Alors, comment expliquer que certains soient réduits à l’esclavage dès leur enfance, que d’autres soient forcés de travailler des heures durant pour un salaire de misère, que des guerres sans fin ravagent des pays entiers ?

Est-il normal que ceux qui produisent nos biens de consommation (café, sucre, coton, plomb...) soient les plus pauvres ? Que ceux qui les leur achètent et nous les revendent soient immensément riches ? Et surtout que nous, consommateurs standards, ne soyons pas capables de changer cet état de fait ?

On constate aujourd’hui que les seuls “ internationalistes ” sont malheureusement les industriels et spéculateurs qui se jouent des frontières pour aller chercher la main-d’œuvre la moins chère, faisant jouer la concurrence, tirant les prix des matières premières toujours plus bas. Les accords de l’AMI (Accord Multilatéral sur l’Investissement) en sont l’illustration : pendant quatre ans ils ont été concoctés en secret à l’OCDE par 29 gouvernements, mais heureusement, grâce à la mobilisation citoyenne ils n’ont pas été signés. Cela aurait signifié la dictature de la spéculation sans plus aucune limite, l’économie primant sur les droits sociaux, la protection de l’environnement et les cultures locales. Nous avons réussi à les empêcher, mais il faut rester vigilants car ils risquent de réapparaître sous une autre forme, un autre nom, mais avec les mêmes effets aux conséquences désastreuses.

La liberté, la justice, l’équité... tous ces grands principes dont se réclament nos sociétés sont-ils destinés à devenir un jour réalité ? Utopie ? Pas si sûr ! Ne voit-on pas actuellement des grandes entreprises et distributeurs s’engager à essayer de respecter de bonnes conditions de travail ? Ceci nous rappelle une vérité évidente, que l’on oublie trop souvent : le pouvoir de l’opinion publique. En effet ne sommes-nous pas, nous, consommateurs, libres d’acheter tel produit plutôt que tel autre... par exemple : nous sommes sensibles à l’exploitation du travail des enfants, donc refusons d’acheter des vêtements produits par ceux-ci (lorsque nous en sommes informés). Nous devrions donc être capables, théoriquement, de changer durablement le monde à la seule condition de nous y mettre tous (ou du moins une minorité ferme et motivée), lorsque nous aurons l’intelligence de nous unir à un niveau planétaire. Ce dernier point est essentiel car c’est uniquement à ce prix que nous saurons éviter les chantages aux emplois, délocalisations, salaires... et mettre en place une forme de solidarité favorisant les échanges plus justes. Pour paraphraser le vieux slogan : Solidaires de tous les pays, unissez-vous !

Zébulon

photo de Franck Charton - jeune nomade - Bhoutan



le temps :

CE QUE J'AIMERAIS DÉVELOPPER POUR VOUS

Depuis toujours, on entend dans certains milieux : “le temps c’est de l’argent”.

Chez moi, mon père m’enseignait que le temps, pour l’homme, c’est la durée d’une vie consacrée à l’étude, à solliciter l’intelligence créative, au travail, aux loisirs, à organiser une société harmonieuse.

Le tryptique “travail, emploi, salaire” permettait, dans les états de droit, de maintenir un équilibre entre les riches et les autres. Equilibre, bon an mal an difficile à maintenir, jusqu’au jour où la politique mondiale des marchés a laissé des multinationales désincarnées jouir d’un libéralisme organisé à leur fin et imposer leur politique à l’ensemble des gouvernements.

La disparité entre la richesse incommensurable détenue par quelques-uns est fragilisée par une spéculation sans limites, et simultanément, la pauvreté galopante des trois quarts de l’humanité devient une véritable menace pour la paix dans le monde.

Au cours de mes pérégrinations, en ma qualité de Présidente de France Libertés, j’ai entendu des témoignages de pauvres gens qui tentent de résister au rouleau compresseur de la misère et qui oeuvrent pour sortir leurs familles de la détresse. J’ai rencontré des politiques à tous les niveaux de la hiérarchie, j’ai parlé avec des hommes d’affaires, avec des banquiers, avec des économistes et des philosophes qui tous ont le sentiment plus ou moins vague d’une fatalité d’échec, à plus ou moins long terme pour le néolibéralisme tel qu’il se vit aujourd’hui. J’ai pu discerner les cyniques qui pensent : “après moi le déluge” ; et d’autres, nombreux qui s’interrogent sur : “comment prévenir pour préparer l’avenir des générations futures”.

Aujourd’hui, des milliers et des milliers de laissés-pour-compte, d’exclus du système économique présent, se sont solidarisés autour de pratiques engagées pour vivre libérés d’assistances précaires, en toute fierté, sans agressivité envers quiconque.

Aujourd’hui, des chemins qui conduisent à une place pour chacun et pour tous, dans un climat convivial se tracent. Qu’il s’agisse de Muhammed Yunus et de la Grameen Banque au Bangladesh, la banque qui ne prête qu’aux pauvres ; ou des communautés africaines et indiennes qui me racontent leurs cultures ancestrales de raison, de sagesse et de respect pour la Terre, mère de la vie.

de l’argent ?

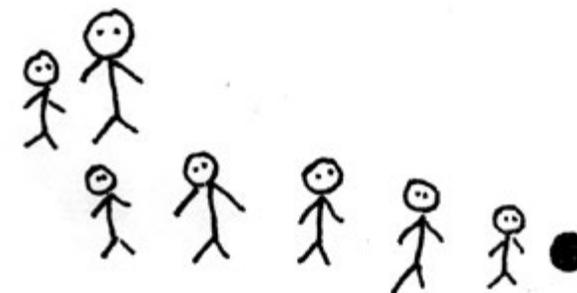
Aujourd’hui, se crée un vaste mouvement de pensée inspiré par des économistes de renom et mis en pratique sur le terrain par des groupes, des communautés, des municipalités pour permettre à la monnaie de circuler sans spéculer et donner à tous la possibilité de consommer.

Pour demain, envisageons de travailler pour aborder l’avenir en soutenant ce mouvement pour un devenir citoyen.

Danielle Mitterrand
France Libertés



On a discuté pour organiser un match de football



et on a décidé de donner de l’argent aux pauvres et d’aider les gens



dessins de Fatimata, Aïda, Rokhaya, Khalid - Sénégal

OLTENITA ET CARMELO

Montévidéo, mai 1998

Carmelo avait quitté son village de Fliorica depuis trois jours. Il n'avait jamais autant marché, et ses pieds nus étaient en sang. Il s'arrêta en parvenant au faite de la colline qui dominait le port de Montévidéo, et s'accorda quelques heures de repos. Il alluma un feu de brindilles, ajouta quelques branches et fit cuire l'épi de maïs cueilli dans un champ et qu'il avait fiché sur une badine. A la nuit tombée, il longea la rive du Rio Plata et s'approcha des immenses entrepôts frigorifiques que des camions ne cessaient de sillonner pour aller nourrir en viande des hauts plateaux les cales des navires ancrés dans le port. Le gamin traversa le labyrinthe de containers multicolores déposés sur les quais et leva la tête sur la coque noire d'un cargo. Il ne savait pas déchiffrer les lettres peintes en blanc au-dessus de la ligne de flottaison, mais il avait appris à reconnaître les couleurs, sur le drapeau. Il sut que celui-là traverserait l'Atlantique en direction du pays de France. Lorsque la nuit fut au plus profond, il empoigna l'un des cordages qui maintenaient le navire au quai et se mit à grimper vers le bastingage.



Dessin de Dan Wasserman - The Boston Globe reproduit avec l'autorisation de l'auteur

Constantza, juin 1998

Le pied nu d'Oltenita se posa sur le pare-choc arrière du camion qui s'apprêtait à quitter les docks de Constantza. Ses mains s'agrippèrent au bord de la ridelle et au prix d'un violent effort, la gamine projeta son corps dans la remorque. Elle escalada les sacs d'engrais, les cartons de bulbes, les poches en plastique bourrées de terreau, pour venir se blottir contre la paroi de la cabine. De là, elle pouvait regarder la route, le paysage, grâce à une fenêtre minuscule par laquelle, si on avait brisé la vitre, ne se serait même pas faufilé un chat. Deux hommes se relayaient au volant, et elle connaissait le plus vieux des deux qui avait accepté, l'année précédente, de l'emmener à Turnu-Măgurele, sur les bords du Danube, pour les obsèques de sa mère. Elle l'avait choisi, pour ce grand voyage, car il n'avait rien exigé d'elle. Elle s'endormit alors que le camion traversait les plaines céréalières de Dobroudja. Les voix des douaniers serbes la réveillèrent. Elle se laissa tomber entre deux ballots, alors que le faisceau de la torche balayait l'ancre. Oltenita faillit être découverte le lendemain soir, quand le camion fut parké pour la nuit près de Trieste, avant le passage en Italie. Elle eut juste le temps de soulever la bâche, de s'éloigner et de faire semblant de jouer à la marelle, près de la station-service. Personne ne prêta attention à la fillette qui sautillait en chantant. Un autre camionneur, à son insu, l'emporta vers le pays de France, dissimulée dans son chargement de dossiers suspendus qu'attendait un grossiste de Mitry-Mory.

Saint-Denis, juillet 1998

L'autocar roulait au pas sur l'avenue du président Wilson. Des milliers de supporters tendaient les mains vers les vitres fumées derrière lesquelles l'entraîneur de l'équipe de France donnait les derniers conseils à ses joueurs. Une heure auparavant, le bus de luxe des Brésiliens avait emprunté le même itinéraire, et provoqué le même engouement. Oltenita et Carmelo ne partageaient pas leur enthousiasme. Ils marchaient main dans la main sur la berge du canal Saint-Denis et leur coeur battait fort, à l'unisson. Des mois passés dans le quartier de la gare de Bucarest, Oltenita avait gardé la main leste. Elle tira en douceur les billets qu'un imprudent avait laissé dépasser de sa poche. Ils franchirent les herbes d'entrée sans encombre, et vinrent s'installer au plus près de la pelouse. Une grille de deux mètres de haut les séparait du terrain où allait se disputer la finale. Ils se décidèrent à l'escalader quand la chorale de la Garde Républicaine entonna les dernières mesures de l'hymne brésilien. Leurs pieds nus foulèrent la pelouse immaculée alors que l'arbitre dispensait les ultimes consignes aux deux capitaines. Oltenita vint se planter devant Zidane, Carmelo devant Ronaldo. Les deux joueurs sourirent aux enfants, pensant que leur présence faisait partie du protocole. La même phrase fut balbutiée dans un brésilien approximatif par Carmelo, dans un français un peu fautif par Oltenita.

- Je travaille toute l'année pour presque rien à fabriquer les chaussures que tu portes aux pieds, et moi je n'en ai jamais portées...

Les deux avant-centre rassemblèrent leurs équipiers et discutèrent en formant deux mêlées, verte d'un côté, bleue de l'autre. Dans un même mouvement, les vingt-deux footballeurs s'assirent sur la pelouse de Saint-Denis pour ôter leurs Naïkes, leurs Adidas avant de disputer la première finale de la Coupe du Monde pieds nus.

Didier Daeninckx
écrivain.

LES LARMES NOIRES

On disait autrefois, dans certains pays, que plus les enfants sont tristes et plus leurs larmes sont noires. En Amérique du Sud, dans certaines régions d'Afrique et ailleurs, beaucoup d'enfants n'ont pas le temps d'aller à l'école. Ils sont obligés de travailler, sont souvent punis et frappés et ne reçoivent que peu, bien peu de nourriture. Ils sont très tristes et pleurent abondamment. Des hommes plus filous que d'autres ramassent leurs larmes, en emplissent des paquets de 250 grammes, inscrivent quatre lettres dessus, C A F É, et les vendent dans les pays riches. Des hommes deviennent riches grâce au chagrin des enfants.

On dit aujourd'hui, dans certains pays, que plus les enfants sont tristes, plus les hommes riches s'enrichissent et plus les hommes pauvres s'appauvrissent. Vivent les enfants heureux.

Thierry Maricourt
écrivain.

CAFFÉ



dessin de Robert Rousso



DITES :
VOUS ALLEZ FAIRE QUOI,
EXACTEMENT, DANS CE TROU
PERDU DU SYSTÈME
SOLAIRE ?



MON ASSOCIATION
ACHÈTE, AUX GENS DE CET
ASTÉROÏDE INDÉPENDANT,
UNE PARTIE DE LEUR
PRODUCTION MINIÈRE...



JE CROYAIS
QUE TOUTES LES
COMPAGNIES
SPATIALES AVAIENT
DES CONTRATS
AVEC LES GROSSES
MULTIPLANÉTAIRES
TERRESTRES ?



C'EST EXACT...
MAIS LES ACCORDS
COMMERCIAUX PRÉVOIENT UN ACHAT
DE LA PRODUCTION
DE LA PRODUCTION
DE MATIÈRES PREMIÈRES
AU PRIX DU MARCHÉ.



ICI, NOUS
L'ACHETONS
AU JUSTE PRIX !
CROYEZ-MOI, C'EST
TRÈS DIFFÉRENT !



DEPUIS DEUX ANS, LES COURS
DES MINÉRAIS ONT TELLEMENT BAISSÉ,
QUE LES MILLIERS DE GENS QUI VIVENT
SUR CE GENRE D'ASTÉROÏDE ONT
À PEINE DE QUOI SURVIVRE...



AVEC L'AIDE QUE
NOUS LEUR APPORTONS,
NOS PARTENAIRES VONT
BIENTÔT POUVOIR FINANCER
LA CONSTRUCTION D'UNE
STRUCTURE QUI LES RENDRA
UN PEU MOINS DÉPENDANTS
DES MARCHÉS
TERRESTRES !



SI J'AI BIEN TOUT
COMPRIS : ILS VOUS
VENDENT LEUR
PRODUCTION À UN PRIX
PLUS FORT. ÇA LEUR
PERMET D'ACHETER UN
PEU PLUS DE NOUR-
RITURE ET DE PRODUITS
MANUFACTURÉS !



NOUS N'EN SOMMES
PLUS LÀ, MONSIEUR TRAVIS !
LA NOUVELLE STRUCTURE SERA
UNE UNITÉ DE PRODUCTION
ET DE RECYCLAGE
DE L'OXYGÈNE.



CAR VOYEZ-VOUS :
DANS LA PLUPART
DES COLONIES, LES GENS
TRAVAILLENT 12 HEURES
PAR JOUR...



...POUR PAYER
L'AIR QU'ILS
RESPIRENT !...



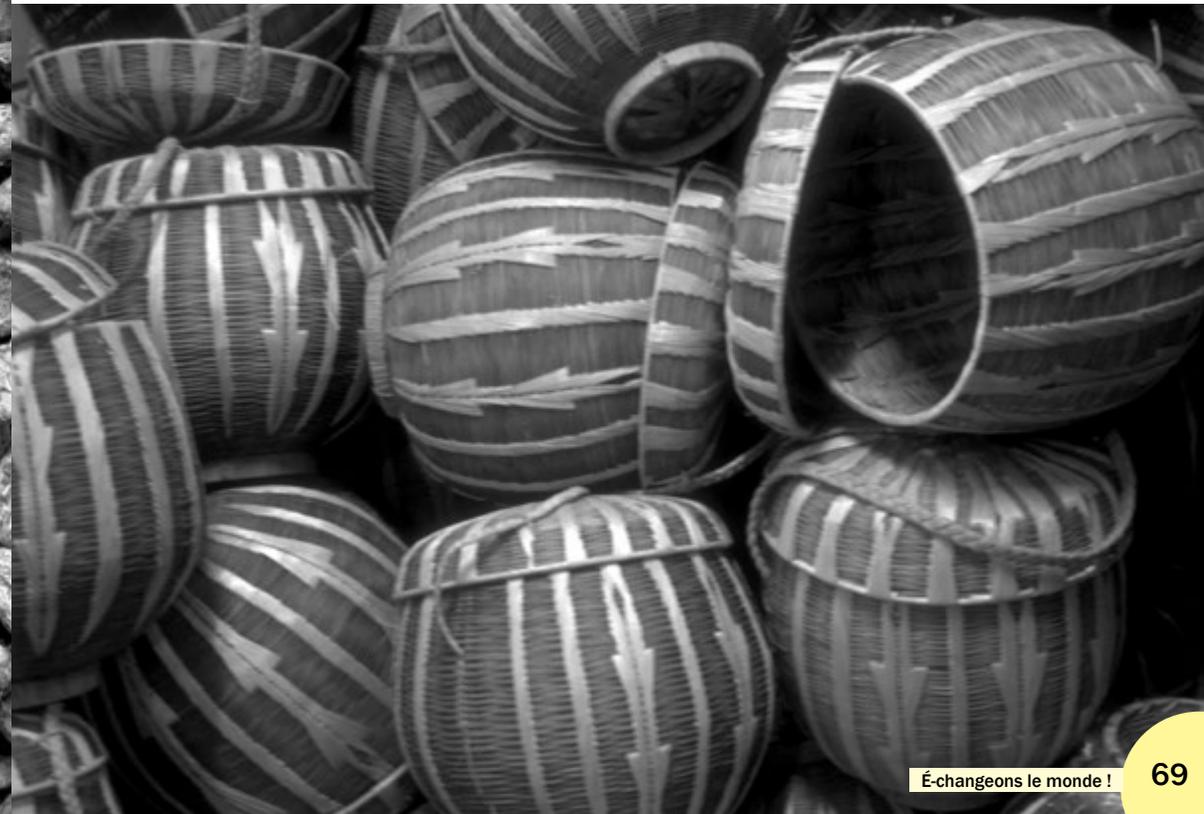
PRODUCTEURS

Voici un aperçu des producteurs avec lesquels nous travaillons et de leur diversité que l'on peut voir à travers :

- ★ La localisation géographique : en Asie, en Amérique Latine et en Afrique, dans des villes plus ou moins saturées, des campagnes plus ou moins reculées ;
- ★ La taille de l'organisation, qui concerne de quelques individus à plusieurs milliers de personnes ;
- ★ Les statuts juridiques : Organisation Non Gouvernementale, coopérative, entreprise ;
- ★ Les problèmes qui tentent d'être résolus : la dégradation de l'environnement, la dépendance vis à vis des intermédiaires habituels, la formation, l'éducation des adultes et des enfants, la commercialisation, l'exclusion de certaines populations.

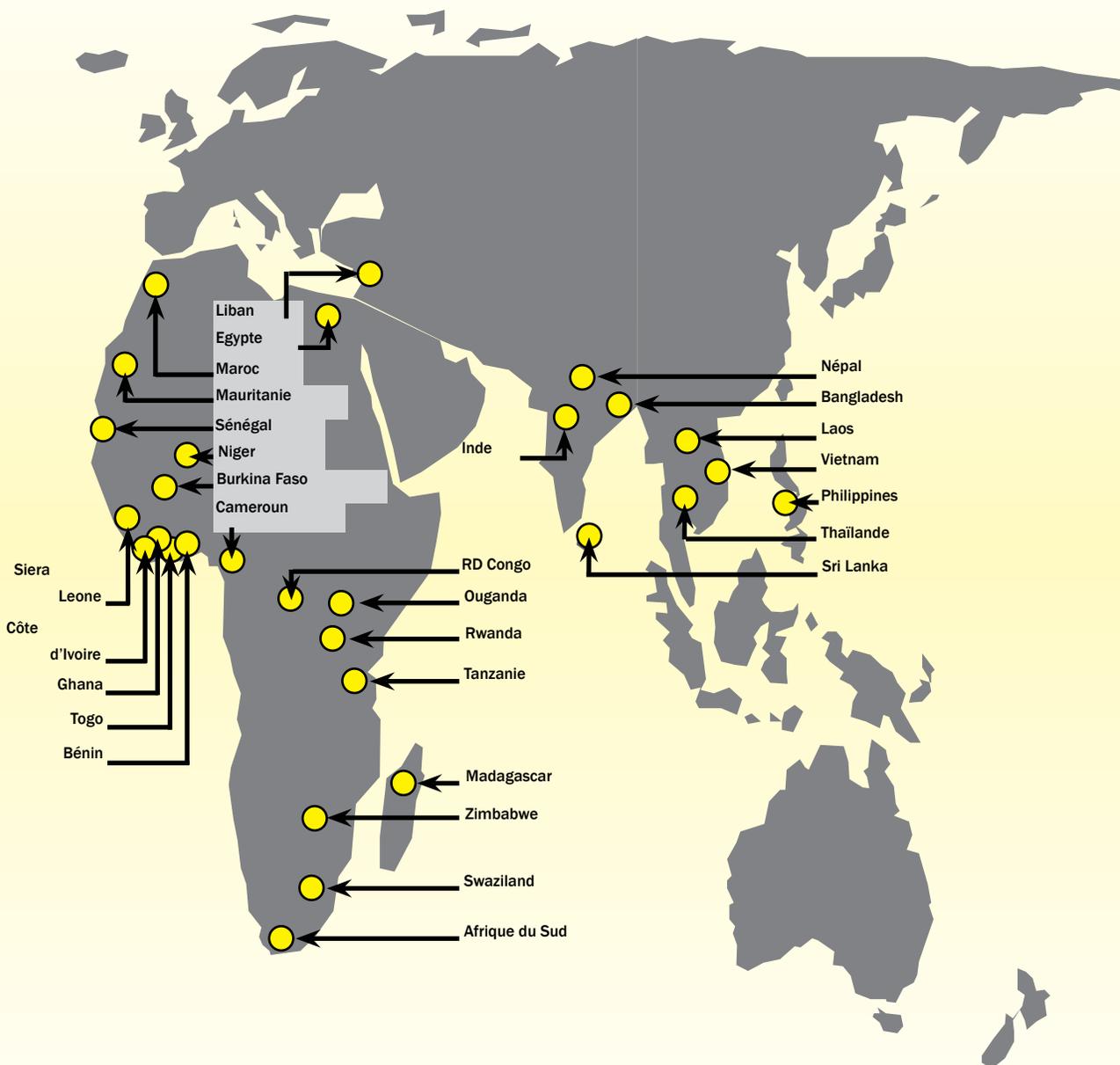
Mais toujours apparaît l'idée qu'en s'unissant, on est plus fort pour sortir de l'isolement et affronter les exigences du commerce national et international.

Comme le disait Shabbi Kohli, fondatrice d'une organisation indienne, en visite auprès du groupe Artisans du Monde de Strasbourg au mois de mars 1998 : *"Partout dans le monde, les parents désirent un futur meilleur pour leurs enfants et si les parents sont bien payés, forcément ils envoient leurs enfants à l'école."*



producteurs

Les groupements de producteurs, avec lesquels nous avons décidé de travailler, n'échappent pas aux dures contraintes des économies locales, ni à celles du commerce international. Tous agissent concrètement pour que développement social et économique soient réellement liés.



130 groupements

producteurs

Respect des droits de chacun, notamment des femmes et des enfants, rémunération juste du travail, participation aux décisions, protection de l'environnement... sont autant de critères de choix de nos partenaires du Sud.



dans 40 pays

KORY AMPARA

“LES MAINS D’OR”

PULLS EN ALPAGA

A 4000 m d’altitude, au péage de “El Alto”, la ville jumelle de La Paz, s’entassent, parmi toutes sortes de marchandises, de gros sacs bourrés de pull-overs d’alpaga provenant de l’Altiplano. Des commerçants, mieux vaudrait dire des racketteurs, les auront achetés, à un prix on ne peut plus bas, à des paysans, femmes ou hommes, qui tricotent sans relâche en marchant ou en gardant leur troupeau. Ces mêmes pulls se retrouvent exposés dans les galeries d’artisanat, le long de la célèbre église San Francisco de La Paz. Leur prix : l’équivalent de 80 à 100 F. Du commerce équitable ? Calculons : combien pour l’intermédiaire, le transporteur, les tricoteur(se)s, et pour “l’abuelita”, l’aïeule, qui aura filé et torsadé la laine ? Et si cette famille paysanne ne possède pas d’alpagas, ce qui est fréquent, qu’en est-il des producteurs de laine : de l’enfant qui surveille les troupeaux, et de ses parents qui vendent la toison à la foire ?

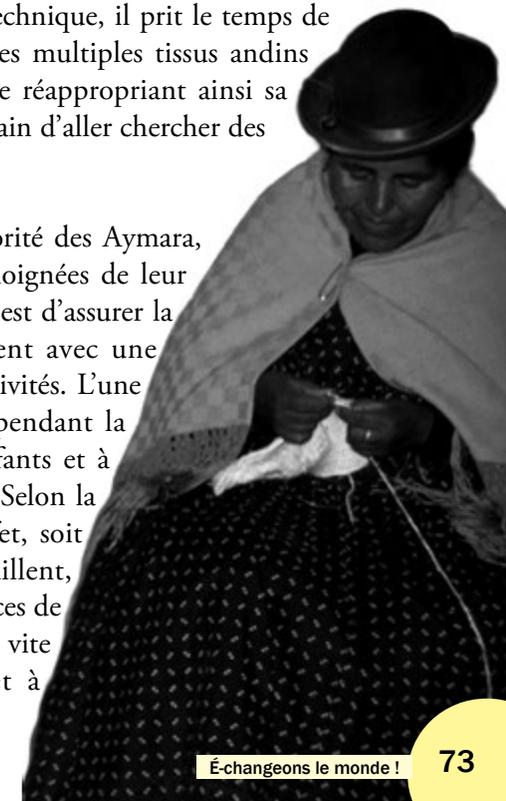
Dans les mêmes galeries, d’autres boutiques arborant des pulls fort élégants dont les motifs ne sont pas vraiment du pays. Couleurs vives... Travail impeccable. Le prix : 100 à 150 dollars. Ces articles proviennent d’ateliers d’une entreprise en lien direct avec l’étranger : le choix des motifs est décidé au Japon ou aux Etats-Unis. Une assez grande diversité dans l’origine de ces pulls existe, depuis la production familiale à celle des “clubs de madres”, les clubs de mères où les femmes tricotent docilement pour obtenir l’aide alimentaire distribuée par les organisations internationales.

C’est dans ce contexte qu’est née, en 1987, la coopérative de production Kory Ampara, dans le cadre du CEMSE, Centre

Multiservices Educatifs, au cœur de la ville de La Paz. Ce centre a suscité la création de groupes de production avec les femmes dont les enfants présentaient des signes de dénutrition. Le choix se porta, entre autres, sur la production de pulls en alpaga. Quasiment toutes les femmes, en effet, savent tricoter, et la laine d’alpaga est disponible dans le pays, même si son approvisionnement est irrégulier. Dans les régions reculées, à plus de 4000 mètres d’altitude, où vivent les troupeaux, zones de bas-fonds et de plateaux plus désertiques, aucune activité autre que cet élevage n’est possible. La vente de la toison ou du fil est bien souvent la seule ressource des habitants de ces contrées. Il est donc très important que leur laine soit achetée et travaillée (équitablement !) dans le pays même.

Le groupe débuta modestement avec treize femmes et un petit financement extérieur pour l’achat de la matière première. L’assistante sociale du CEMSE orienta l’organisation dans le sens d’une structure coopérative. Puis vint une période de formation intense grâce à une ONG locale, ce qui permit d’améliorer considérablement la qualité du produit et de renouer avec les connaissances en teinture naturelle. Dans les Andes, en effet, hormis quelques exceptions remarquables telle la confection fort minutieuse de bonnets aux motifs très fins, le tricot ne peut être considéré comme une tradition ancienne, à l’inverse du tissage sur le métier autochtone. Petit à petit le groupe put imaginer comment créer une décoration à la fois nouvelle et enracinée dans la culture andine, adaptant l’iconographie traditionnelle des tissages anciens à la matière et à la structure du tricot. Stimulé d’abord par une assistante technique, il prit le temps de redécouvrir plus en profondeur l’esthétique des multiples tissus andins identifiés selon leur communauté d’origine, se réappropriant ainsi sa propre culture et comprenant enfin qu’il était vain d’aller chercher des leçons de dessin et des motifs à l’étranger.

Les femmes de Kory Ampara sont en majorité des Aymara, immigrées de l’Altiplano, et plus ou moins éloignées de leur milieu d’origine. Leur première préoccupation est d’assurer la survie de leur famille. En cela elles s’adaptent avec une énergie farouche en déployant de multiples activités. L’une d’elles me racontait qu’elle ne tricotait que pendant la nuit, le jour étant consacré aux soins des enfants et à l’aide qu’elle apportait à son mari cordonnier. Selon la double stratégie habituelle des pauvres en effet, soit presque tous les membres de la famille travaillent, soit une même personne cumule plusieurs sources de revenus. L’expérience de Kory Ampara montra vite cependant que les femmes avaient intérêt à



réserver, dans la mesure du possible, une part importante de leur temps à ce travail de tricotage, évitant ainsi de recourir à une activité informelle complémentaire (lessive ou commerce). Pour que la production devienne conséquente et que le groupe ait un sens, il fut décidé que chaque participante s'engagerait à une certaine productivité (un ou deux pulls par mois). Cette exigence était difficile à tenir pour certaines, mais le groupe et les femmes en étaient les bénéficiaires.

Toutes ont de grandes difficultés à assurer la nourriture quotidienne et a fortiori les autres dépenses. Pour certaines, ces difficultés sont affrontées en couple et en famille, tandis que pour d'autres la relation conjugale est faite de conflits, de souffrances et parfois même de violences. Enfin, nombre de femmes sont seules avec leurs enfants. Lorsqu'elles ne sont plus insérées dans une cellule familiale ou communautaire unie, ni en relation suivie avec un centre social comme il en existe d'excellents à La Paz, ces femmes vivent dans une insécurité totale.

Participer à Kory Ampara, c'est non seulement pouvoir bénéficier d'un revenu d'appoint, mais aussi faire l'expérience du travail en coopérative, chose qui tient du miracle pour des femmes peu instruites et constamment affrontées à toutes sortes de problèmes, familiaux ou autres. C'est faire exister en groupe un bel artisanat, avec la matière première et l'inspiration de son pays, et c'est aussi se sentir moins seule, pouvoir se libérer de ses soucis, rire et se défouler parfois, se disputer aussi, mais chercher des solutions ensemble.



COOPECRIST (COOPERATIVA DOS PEDRISTAS DE CRISTALINA) LES PIERRES SEMI-PRÉCIEUSES

Il s'agit d'une coopérative, fondée en 1992 par 24 jeunes, en majorité des femmes, qui fonctionne de façon totalement démocratique. Tous les membres de la coopérative ont un rôle de gestion en plus de la production, au travers de la participation à des conseils (administratif, fiscal et financier, tutelle des mineurs).

L'organisation est basée sur la rotation des membres à tous les postes de gestion et de production. Chaque personne est donc parfaitement polyvalente, ce qui permet de faire face à de grosses commandes en mettant alors tout le monde à la production.

La coopérative organise un préapprentissage auprès de jeunes âgés de 10 à 16 ans, qui apprennent à connaître les pierres précieuses et à les manipuler. Les apprentis sont formés pour travailler ensuite à la coopérative. Tous travaillent à plein temps. Ils se sont fixé 44 heures de travail par semaine.

Les pierres semi-précieuses sont achetées au kilo, brutes, puis elles sont polies et séparées en fonction de leur taille et de leur forme.

Quelques pierres utilisées par CoopeCrist : le cristal de roche, pur et transparent, différentes variétés de quartz : le quartz fumé, le quartz rose ou vert, la citrine, l'améthyste, différentes agates dont l'onyx, l'hématite.



MCCH

FRUITS CONFITS, ARTISANAT (BIJOUX, INSTRUMENTS DE MUSIQUE, OBJETS DÉCORATIFS)

MCCH, Maquita Cushunchic Comercializando como Hermanos, cela veut dire "donnons-nous les mains et vendons comme des frères". Cette organisation équatorienne, qui a le statut de Fondation, se présente comme une aide à la commercialisation de produits agricoles et artisanaux. Elle a vu le jour en 1985, grâce à un prêtre italien qui cherchait à aider les petits producteurs des quartiers les plus déshérités de Quito à mieux vendre leurs produits. Peu à peu, elle s'est ouverte à des organisations de paysans vivant dans d'autres provinces, mettant à leur disposition son propre réseau de transports pour apporter directement à la ville les productions de la campagne.

Actuellement, elle soutient un réseau de 600 groupes de petits producteurs répartis dans tout l'Equateur, 400 boutiques communautaires, 18 entrepôts provinciaux, 11 moulins communautaires. Au total, ce sont quelque 300 000



personnes qui sont impliquées de près ou de loin dans l'action de MCCH. Son chiffre d'affaires en 1997 représentait 1,5% du commerce équatorien.

Les groupes adhérents gardent leur indépendance : ils n'ont pas d'obligation vis-à-vis de MCCH, peuvent avoir d'autres clients, ne sont pas tenus de vendre des quantités minimum. Ils s'organisent comme ils l'entendent dans leur fonctionnement. La fondation achète leurs produits à un prix supérieur à la moyenne.

MCCH propose aussi une formation aux groupes affiliés sur des thèmes très variés : santé, nutrition, techniques artisanales, design, comptabilité, etc...

Le siège social de MCCH se trouve au sud de Quito, sur un terrain prêté par la municipalité. Au siège, on trouve l'administration, le centre d'exportation, un atelier où les femmes viennent fabriquer les fruits confits et se former au design en artisanat, un entrepôt et la centrale d'achat pour les boutiques communautaires de MCCH.



CDRO

(COOPERACION PARA EL DESAROLLO RURAL DE OCCIDENTE)

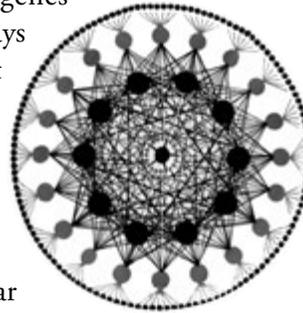
VÊTEMENTS ET SACS EN TISSU

C.D.R.O. est une très grosse organisation d'indigènes Maya-Quiché, qui touche des milliers de personnes du pays Quiché. Une grande partie de son financement provient d'ONG américaines et européennes.

Elle est organisée selon la cosmo-vision Maya-Quiché : chaque groupe de base est rattaché à un programme particulier et à un conseil communal dont les représentants élisent la Junte Directive, renouvelable par moitié tous les ans.

Les domaines d'action sont répartis sur 8 programmes : la promotion de la femme, l'artisanat, l'agriculture, la santé, l'éducation, les infrastructures, le service social, la consommation.

Le programme qui intéresse plus directement Artisans du Monde est le programme artisanal (fabrication de sacs et de vêtements en tissu).



Ce programme emploie 18 salariés dont une dizaine de tailleurs. Il comprend cinq sections différentes :

- ★ l'organisation,
- ★ la formation (du personnel aux techniques de vente, des artisans),
- ★ les crédits,
- ★ la production (amélioration de la qualité),
- ★ la commercialisation, l'exportation (qui ne concernent qu'une toute petite partie des artisans).

Lorsqu'ils travaillent pour C.D.R.O., les artisans sont payés à la pièce et sont mieux rémunérés que sur le marché local, mais C.D.R.O. ne peut leur fournir du travail en permanence. En règle générale, les tisserands teignent eux-mêmes le fil dont ils ont besoin. Ils fabriquent les tissus par rouleaux d'environ 100 m. de long, dont le temps de fabrication est un mois complet.

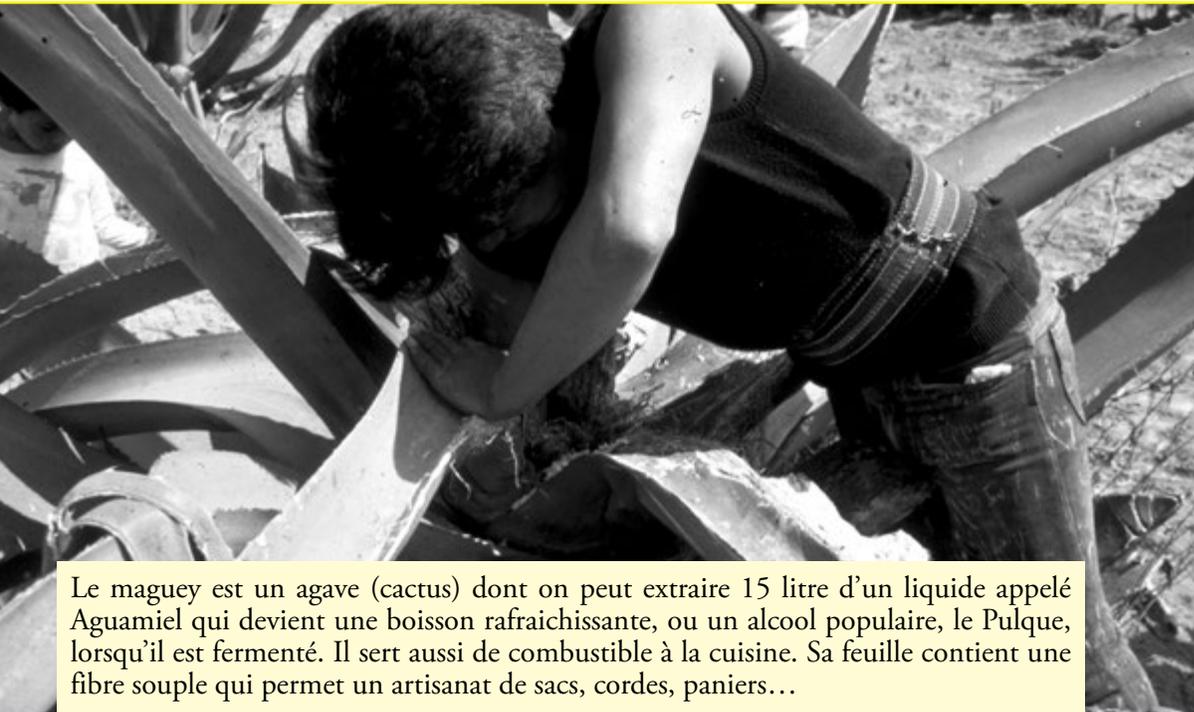
Le Programme organise aussi une certaine régulation du stock des produits non finis : du fil (teint par la petite teinturerie du Programme), et une grande quantité de tissu, pour faire face rapidement aux commandes. Les stocks de produits finis sont maintenus au minimum.

Les couturiers travaillent en atelier de façon à obtenir un résultat uniforme pour un article donné. Chacun possède sa propre machine à coudre. Le reste du matériel est payé par C.D.R.O. qui se charge d'en trouver le financement. Le Programme fournit le tissu, parfois précoupé, correspondant aux commandes reçues de ses clients.



MEZQUITAL SHAMPOOINGS

La région du Haut Mezquital est une région de montagnes, semi-désertique, au centre du Mexique à la latitude du tropique du Cancer. Les indiens Hnas-Hnus ont développé leur culture autour de la connaissance et de la mise en valeur de la végétation de plantes cactées.



Le maguey est un agave (cactus) dont on peut extraire 15 litre d'un liquide appelé Aguamiel qui devient une boisson rafraichissante, ou un alcool populaire, le Pulque, lorsqu'il est fermenté. Il sert aussi de combustible à la cuisine. Sa feuille contient une fibre souple qui permet un artisanat de sacs, cordes, paniers...



Le gouvernement, puis une ONG mexicaine se sont relayés pour impulser une valorisation de l'expérience des indiens, afin d'assurer leur survie. L'un des moyens a été de dépasser l'organisation familiale traditionnelle pour parvenir à des regroupements de familles autour d'ateliers autonomes, capables d'organiser le travail et de commercialiser la production. Cette commercialisation a du mal à se faire sur place, face à l'attrait des produits américains et passe donc par une recherche de débouchés extérieurs, étape primordiale pour éviter la déstructuration des groupes organisés.



Le savoir traditionnel des femmes du Haut-Mezquital et des recherches sur les plantes ont permis d'en isoler les principes actifs, garantissant au shampoing une qualité constante.

ANAPQUI

QUINOA

Pour les Incas, la quinoa était le “grain d’or”. Cette plante du désert, très riche en protéines végétales (16%), acides aminés et sels minéraux, se consommait traditionnellement aux trois repas chez les indigènes. Dans les années 60, la quinoa était seulement un produit de consommation familiale, non commercialisable. De nos jours, exportée pour sa majeure partie, la quinoa est presque devenue un produit de luxe : c’est un effet pervers du succès des efforts entrepris pour revaloriser cette graine.

ANAPQUI est en Bolivie l’Association Nationale des Producteurs de Quinoa. Lorsqu’elle a été créée en 1983, des groupes communautaires et régionaux existaient déjà. Le besoin de s’organiser s’était fait ressentir pour réagir à l’injustice d’un troc établi avec la participation d’intermédiaires : trois quintaux de quinoa s’échangeaient contre un quintal de blé.

La production de quinoa concerne aujourd’hui 50% des habitants de l’Altiplano, à 3700m d’altitude, autour du Salar de Uyuni (vaste désert de sel de 70 km sur 160). Les producteurs réunis au sein d’ANAPQUI sont au nombre de 4000, répartis en 7 groupes régionaux. Aussi bien les hommes que les femmes participent à toutes les étapes de la production et sont éligibles pour la direction des structures régionales. Les bénéfices d’ANAPQUI sont redistribués pour moitié aux producteurs, les enfants des producteurs bénéficient d’aides pour aller à l’université.

Au moment de commercialiser la quinoa, ANAPQUI s’est trouvée confrontée à un problème qui aurait bien pu arrêter définitivement le développement de l’organisation. Des chercheurs nord-américains du Colorado venaient en effet d’obtenir un brevet



plantation de quinoa sur les hauts plateaux andins de Bolivie

sur une variété de quinoa très répandue en Bolivie, qu’ils avaient croisée avec une variété du Colorado. Selon la loi nord-américaine, ils en étaient devenus les propriétaires exclusifs et pouvaient interdire à quiconque de produire ou de vendre cette variété. Alors même que les producteurs boliviens de quinoa n’avaient aucune autre ressource, la quinoa d’ANAPQUI ne pouvait plus être commercialisée. Une intervention a été faite auprès de l’ONU pour demander l’annulation de ce brevet et grâce à la pression conjuguée des producteurs boliviens, mais aussi du Pérou et de l’Equateur (également producteurs de quinoa), la réponse a été positive et les Etats-Unis ont dû suspendre leur initiative.

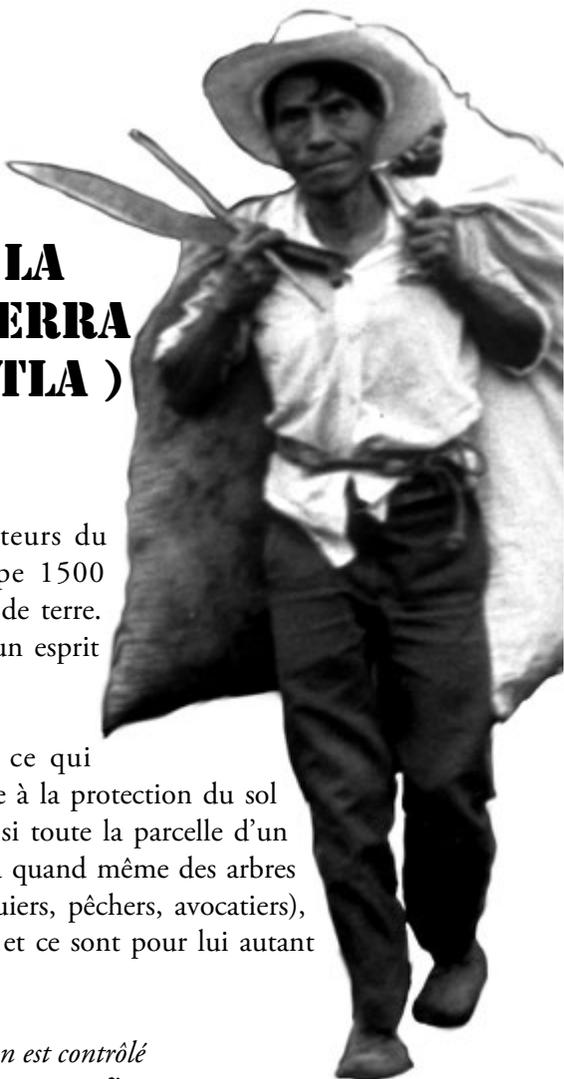


ISMAM (INDIGENAS DE LA SIERRA MADRE DE MOTOZINTLA) CAFÉ

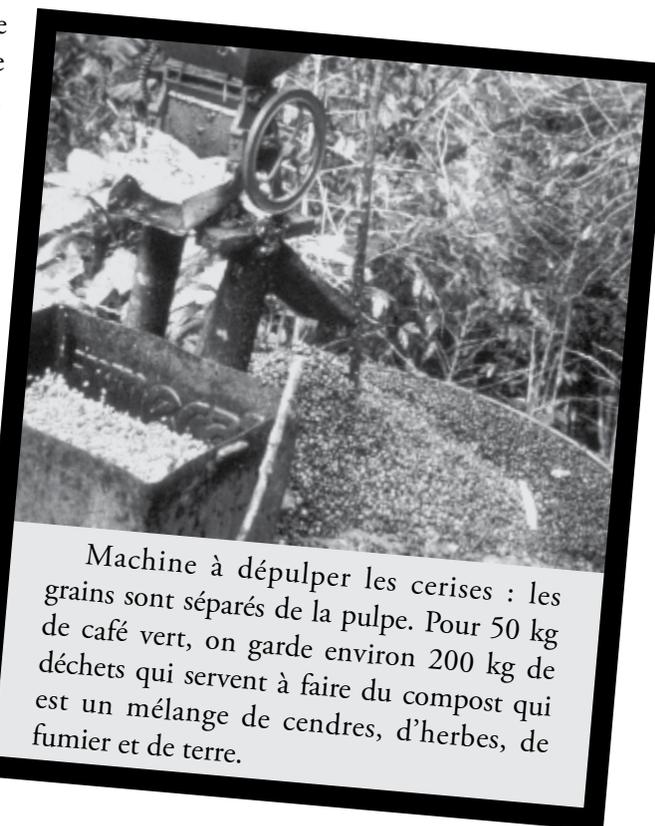
ISMAM est une organisation de caféiculteurs du Chiapas, au sud du Mexique. Elle regroupe 1500 membres qui cultivent entre 1/2 et 4 hectares de terre. Tous les membres s'engagent à travailler dans un esprit d'entraide et de coopération économique.

Le café est cultivé de façon biologique, ce qui autorise le maintien des cultures vivrières, grâce à la protection du sol que ce type de culture demande. Ainsi, même si toute la parcelle d'un caféiculteur est consacrée au café, il s'y trouvera quand même des arbres fruitiers donnant de l'ombre (bananiers, manguiers, pêchers, avocats), et des légumineuses permettant de fixer l'azote et ce sont pour lui autant de ressources supplémentaires.

"Quand on achète des intrants, on est contrôlé sur le plan politique, économique et social".



Le but d'ISMAM est de maîtriser le processus de fabrication et de vente du café, ce qui permet de ne pas recourir au système du cacique local qui possède l'unique camion, la boutique du village, offre des crédits usuraires. ISMAM a mis en place des moyens de transport, des magasins dans les communautés villageoises pour l'auto-consommation, un préfinancement de 60% du prix garanti par le commerce équitable. Cette conquête de la liberté ne se fait pas sans heurts, parfois violents, ce qui prouve que le commerce équitable est une stratégie complémentaire de la lutte pour les droits politiques et les droits de l'homme.



Machine à dépulper les cerises : les grains sont séparés de la pulpe. Pour 50 kg de café vert, on garde environ 200 kg de déchets qui servent à faire du compost de fumier et de terre.

Tout commence par la sélection des grains de variété locale, de moindre rendement que les plants hybrides, mais moins sensibles à la sécheresse ou aux maladies. ISMAM a sa propre pépinière et ses propres laboratoires d'élevage d'insectes utiles.



WEND PANGA

CALEBASSES PYROGRAVÉES

Installé à la périphérie de Ouagadougou, le Groupement de personnes handicapées Wend Panga existe depuis 1986. Au départ, ils étaient 4, décidés à s'unir pour s'en sortir par le travail de leurs mains, eux que leurs jambes ne servent plus. Assez vite d'autres les ont rejoints et l'effectif s'est stabilisé autour de 20 dont la moitié de femmes. Les anciens ont enseigné le travail aux nouveaux arrivants et le groupe s'est structuré. Il dispose de locaux loués à un particulier. L'atelier est une pièce vaste, claire et aérée, ouvrant sur une grande cour, et jouxtant une salle de classe.

Ils font :

- ★ de la pyrogravure sur bois et suralebasse
- ★ du tissage : nappes, napperons, tapis. Ils font aussi des serpillières moins coûteuses en matière première et plus faciles à écouler sur le marché de Ouagadougou.

Deux projets leur tiennent à coeur :

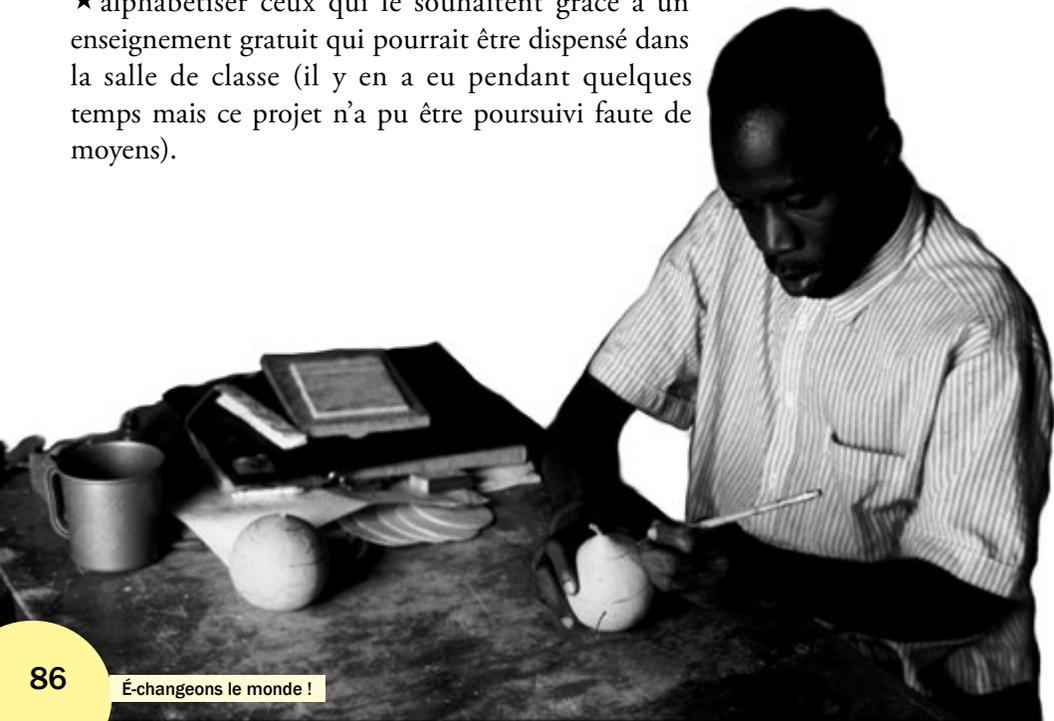
- ★ mettre un tricycle à la disposition de chaque artisan pour lui permettre de venir travailler sans problème (le groupement dispose à l'heure actuelle de 10 tricycles). Le problème numéro 1 semble être le moyen de locomotion des handicapés qui viennent parfois de très loin;
- ★ alphabétiser ceux qui le souhaitent grâce à un enseignement gratuit qui pourrait être dispensé dans la salle de classe (il y en a eu pendant quelques temps mais ce projet n'a pu être poursuivi faute de moyens).



Les difficultés viennent notamment d'une concurrence très rude sur le marché de l'artisanat à Ouagadougou : il y a beaucoup de handicapés au Burkina Faso (la polio y fait de grands ravages) et bon nombre d'entre eux font de la pyrogravure. De plus, la plupart des autres groupements de handicapés sont encadrés par des associations, religieuses ou autres. Le groupement de Wend-Panga est tout seul, et il n'y a pas tous les jours du travail pour tout le monde. L'espoir réside dans la diversification des produits exportables.

Depuis 1993, ils sont partenaires de Solidar'Monde qui leur commande régulièrement des petits et grands coffrets ainsi que des louches enalebasse pyrogravée.

Jacqueline B.



UGAN

TOILES PEINTES, TISSAGES, POTERIES



L'Union des Groupements à vocation coopérative des Artisans du Nord est une coopérative de production artisanale qui est née en 1983, à l'initiative de groupements de tisserands et de peintres sur toile. Elle regroupe environ 470 membres. Elle est dirigée par un conseil d'administration de 11 membres, issu de l'assemblée générale. Son siège est à Korhogo.

Korhogo est l'une des 2 ou 3 grandes villes du "Grand Nord" de la Côte d'Ivoire à 400 km d'Abidjan, en région de savane où l'on cultive le riz et le coton. C'est le pays Sénoufo, riche par ses coutumes ancestrales, son artisanat varié et renommé. Les artisans se trouvent dans les villages environnants, dans un rayon de 40 km. Chaque village a sa spécialité. Les communications ne sont pas toujours faciles, en particulier en saison de pluies, il s'agit de pistes non goudronnées et souvent défoncées par les pluies tropicales torrentielles.

La bonne cohésion du groupe a permis, grâce au concours financier du Fonds Européen de Développement (FED), la construction d'un magnifique Centre artisanal qui a été inauguré en 1986. Les oeuvres des membres de l'Union y sont exposées et vendues. Ce centre accueille des artisans ne faisant pas encore partie de l'UGAN.

La coopérative s'est assigné les tâches suivantes :

- ★ L'approvisionnement au moindre coût, des groupements de base, en matières premières de bonne qualité, nécessaires à leur travail ;
- ★ l'organisation d'une meilleure commercialisation des produits ;
- ★ La promotion des membres par un effort soutenu d'éducation et de formation.

L'un des objectifs de l'UGAN est de lutter contre l'exode rural des populations jeunes vers les villes. Les toiles peintes, dites toiles de Korhogo, sont issues d'une tradition profondément enracinée dans la culture Sénoufo. Les motifs sont liés à une fonction religieuse ou professionnelle ou à un rituel. Ils présentent souvent une alternance de dessins géométriques et d'animaux que l'on rencontre dans la mythologie Sénoufo. Les artisans font maintenant des toiles purement décoratives, toujours selon les techniques traditionnelles. Ces techniques consistent à appliquer un colorant d'origine minérale ou végétale à l'aide de sortes de spatules en fer dont la lame est plus ou moins épaisse selon la grosseur du trait à exécuter. Le dessin est fait à main levée. Le support est un tissu écriu, constitué de bandes cousues ensemble de 10 à 12 cm de large, tissées sur un métier manuel avec du coton filé à la quenouille.



DYONEWAR

L'ARTISANAT POUR RESTER AU PAYS

Pour les pêcheurs traditionnels, impossible de lutter contre la pêche industrielle. Les revenus diminuent, la population émigre. L'artisanat est une alternative qui permet d'assurer un revenu complémentaire et à une partie des habitants de continuer à vivre sur l'île. Une coopérative d'hommes, spécialisée dans la sculpture du bois, a été créée : ici, un artisan réalise un "tips" (décoration de pirogue). Le chef assure le contrôle qualité. Il est fréquent qu'il refuse un travail mal fait.

La communauté rurale de Dyonewar, (3 villages), comprend 8 000 habitants. Elle nous a dit : *continuez à vendre régulièrement nos produits et plus si vous pouvez. Vous permettez ainsi à une partie d'entre nous de rester dans notre pays !*

Voilà plusieurs siècles que l'homme s'est installé dans les îles. Les populations Niominka sont connues pour le haut niveau d'organisation sociale et de solidarité avec les classes d'âge, au centre de tout travail communautaire.



La pirogue va-t-elle sombrer ? Le voyageur qui se rend à Dyonewar peut être surpris par tout ce que l'on peut mettre dans une telle embarcation. Mais il faut faire avec, c'est le seul moyen de gagner l'île. Les habitants ont l'habitude de naviguer. Dyonewar, une des îles du Saloum, au Sénégal, est avant tout un village de pêcheurs !

L'eau, comme partout, est une des préoccupations principales du village. L'achat d'une pompe fut une des premières actions de l'association des ressortissants de Dyonewar qui comprend des dizaines de membres sur le continent africain et européen.

La coopérative de femmes est spécialisée dans la confection de poupées en tissus et de bijoux en coquillages. Il faut voir les trésors d'ingéniosité développés pour exploiter des matériaux de récupération et les transformer en œuvres d'art.



DEZIGN INC ET DEADLY DEZIGNS

SÉRIGRAPHIE SUR TISSU ET PAPIER

Des entreprises soucieuses de droits sociaux et d'écologie.

Dezign Inc et Deadly Dezigns sont des sociétés commerciales qui font de l'impression sérigraphique soit sur du tissu, soit sur du papier. Les auteurs des œuvres imprimées sont des artistes originaires du sud du continent, rémunérés selon le principe des droits d'auteur (un pourcentage de 5% leur est reversé sur chaque produit vendu).

La création de Dezign Inc. remonte à 1987, lorsque les fondateurs de la compagnie testent leur premier lot de T-shirt sur le marché local de Harare. L'opération étant un succès, ils décident de créer la société Dezign Inc.. Il y a alors 5 employés. L'exportation de la gamme de produits "Zooloo" commence.

C'est en 1991 que naît "Deadly Dezigns" qui fait de l'impression sur papier. Les fondateurs de Dezign ont eu, dès le départ, une volonté de pratiques sociales équitables, en particulier envers les femmes qui peuvent obtenir le même emploi et le même salaire que les hommes. Les salariés, représentés par un comité, prennent part aux grandes décisions de l'entreprise pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, les investissements, la répartition des bénéfices. Les salaires sont supérieurs de moitié au minimum légal. Après un an d'ancienneté, les employés ont droit à un pourcentage sur les bénéfices.



Le processus de fabrication des T-shirts a lieu entièrement sur le territoire du Zimbabwe : de la culture du coton à la fabrication des T-shirts en passant par la transformation du coton en fil puis en tissu.

Très rapidement, Dezign a eu un souci d'écologie :

- ★ les impressions sérigraphiques sur les T-shirts et sweat-shirts utilisent une encre à base d'eau et non plus de solvants, comme le white spirit.
- ★ A l'heure actuelle, au moins 50% du coton utilisé pour la fabrication des T-shirts est produit par de petits fermiers du pays qui pratiquent une culture sans engrais ni pesticides. Ce coton est non blanchi au chlore.
- ★ Le papier de couleur marron est du papier recyclé à 90%, le papier de couleur blanche est fabriqué à partir de déchets de coton. Ces papiers sont produits localement. L'industrie papetière du Zimbabwe est d'ailleurs renommée pour l'efficacité de son processus de recyclage du papier.

En 1991, Dezign Inc. crée la fondation "Green Zooloo", qui prévoit de lancer une action de grande envergure en faveur de l'environnement, lorsqu'elle aura récolté suffisamment de fonds.

Deadly Dezign participe financièrement à un programme de reforestation : le "Ishwa Tree Planting Fund", géré par une association zimbabwéenne. En 1996, Dezign employait près de 180 personnes.

Dezign Inc. soutient aussi financièrement une initiative locale de lutte contre le S.I.D.A. et de soutien aux personnes atteintes par la maladie ; en particulier, Dezign Inc. et Deadly Dezign leur fournissent du travail. Dezign a mis en place un programme de sensibilisation de ses employés.



AKAMASOA CARTES BRODÉES



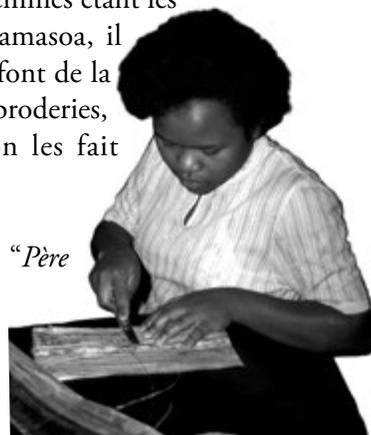
Akamasoa est une grosse association fondée en 1989 à Tananarive par un prêtre argentin, le Père Pedro. Il est préoccupé alors par les conditions inhumaines dans lesquelles vivent les plus pauvres parmi les pauvres de la société, victimes des "4 Mi" - alcoolisme, drogue, prostitution, violence - (mots qui commencent par la même syllabe "Mi" en langue malgache) et vivent de la mendicité et de la vente de déchets récupérés dans les tonnes d'ordures qui polluent la capitale.

Le Père Pedro va s'attacher à leur redonner leur dignité et à les réhabiliter socialement. Son action est simple, sur le principe, et passe par le travail, un logis, la sortie de l'alcool et de la violence. Il a commencé au campement d'Ambohimahitsy, à l'extérieur de Tananarive, où l'on parquait les "4Mi" qu'on avait évacués du centre-ville. Peu à peu, l'endroit est devenu un village, rebaptisé Manantenaso (espoir). Fin 1991, Akamasoa regroupait déjà 430 familles dans cinq villages ; fin 1992, on était passé à 750. En 1995, 13 000 personnes dont 6 000 enfants étaient concernés.

Le financement de l'organisation est basé sur l'aide étrangère (Unicef, coopérations française et suisse, Église allemande, Union européenne,...). Le personnel d'encadrement (instituteurs, assistants sociaux,..) est malgache, à l'exception de deux coopérants français et du Père Pedro. Les enfants sont scolarisés jusqu'en 6e, et même au-delà, la principale difficulté étant souvent de convaincre les parents et leurs enfants de renoncer aux revenus tirés de la récupération des déchets.

Les principales activités des adultes sont le travail à la carrière de granit et la fabrication de compost par les femmes. Dans les centres, ce sont les "4 Mi" eux-mêmes qui construisent les maisons. Un village, regroupant d'anciens ruraux et vivant de l'agriculture, a été créé à 60 km de Tananarive. Les femmes étant les plus nombreuses à chercher refuge avec leurs enfants à Akamasoa, il existe un programme artisanal concernant 500 femmes. Elles font de la broderie, du crochet et des cartes postales avec appliques de broderies, du tissage et tressage de raphia et de sisal. L'organisation les fait travailler, même en l'absence de commandes.

Un livre de Denise Gault a été publié chez Albin Michel : *"Père Pedro ou les collines du courage"*



P.A.R.C (COMITES PALESTINIENS D'ENTRAIDE AGRICOLE) OLIVES, HUILE D'OLIVE, COUSCOUS



PARC est une organisation de Cisjordanie et de la Bande de Gaza à but non lucratif, créée en 1983, par des agronomes et des jeunes fermiers, afin de soutenir le développement d'un secteur agricole palestinien.

Les secteurs et les moyens d'intervention de PARC sont multiples :

- ★ visites d'orientation-conseil et fourniture de services auprès de petits agriculteurs ;
- ★ stages de perfectionnement pour les jeunes agronomes ;
- ★ centre d'expérimentation et de production de plants, pépinières ;
- ★ "tree project" dont le but est d'encourager les agriculteurs à utiliser leurs terres plus efficacement et prévenir l'érosion du sol par la plantation d'arbres, essentiellement des arbres fruitiers pouvant générer une production (oliviers, pommiers, amandiers) ;
- ★ campagnes de vaccination du bétail ;
- ★ gestion du problème de l'eau par la construction de réservoirs d'eau de pluie ;
- ★ prêts à faible intérêt, en particulier pour les femmes.

L'unité des femmes

Cette unité s'est restructurée en 1993 pour appuyer la stratégie de PARC envers les femmes, en coordination avec les autres organisations de femmes. Le but recherché est l'amélioration de leur statut financier et social dans les zones rurales, grâce à des services appropriés. Dans cette optique, les coopératives génératrices de revenus pour les femmes sont considérées comme des endroits de rencontre et de formation qui leur permet d'améliorer leurs facultés d'administration, d'analyse et de décision...

Aménagement d'une route agricole avec les bulldozers de PARC, pour désenclaver des terres et permettre leur mise en valeur. A terme, PARC espère fournir un bulldozer à chaque district.



APE

(ASSOCIATION FOR THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT)

PAPIER RECYCLÉ, TISSUS

Lors de mon séjour en Egypte, au cours de mes flâneries dans les ruelles du Caire à la recherche d'un "artisanat d'origine", j'ai poussé la porte d'une boutique pas comme les autres qui ressemblait en de nombreux points à la boutique Artisans du Monde par son large éventail de tissus, sacs, vêtements, bijoux, tapis... Et qu'ai-je trouvé ?

Des tapis réalisés par l'association APE. Ravie de cette découverte je me suis rendue sur le site de fabrication, accompagnée de N. APE est une association qui offre à de nombreuses jeunes filles issues de "familles de chiffonniers du Caire" d'acquérir des savoirs théoriques et pratiques. Elle fabrique et commercialise des produits fabriqués à base de tissus et papiers recyclés (tapis, tissages, linge de maison en patchwork, sacs, papeterie) et "cultive" du compost pour le revendre.

Le respect de l'environnement

La matière première utilisée pour la fabrication des emballages, de la papeterie et des différents "tissages" provient des entreprises et industries. Le papier est trié et classé par couleur, par qualité. Les coupons subissent le même traitement. Le compost est réalisé à base de déchets organiques. Cette activité "fructueuse" assure une grande partie du financement des activités.

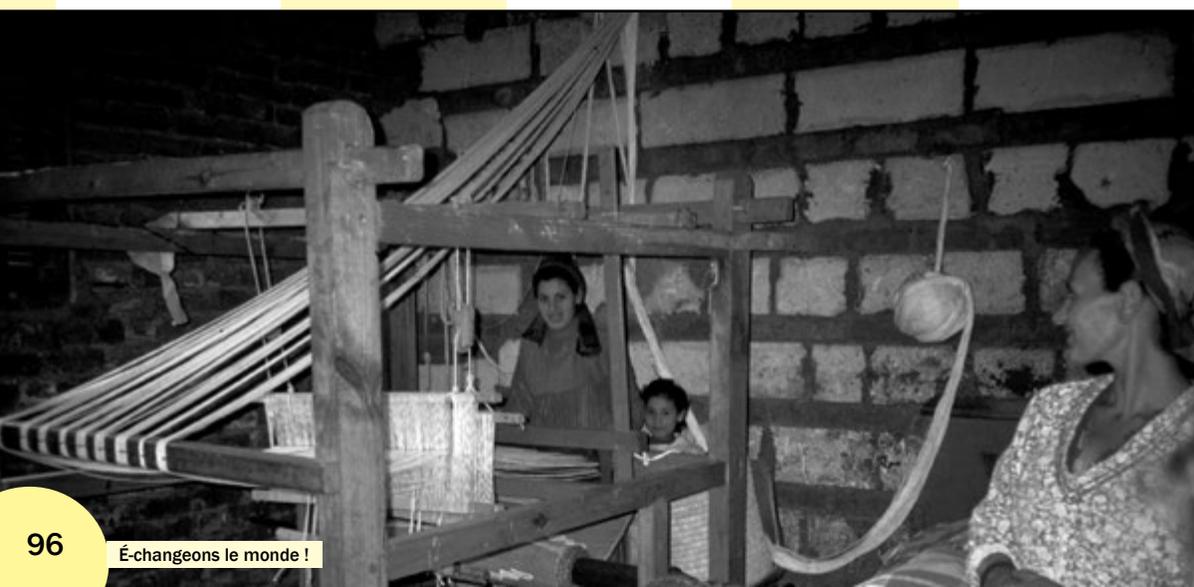


La journée s'organise autour des cours d'alphabétisation, d'hygiène et de santé primaire et de travaux pratiques. Tout au long de leur "scolarité" les jeunes filles peuvent apprendre à coudre, tisser, confectionner du papier, le découper... Chacune choisira par la suite un "métier".

A l'issue de la formation APE offre aux jeunes filles devenues femmes (et parfois mères), la possibilité de réaliser des tissages à domicile. Le métier à tisser est prêt. Chaque ouvrage réalisé est rémunéré. Une prime est versée pour récompenser l'ouvrière la plus habile. L'association propose en outre un repas le midi, une salle de douches, une crèche.

Par cette expérience courageuse d'entraide, cette association a construit un espace d'échanges, d'apprentissage de savoirs, de tolérance et de liberté pour ces jeunes filles qui tout au long de leur séjour peuvent se construire un avenir.

Texte de Yamina H.



JUTE WORKS

ARTISANAT EN JUTE, TERRE CUITTE, CUIVRE.

Jute Works est une société de marketing à but non lucratif créée en 1973 avec l'appui de Caritas Bangladesh. Elle améliore les infrastructures rurales, sensibilise sur les questions d'hygiène, de santé et a créé des fonds d'épargne et de prévoyance.

Les groupes-cibles de Jute Works sont les femmes des villages du Bangladesh, qui ont toujours fait de très beaux objets en jute non traité. Le but est de leur donner la possibilité de gagner un revenu régulier, en utilisant le plus possible les matières premières locales.

Des femmes sont formées à Dhaka au centre d'entraînement, puis elles transmettent leurs nouvelles connaissances aux membres de leurs groupes respectifs.



Elles sont organisées de façon autonome en coopératives ou communautés villageoises.

En 1982, Jute-works a initié un programme de formation étendu : à côté des cours de travail manuel, le programme propose des cours non formels d'alphabétisation qui touchent des questions sociales telles que la santé, l'hygiène et la nutrition. Ce programme veut motiver les femmes à entreprendre d'autres activités rémunératrices telles que l'élevage de chèvres ou de veaux, la pisciculture ou l'horticulture.



J.N.N. ET CREATIVE HANDICRAFTS.

ARTISANAT TEXTILE



Jeevan Nirwaha Niketan, “l’organisation qui défie la vie”, est née en 1980, à l’initiative d’un professeur laïc indien, pour lutter contre l’illettrisme des enfants pauvres, dans les faubourgs nord de Bombay. L’originalité de son enseignement tient à sa pédagogie adaptée aux préoccupations de ces enfants, tôt confrontés à des responsabilités d’adultes. Aujourd’hui, l’organisation scolarise un millier d’enfants pauvres et continue son travail de recherche en Éducation Non Formelle pour adapter l’école aux besoins spécifiques de ces enfants, avec toute une équipe d’enseignants.

C’est dans le giron de JNN que s’est ouvert, en 1984, un centre de formation à la couture et à la broderie, ainsi qu’un atelier de fabrication, dans le souci d’améliorer le sort des femmes en leur procurant une activité rémunératrice. Creative Handicrafts s’est constitué, en 1993, en entité juridique distincte de JNN, autonome financièrement grâce à ses ventes d’artisanat. A l’heure actuelle, il existe 6 ateliers à Bombay fonctionnant sur le mode coopératif et permettant à plus de 150 femmes de vivre avec un revenu décent, une assistance médicale, une crèche pour leurs enfants et un fonds de retraite.

L’auteur du texte suivant est Christian Guillais, qui, en France, s’occupe des “Amis de JNN”.

Histoire de Sushila.



Elles marchent vite. La venelle est encombrée. Des enfants courent. Une jeune fille coiffe ses longs cheveux sur le seuil de sa porte. Des femmes bavardent, d’autres lavent la vaisselle dans une cuvette sur le sol. Ceux qui partent travailler, les femmes qui reviennent de la corvée d’eau se bousculent. Les pieds chaussés de plastique glissent sur le sol humide. Il leur faut soulever leur sari pour enjamber la rigole d’eaux usées du milieu de la ruelle. Elles arrivent à la grand’route qui traverse ce bidonville, voisin

de l’aéroport de Mumbai (Inde). Deux d’entre elles retirent alors leur collier de femme mariée qu’elles glissent dans leur sac, puisqu’elles sont ouvrières dans un atelier qui sous-traite la fabrication de pièces détachées pour magnétoscopes d’une compagnie occidentale et qu’on n’y emploie pas les femmes mariées. Sushila continue seule son chemin dans le bidonville de l’autre côté de la route.



Elle n’a pas de collier à retirer, Sushila. Son mari est mort il y a trois ans. La maladie, plus l’alcool, il venait juste d’avoir 40 ans. Ils n’avaient pas eu d’enfant. C’est elle qui l’avait décidé à quitter le village pour venir ici. Elle ne supportait plus les reproches, les brimades, la méchanceté de sa belle-mère, parce qu’elle était stérile. Elle a pourtant, ce matin, laissé chez elle une enfant, la fille de sa soeur qu’elle élève, une bouche de moins à nourrir pour cette pauvre soeur, moins bien lotie qu’elle.



D’habitude, la petite l’accompagne à l’Atelier où elle joue au milieu des femmes. Ce matin elle avait de la fièvre et Sushila l’a laissée à la garde d’une voisine. Il faut qu’elle pense à acheter des légumes ce soir, pour donner à la voisine.

C’est une femme du même village qu’elle, dans le bidonville, qui a parlé à Sushila de cet Atelier où elle travaille maintenant. Son mari ne travaillait déjà plus. Elle a été prise tout de suite au “Training-Center” avec un petit salaire qui leur a permis de survivre. En six mois, elle a appris la couture et on lui a proposé de travailler dans la Coopérative. Là, son salaire a changé. Elle gagne chaque semaine autant que son mari quand il travaillait sur les chantiers. A cela s’ajoutent des primes versées sur un compte bancaire au nom des femmes de l’Atelier, producteur d’intérêts. Ça émerveille Sushila. Elles se sont déjà partagé deux fois ce pécule, quand l’une d’entre elles a quitté l’Atelier et quand Rosy a marié sa fille. C’est l’argent des ventes, quand les salaires ont été payés, qu’elles reçoivent ainsi, lié à l’export, à ce qui est vendu en France, en Espagne. S’il y a de bonnes commandes pour les articles qu’elles fabriquent dans leur Atelier, la cagnotte sera plus grosse. Ces primes peuvent doubler le salaire. Il faut que le travail soit bien fait, sinon plus de commande. Et il faut imaginer de nouveaux articles pour continuer de vendre. C’est ce qu’elles font ensemble, les 17 femmes de son Atelier, lorsqu’il n’y a pas de travail.

Sushila passe devant le dispensaire de JNN, les gens y font déjà la queue. Elle se souvient qu’il y a trois ans, lors des manifestations hindoues contre les musulmans, avec dix autres femmes hindoues comme elle, elle s’est tenue debout devant ce dispensaire que de pauvres fanatiques voulaient



brûler. “Vous nous brûlerez avec”. Comme elle a eu peur ! Les hommes ont renoncé. Elle avait appris pendant son “Training” à JNN, qu’elle avait droit à la santé et que ce droit, elle devait le défendre.

Devant la porte de l’Atelier il y a déjà une paire de chaussures, cela étonne Sushila qui pensait être la première. C’est Chand. Elle est malade depuis des mois. Cette nuit elle a souffert, alors elle a préféré venir à l’Atelier. Elle est musulmane, n’a pas été mariée parce que trop pauvre, sa mère est à sa charge. Sushila s’assoit par terre à côté d’elle et vérifie l’ouvrage que Chand est en train de faire. “C’est bien!”. Les poupées ont de jolis saris. Chand a du goût. Elle sait merveilleusement assortir les couleurs. C’est le travail de Sushila de vérifier. Elle est la responsable, “in charge”, de cet



Atelier. L’équipe du bureau de la Coopérative a tout de suite compris qu’elle était non seulement habile mais aussi une femme déterminée. Elle ne sait pas lire mais elle est douce et maternelle. Les autres femmes ont confiance en elle. C’est pourquoi, à la fin de sa formation, le bureau a proposé à Sushila d’ouvrir, avec l’aide de JNN, un nouvel Atelier au sein de la coopérative CREATIVE HANDICRAFTS. Une pièce dans le bidonville, une machine à coudre, 16 femmes autour d’elle et une première commande. C’est ce que lui a fourni l’O.N.G. indienne, JNN, pour démarrer. Maintenant l’Atelier ne reçoit plus d’aide, sauf pour l’export, et les 17 femmes vivent dignement du produit de leur travail.

Les autres femmes arrivent. Sourires, petits hochements de tête, chacune s’installe sur le sol, adossée au mur. Dans cette pièce d’une dizaine de mètres carrés, elles forment presque un cercle avec leur ouvrage au milieu. Un bébé dort dans un coin. Deux enfants jouent silencieusement avec des boîtes de carton. Les femmes travaillent, elles parlent peu. La conversation se porte sur les élections du nouveau bureau de CREATIVE HANDICRAFTS et le renouvellement de la présidente qui doivent avoir lieu la semaine prochaine, par elles toutes. Un consensus semble se dégager pour Anju. La conversation retombe. Les mains cousent avec agilité. Les ciseaux, les cotons, les tissus circulent de l’une à l’autre dans une communication silencieuse, toute de connivence. La chaleur monte. Les esprits s’endorment un peu mais les mains continuent de travailler. Elles éprouvent une sorte de bien-être à se retrouver ainsi ensemble, solidaires. Les blessures, les chagrins que la vie ne leur a pas épargnés, se trouvent ainsi un peu oubliés... pour une journée.



S.S.A.

(SASHA ET RASA)

ARTISANAT, PRODUITS DE BEAUTÉ

Sarba Shanti Ayog (SSA) travaille avec des artisans et des communautés tribales. Ces groupes sont au nombre de 50 à 60 et comprennent entre 5 et 100 personnes : sur les 3000 personnes impliquées, 60% sont des femmes. Leur localisation est très diverse : Bengale, Orissa, Rajasthan, Uttar Pradesh, Bihar. Un des axes principaux de Sasha est l’aide apportée aux tribus pour le développement de leur artisanat et l’accès au marché (le marché indien représente 25% du chiffre d’affaires). Au début, les nouveaux groupes sont très aidés en ce qui concerne le financement des outils et des matières premières, ainsi que pour les démarches nécessaires pour parvenir à l’autogestion (le courrier, gérer un compte en banque...). Les formations sont un moyen d’action important dans des domaines très divers : scolarisation, santé, travail artisanal, comptabilité, agriculture.

Shabbi Kohli, la fondatrice de Sarba Shanti Ayog, répond à la question “qu’est-ce que le commerce équitable a apporté à Sasha ?” :

Le commerce équitable apporte une différence qualitative pour les producteurs et leurs familles :

- ★ L'accès au marché national et international pour les petits producteurs, ce que leur taille et leur échelle de fonctionnement auraient rendu difficile.
- ★ Un esprit de travail collectif et le sentiment d'appartenir à un réseau.
- ★ Une confiance dans l'avenir qui permet de planifier des infrastructures futures : la survie n'est plus pensée au jour le jour.
- ★ Une augmentation des revenus annuels et une forme de sécurité minimale assurée par l'ouverture de comptes d'épargne.
- ★ Une acquisition de compétences permettant aux producteurs de chercher des moyens alternatifs de revenus : ils ne se sentent plus totalement dépendants ou assistés.

Cependant, la mondialisation, les préoccupations écologiques et autres posent de nouveaux défis aux producteurs. Ces demandes et les restructurations qui en découlent ont eu pour conséquence un certain sentiment de frustration et de démoralisation, chez des producteurs pas nécessairement équipés pour faire face à ces défis. C'est un processus qui demande à être étudié et qui n'est pas forcément négatif ; avec du temps et des relations de confiance “acheteur-vendeur” à long terme, un équilibre sera trouvé.

K.K.M.

(KURUKSHETRA MANDAL HANDWEAVING)

Ce lieu a été fondé en 1961 par une Allemande voulant agir face à l'état de misère des lépreux. Une activité de tissage a donc été initiée pour ceux qui étaient guéris, le tissage représentant la forme de travail la plus adaptée à leur état physique. KKM est une association coopérative de léproseries dont la majorité de la production est destinée à l'exportation. Ce travail redonne de la dignité aux anciens lépreux et leur permet de gagner de quoi vivre. De plus, la communauté des lépreux, guéris et non guéris, bénéficie d'un programme de santé pour le suivi de la maladie et d'un programme d'alphabétisation.

Les 25 ans d'une petite léproserie en Inde

Brahmpuri est l'un des cinq groupes de production-tissage de KKM ; il a été créé en 1972. Ainsi, en août 1997, il a fêté ses 25 ans en même temps que les 50 ans de l'indépendance de l'Inde. Tout avait commencé en 1958, avec 80 lépreux qui étaient aidés financièrement par le Comité du District. Entre 1970 et 1972, l'aide n'arrivant plus, le centre a trouvé du secours auprès de KKM. Pour le démarrage du tissage, 15 à 20 personnes ont accepté d'être formées. Rapidement, le nombre des ouvriers a atteint 70-75 personnes. Comme c'est l'habitude chez KKM, chaque ouvrier reçoit une ration alimentaire, de l'argent de poche et des soins médicaux. Ceux qui ne travaillent pas n'ont pas d'argent de poche.



Ce qui a changé depuis 1972 grâce à l'engagement de KKM :

- ★ Chaque famille vit dans une petite maison ;
- ★ Chacun possède des vêtements propres ;
- ★ Des bicyclettes ont été mises à la disposition de tous ;
- ★ Grâce à l'installation d'une fabrique de gaz (qui fonctionne avec des bouses de vaches) et de panneaux solaires, il y a de l'électricité ;
- ★ Dans le cadre de la lutte pour l'alphabétisation, KKM envoie tous les enfants à l'école. Les grands vont à l'internat dont KKM paye les frais ;
- ★ Les lépreux vont eux-mêmes faire leurs courses au marché de la ville (impensable il y a 20 ans) ;
- ★ Les malades retournent séjourner dans leurs familles ou les familles viennent en visite au centre (impossible il y a 20 ans) ;
- ★ Tous dorment sur des sommiers fabriqués par le centre (au lieu de dormir à même sol).

Grâce à ces réalisations, on perçoit ce que le travail d'une organisation comme KKM a pu apporter comme améliorations durables sur trois plans :

- ★ La vie quotidienne,
- ★ L'intégration dans la société,
- ★ Le futur des enfants.



ACP

(ASSOCIATION FOR CRAFT PRODUCERS)

POTERIES, BOÎTES EN BOIS, TISSAGES...



A.C.P est une association qui existe depuis 1985. Elle ne se définit pas comme une oeuvre sociale mais comme une organisation d'encadrement qui fournit des informations sur le marché, sur la conception des produits, ainsi qu'une assistance technique. ACP travaille avec plus

d'un millier de personnes dont une majorité de femmes (85%). ACP veille à maintenir l'équilibre ethnique du pays : 35% des producteurs sont des Newar, 19% des Brahmanes, 25% des Chhetri et les minorités ethniques représentent 21%. Une importance égale est donnée aux artisans urbains et aux ruraux.

Environ 150 personnes travaillent dans les locaux de Kathmandou, les autres travaillent dans leur village et apportent leur production à ACP. Elles sont parfois obligées de marcher cinq jours pour acheminer les marchandises. Il s'agit aussi bien de personnes isolées, que de groupes organisés autour d'un leader.

Dans les locaux de Kathmandou, les artisans travaillent dans des petits ateliers équipés de ventilateurs, dans un climat détendu. Ils ont à leur disposition des masques pour se protéger de la poussière. Des formations leur sont dispensées sur des thèmes techniques (utilisation de matériaux...) et sociaux (planning familial, santé...).

ACP offre plusieurs avantages



sociaux aux producteurs : plan d'épargne, assurance-accident et décès, bonus pour ceux qui travaillent dans le long terme avec ACP, fonds de retraite, allocation de bourses pour la scolarisation des filles, service d'assistance sociale, prime de travail, prêts financiers.

ACP fournit toutes les matières premières, la supervision des contrôles de qualité et paie comptant les pièces à la livraison. Un effort particulier est mis sur la formation des artisans afin de parvenir à des niveaux de qualité de plus en plus élevés, le but étant de séduire un marché en expansion. ACP vend 70% à l'exportation, dont une moitié sur le marché traditionnel, l'autre par le circuit du "Commerce Équitable".

TEA PROMOTERS

INDIA

THÉ BIOLOGIQUE

En 1990, la plantation de Samabeong, alors à l'abandon, est remise en exploitation par une entreprise familiale, TEA PROMOTERS INDIA, qui reconstruit l'usine de traitement des feuilles de thé et réintroduit les méthodes de l'agriculture biologique, abandonnées dans les années 60.

Les 600 producteurs font partie d'une communauté de 2000 personnes vivant dans une région très isolée. On est au nord-est de l'Inde, à 2000 m. d'altitude, près des contreforts de l'Himalaya, dans la région de Darjeeling. Le système habituel de gestion des plantations de la région est hérité du système mis en place par les Anglais, colonial et féodal. La gestion de cette entreprise est tout-à-fait particulière, puisque transférée à un comité de 15 membres élus par les travailleurs.



Un des premiers projets du comité a été la construction d'un centre communautaire où est installée une école, ouverte à tous, cours et livres gratuits. Un projet est en cours pour produire de l'eau potable et assainir un environnement responsable de nombreuses infections, notamment infantiles. Dans le cadre de la lutte contre la déforestation, chaque travailleur reçoit une plaque de cuisson avec une bonbonne de gaz, dans le but de remplacer le bois utilisé pour la cuisson des repas. Parallèlement, une reforestation a été entreprise dans des zones déterminées.

Chaque famille a droit à une vache, qui produit du lait pour les enfants et de la bouse pouvant fertiliser la terre. Au salaire (qui est le minimum légal), s'ajoutent le suivi médical et l'entretien des maisons. Les travailleurs sont âgés de 16 à 58 ans et bénéficient d'une retraite.

Le comité prend en compte les intérêts de toute la communauté, ce qui inclut, outre les travailleurs de la plantation, les personnes des villages alentours produisant du riz et du gingembre (agriculture de subsistance, dans ces régions reculées) : ils ont accès à l'école, ont la possibilité de réserver une partie de leurs terres à la production de thé biologique que TEA PROMOTERS INDIA peut transformer et exporter.



ASSOCIATION DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS PAYSANNES AU LAOS

JUS DE FRUITS, CONFITURES.

C'est grâce aux réseaux de Commerce Equitable en Europe que nous avons pu, pour la première fois au Laos, exporter des produits de transformation alimentaire vers l'Europe. Et le fait que ces produits proviennent des groupes solidaires paysans et des petits entrepreneurs soutenus par notre association ASDSP nous procure un immense plaisir et une grande fierté.

Bien que cette exportation soit minime (70 000\$ en 1998), elle a plusieurs significations et suscite beaucoup de débats au sein de notre association et au sein des institutions gouvernementales au Laos :

★ D'abord, le gouvernement cherche en vain à promouvoir l'exportation de produits transformés pour compenser l'immense déficit de sa balance commerciale avec l'extérieur. Face à la puissance financière et à la capacité technique de production des grandes firmes étrangères dans le monde, l'exportation des produits des petits entrepreneurs locaux reste donc impensable. La politique de promotion d'investissement des grandes firmes étrangères reste sans réponse pour le Laos qui est un petit pays à qui les infrastructures et la main d'oeuvre qualifiée manquent, en plus du handicap de sa position enclavée (sans littoral maritime).

★ Cette exportation vers l'Europe par Solidar'Monde favorise fortement l'écoulement de nos produits manufacturés à l'intérieur du pays. Il faut savoir que presque 90% des produits manufacturés (alimentaires ou non) au Laos sont importés. Lorsque les locaux ont appris que nos produits étaient exportés et consommés par les Français en France, alors ils ont commencé à consommer nos produits qui sont en conséquence de plus en plus présents dans les boutiques ou les marchés locaux.

★ Bien que le volume d'exportation par les réseaux du Commerce Equitable en Europe reste minime, la valeur ajoutée est répartie plus largement au grand nombre de familles de producteurs et d'entrepreneurs, que dans la plupart des grandes entreprises internationales. L'achat de Solidar'Monde pour les réseaux de Commerce Equitable en Europe de 70 000 \$ par an permet un revenu supplémentaire appréciable pour plusieurs centaines de familles dans les différents villages des provinces de Vientiane, Luangprabang, Xiengkhouang, Champassak et Sèkong.

Au Laos, la plus grande partie de la population (85% est rurale) pratique naturellement une agriculture biologique. C'est une agriculture destinée particulièrement à l'autoconsommation familiale, comme la culture du riz. Quelques arbres fruitiers et des légumes sont plantés autour des habitations et une grande partie des fruits et des légumes provient de la cueillette dans la forêt. Les ananas, les pastèques, les orangers, les concombres, les arachides etc..., sont plantés par les familles paysannes comme produits destinés à satisfaire le marché local. La surface de ces plantations dépasse rarement un demi hectare par famille.

Depuis plus de 10 ans, L'ASDSP cherche à valoriser les produits naturels provenant de l'agriculture biologique pour permettre des revenus complémentaires nécessaires aux familles paysannes. C'est aussi une façon d'apprendre aux familles paysannes à s'adapter graduellement à une économie de marché à l'approche du monde économique moderne inévitable dans l'avenir (avec la mondialisation).

Or, il est très difficile de promouvoir l'exportation des produits naturels et biologiques des petits producteurs du Laos en Europe, car la législation européenne implique un contrôle par un organisme agréé européen très coûteux pour un paysan ou un groupement de paysans au Laos. Les surfaces de plantation des familles ne sont pas toujours regroupées au même endroit et en plus ces plantations changent souvent de place car c'est une pratique des cultures associées et alternées pour permettre le maintien naturel d'une bonne terre (sans engrais chimiques etc...) Le voyage et le temps d'un expert biologiste agréé européen pour contrôler de si petites surfaces éparpillées dans la nature seront onéreux et non économiques. Et les normes d'installation d'une usine de production de produits transformés biologiques exigent un investissement encore beaucoup plus coûteux pour les petits producteurs du Laos.

Nos souhaits pour un commerce équitable accessible

Notre souhait, en tant qu'Association de Soutien au Développement des Sociétés Paysannes est que :

★ Le système de "Commerce Equitable" soit, pour les petits producteurs, un système pérenne et accessible sur lequel ils puissent compter comme une alternative d'échanges économiques possibles.

★ La notion de "produit naturel et biologique" soit cohérente avec la notion de "Commerce Equitable" car sinon, nous risquons d'inclure dans cette dernière, les notions de produits biologiques de luxe qui imposeront une dépendance et un coût onéreux aux petits producteurs du Tiers-Monde envers les sociétés internationales de contrôle biologique, ce qui détournerait inévitablement l'éthique initiale du "Commerce Equitable".

Témoignage de Monsieur Sèngdao Vangkeosay

MASCOBADO

SUCRE DE CANNE COMPLET

Les Philippines sont connues pour leur production de sucre sur d'immenses exploitations et leurs grandes raffineries. Mais parallèlement, des paysans continuent à produire, comme autrefois, du sucre complet : le Mascobado. Non raffiné, il conserve l'ensemble des vitamines et des oligo-éléments de la canne à sucre.

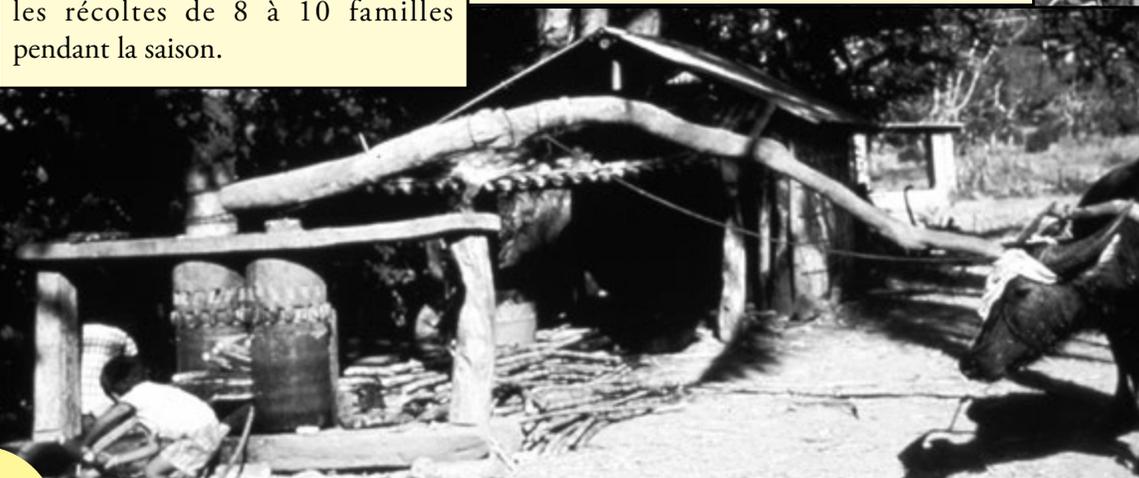
Sur l'île de Panay, le Mascobado est produit par des petits paysans qui se sont regroupés au sein de coopératives et qui commercialisent leur production par l'intermédiaire de Panay Fair Trade Center. Ils peuvent ainsi vendre leur sucre un prix correct (6 fois le prix payé par les centrales sucrières), avoir accès à des crédits.

Ici, les familles paysannes cultivent généralement de petites surfaces (1/2 à 1 hectare).

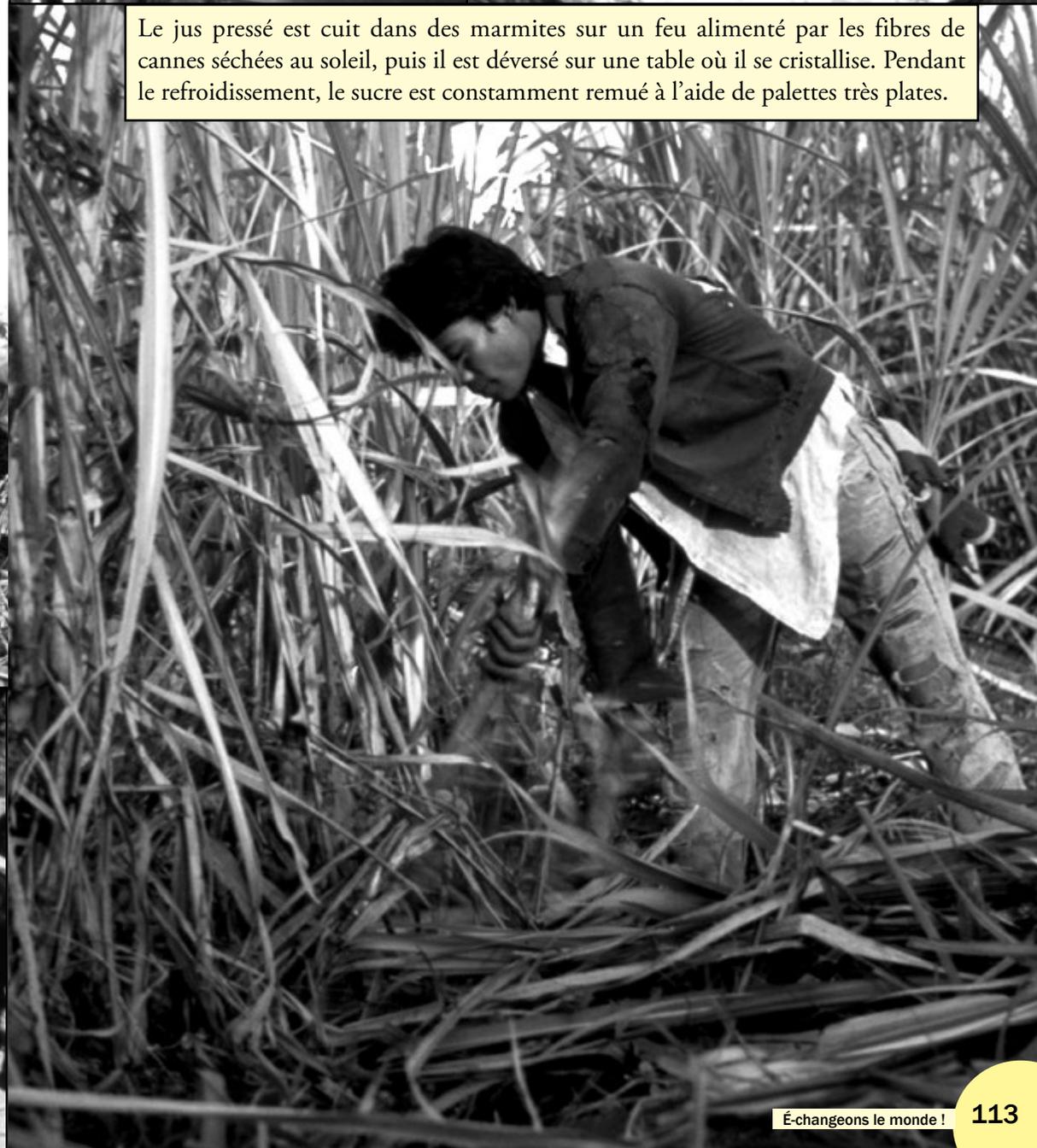


Les pointes des cannes, dûment taillées, fournissent les nouveaux plants. Les feuilles coupées servent de fourrage pour les buffles.

Buffle tirant un char et actionnant un pressoir. Mais le rendement de ces pressoirs est trop faible. Les moulins plus grands, actionnés par des moteurs diesel, peuvent conditionner les récoltes de 8 à 10 familles pendant la saison.



Le jus pressé est cuit dans des marmites sur un feu alimenté par les fibres de cannes séchées au soleil, puis il est déversé sur une table où il se cristallise. Pendant le refroidissement, le sucre est constamment remué à l'aide de palettes très plates.



PODIE

ÉPICES EN SACHETS

A la base, en 1974 un prêtre hollandais crée, dans les locaux adjacents à l'église, un atelier d'artisanat avec un groupe de femmes. En 1982, cet atelier se transforme en une petite entreprise de mise en sachets d'épices. Le prêtre se retire en 1984 et l'entreprise peut déménager en 1990 dans des locaux auto-financés. Elle est dirigée par un conseil d'administration de sept membres qui se réunit une fois l'an avec les trois directeurs qui s'occupent des finances, du contrôle qualité et de l'achat des épices.

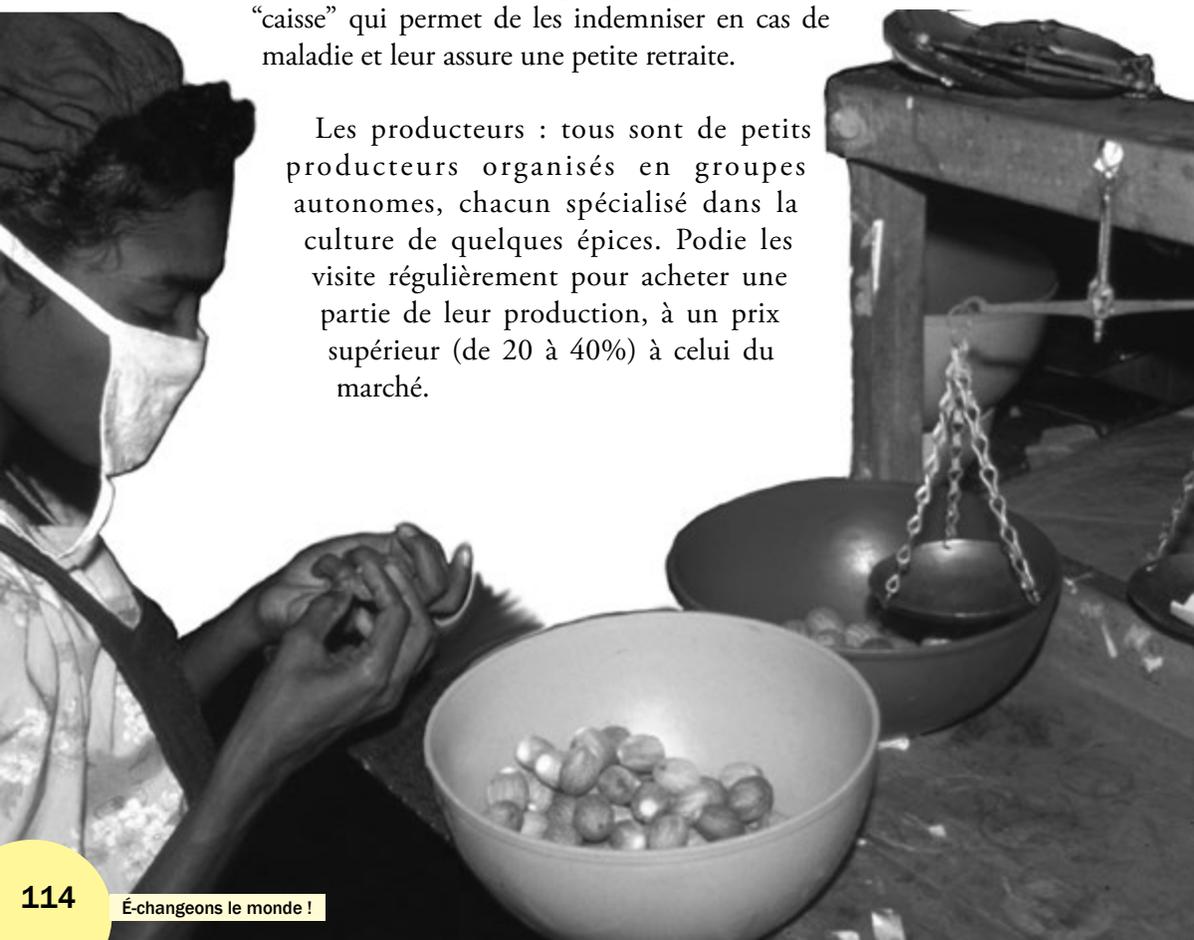
Ces jeunes filles (de 18 à 25 ans) "tournent" dans les différents ateliers : lavage, séchage, tamisage, contrôle, ensachage. Elles travaillent huit heures par jour, six jours par semaine. Les jours de repos sont le dimanche et le jour de la pleine lune, une fois par mois. En 1995, le salaire minimum imposé par l'État était de 2000 roupies... Chez Podie, il était de 3000 à 3500 roupies. De plus, Podie a créé un système de "caisse" qui permet de les indemniser en cas de maladie et leur assure une petite retraite.

Les producteurs : tous sont de petits producteurs organisés en groupes autonomes, chacun spécialisé dans la culture de quelques épices. Podie les visite régulièrement pour acheter une partie de leur production, à un prix supérieur (de 20 à 40%) à celui du marché.

En 1984, voici ce que Podie répondait à des questions trop pressantes de la part d'organisations de commerce équitable :

"... Pour Podie, le commerce alternatif n'est ni une philosophie ni un simple passe-temps. Il en va de notre vie. Nous comprenons que, pour vous, les grands idéaux jouent un rôle, mais pour nous il est humiliant de voir la quantité de renseignements détaillés dont vous avez besoin simplement pour établir que nous sommes dignes d'entrer en contact avec vous. Nous devons vous fournir des informations précises sur chacun des groupes qui collaborent avec nous, sur la répartition des gains, etc..., uniquement afin que vous puissiez décider si vous voulez bien coopérer avec nous. Jusqu'à ce jour, nous nous y sommes prêtés patiemment.."

Mais le commerce - tel que nous l'entendons et le pratiquons - est autre chose que simplement imprimer des tracts et informer les gens. Nous sommes conscients de l'importance d'une bonne information, mais nous, nous devons survivre, et à cet effet, nous devons vendre et vendre à la longue, pas seulement du jour au lendemain ! Nous avons besoin de sources de revenus sûres. Et nous ne pouvons nous permettre de sacrifier notre sécurité matérielle à une philosophie à la mode..."



GREEN NET. SURIN FARMERS

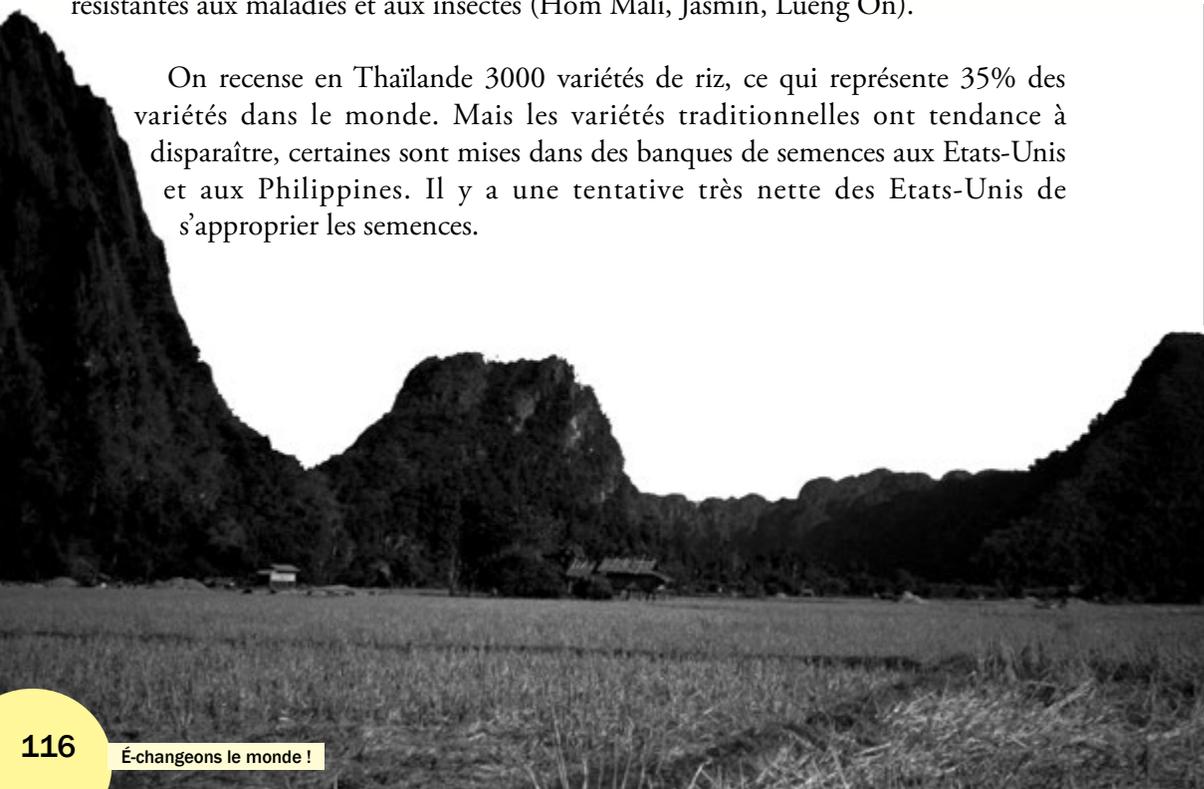
RIZ

La population de la région de Surin (Nord-Est de la Thaïlande, près de la frontière avec le Laos et le Cambodge), est constituée presque exclusivement de petits paysans cultivant le riz. En réaction contre l'appauvrissement et l'exode rural, dus aux déboisements massifs et aux méthodes de culture sophistiquées et coûteuses introduites par la Révolution Verte dans les années 70, des coopératives se sont créées, soutenues par des Organisations Non Gouvernementales thaïlandaises et OS3 (la centrale d'achats suisse, équivalente de Solidar'Monde). Cette collaboration permet de contourner l'oligopole des négociants de riz en Thaïlande et même d'exporter.

Les ONG travaillent au développement de l'agriculture biologique, l'idée étant de revaloriser les méthodes traditionnelles de culture, en utilisant des variétés locales, résistantes aux maladies et aux insectes (Hom Mali, Jasmin, Lüeng On).

On recense en Thaïlande 3000 variétés de riz, ce qui représente 35% des variétés dans le monde. Mais les variétés traditionnelles ont tendance à disparaître, certaines sont mises dans des banques de semences aux Etats-Unis et aux Philippines. Il y a une tentative très nette des Etats-Unis de s'approprier les semences.

“Sur certaines variétés que l'on veut récupérer, il faut payer, c'est le problème des brevets”. Certes, il est plus facile d'obtenir un brevet sur un hybride que sur une variété locale, mais des espèces locales ont déjà été brevetées. C'est le cas d'une herbe thaïlandaise, le Lao Noï, connue des Thaïs pour agir contre les maux d'estomac, brevetée par les Japonais en 1975. De même que la courge amère utilisée aujourd'hui dans le traitement contre le sida.



VIRLANIE

BIJOUX, MOBILES...

VirLANIE est une fondation philippine qui s'occupe de la population des bidonvilles (70% de la population de Manille) et des enfants des rues.

Dans les bidonvilles, VirLANIE encourage la production d'artisanat. Un Programme des familles a été constitué. Son responsable se charge de la formation et aide à l'achat de matières premières. Des machines à coudre ont été installées pour permettre aux artisans de réaliser des poupées et des produits pédagogiques destinés aux orthophonistes. Ils réalisent aussi des colliers et des mobiles. Dès qu'il y a assez d'argent, ils ont tendance à s'arrêter de produire.

La fondation propose des prêts à faible taux afin de favoriser la création de petites entreprises, sur le modèle de la Grameen Bank (Bangladesh).

VirLANIE est la plus grosse organisation philippine qui s'occupe des enfants des rues : prostitués, handicapés mentaux, victimes d'abus sexuels, prisonniers...

★ Les Maisons d'accueil sont vouées à reconstruire la cellule familiale. Chaque maison peut accueillir une vingtaine d'enfants. Elle est gérée par cinq adultes qui ont un rôle de parent et de grand-parent. Il existe 12 maisons à Manille et une au sud de Luzon qui s'occupe plus particulièrement de réinsertion. VirLANIE travaille avec une fondation suédoise qui prend en charge les enfants très difficiles.

★ Dans la Maison de l'Art et de la Création, les enfants ont la possibilité de s'exercer à différentes activités de création. Parallèlement, VirLANIE essaie de scolariser tous les enfants, de leur fournir des formations professionnelles (boulangerie, menuiserie, coiffure...) et même d'en envoyer à l'université.

★ La Maison des Droits de l'Enfant se focalise sur les enfants en prison. Aux Philippines, un enfant peut être emprisonné dès l'âge de 9 ans et il n'existe pas de tribunal pour mineurs. Grâce à la collaboration de cabinets d'avocats, VirLANIE sort de prison des enfants de 9, 10, 11 ans.

VirLANIE regroupe 85 salariés philippins, des travailleurs sociaux. Une vingtaine de bénévoles, originaires d'Europe, du Japon, de Nouvelle Zélande, viennent renforcer l'action de l'organisation. Une équipe médicale et 2 psychologues sont également présents. VirLANIE a un budget de 2,5 millions de francs par an, financé par plusieurs organisations : le gouvernement français, l'ambassade de Finlande, des associations, des sociétés, des fondations. La fondation a mis en place des parrainages d'enfants (50 enfants en 1997). En France, la fondation a pour relais l'association VirLANIE France Marie Elisabeth.



Artisans du Monde vient d'agréer un coopérative à Tahiti, démontrant que les besoins ne sont pas réservés aux "Tiers-Mondes". Peut être y aura-t-il un jour des échanges avec les Tziganes (fuyant éternellement les guerres d'Europe Centrale), les plus pauvres des Polonais, ou les paysans français ...



Photos de Thierry Mamberti



LA MÉMOIRE D'ARTISANS DU MONDE : HISTOIRES DE MILITANTS

L'association Artisans du Monde (AdM) ne serait pas ce qu'elle est devenue sans des centaines de militants-bénévoles, qui, avec leurs centaines d'idées, de bras, de lignes d'écriture, de soirées, ont donné un peu, beaucoup, passionnément, d'heures de leur vie pour que l'idée du commerce équitable voie le jour.

Cette histoire ne se serait pas faite non plus sans les permanents, salariés ou objecteurs de conscience, qui se sont succédés dans les boutiques ou à la fédération. Vous découvrirez, dans les pages qui suivent, comment certains jeunes, sortis de HEC Paris, ont préféré, en 1973, l'idée d'un commerce juste pour démarrer leur carrière, et partirent faire leur stage au Bangladesh, et qu'une partie de l'histoire d'AdM est extraite de leur mémoire de fin d'étude.



Le quotidien des groupes est oh ! combien plus pittoresque que les considérations d'ordre statutaire ou financier de l'association. Il est en effet ponctué de "petites histoires" qui nourrissent la vie de l'association, et montrent ce qu'elle est réellement, c'est-à-dire un groupe d'hommes et de femmes militant pour un même objectif. Les relations au sein de ces groupes tissent le travail militant journalier, qui permet aux membres de l'association de se rencontrer avec plaisir dans l'action commune.

Trop peu de livres évoquent ce travail de fourmis, sans lequel il n'y aurait pas de contre-pouvoir, de foyers de vigilance, de démocratie. Cette histoire du mouvement Artisans du Monde est celle de ces hommes et de ces femmes qui œuvrent pour un monde plus juste. Que ce livre permette de leur rendre hommage.

De l'apprentissage concret du commerce équitable par un bénévole d'AdM

On ne devrait jamais se marier si l'on veut passer ses soirées ou ses samedis après-midi en une autre compagnie que soi-même. Ou du moins, ne pas présenter sa femme à des amis d'Artisans du Monde. Pour avoir enfreint ces deux premiers commandements, je suis aujourd'hui le légitime époux de la présidente du groupe d'Orléans. Et comme l'enthousiasme de Sylvie est des plus communicatifs, j'ai fini par rejoindre il y a quelques mois AdM après les avoir longtemps plaisantés sur leur secte. Et même, par me proposer pour tenir de temps en temps leur magasin !

Le "bizutage", dès la rentrée scolaire, s'annonce bien. L'argumentaire (la solidarité, pas la charité, le commerce équitable, les droits et devoirs des coopératives de producteurs...) est révisé la veille au soir, les techniques de vente de mon père me reviennent en mémoire. Me voici maître des lieux du magasin, moi qui ne voulais pour rien au monde reprendre celui de ma famille. Je lis discrètement un journal caché derrière la caisse, dans l'attente de l'instant où une présence humaine viendra me tenir compagnie (et déstocker du même coup la boutique). L'instant de ranger (toujours aussi discrètement) les nouvelles du jour, le chaland se fait cependant longtemps désirer. J'ai dû choisir un mauvais jour... Enfin la porte s'ouvre-t-elle dans un délicieux tintement de clochettes. Chère première cliente, sauras-tu jamais quel émoi tu provoques dans le cœur d'un novice !

La chère première cliente effectue son tour du propriétaire. Vu la taille de la boutique, elle me revient bientôt.

- Vous connaissez Artisans du Monde ?

Elle me répond que oui sur le ton de l'évidence : elle habite à Paris (j'en déduis qu'à Paris nos boutiques ont du prendre le relais de tous les Félix Potin). Ma-parisienne-qui-connaît-déjà-AdM vient s'approvisionner en tisane. Tout à mon émotion d'inscrire pour la première fois la somme mirifique de 19 F 50 sur le livre de compte, j'en oublie de lui vanter les vertus d'un breuvage beaucoup plus excitant : notre nouveau café Max Havelaar. Le reste de ma première après-midi de commerce équitable ressemble hélas, du point de vue des rencontres humaines, à la traversée d'un désert où aucun Bédouin n'aurait jamais osé s'aventurer. Je repense à ma première cliente comme à un mirage et relis mon livre de compte pour me persuader qu'elle a vraiment existé.

Quelle n'est pas ma surprise d'en avoir la confirmation deux jours plus tard en la découvrant sur la scène du Centre Dramatique National ! Pour tout dire, quasi-nue... Cependant je suis le seul homme de l'assemblée à ne pas avoir un regard pour cette nudité : j'agrippe le bras de ma présidente et lui hurle dans l'oreille : "Mais c'est ma cliente !". Pour être sincère, ça n'a pas l'air d'émouvoir Sylvie. Je reçois tout de même là ma première leçon, inattendue, dans ma nouvelle vie de bénévole d'AdM : la tenue du magasin peut à l'occasion combler mon snobisme.

Dans l'espoir de gonfler mon chiffre d'affaires (bien plus que dans celui de rencontrer une nouvelle célébrité), je renouvelle la semaine suivante l'expérience. L'après-midi commence sur le même rythme poussif. Quand je pense que la veille (jour de fermeture), les copains ont ouvert une heure le magasin pour le présenter à la Fédé et vendu pour plus de mille francs,

j'ai envie de crier à l'injustice. J'en plonge la tête dans un roman pour l'oublier.

Soudain, un brouhaha m'arrache à ma lecture. Comme par enchantement, cinq ou six clients sont tout à coup entrés dans le magasin et ils sont venus chacun de leur côté (rien d'étonnant à cela : il n'entre pas dans les moeurs d'AdM de graisser la patte des voyageurs pour faire s'arrêter les cars de tourisme dans notre minuscule rue à sens unique). Ces clients en surnombre sont devant moi, ils sont bien là. Je ne rêve pas, je n'ai pas frotté non plus une lampe magique pour faire apparaître des clients en guise de bon génie. D'ailleurs je ne suis pas à la fête ! Je ne sais déjà plus où donner de la tête. Il me faut à présent compulsiver le livre de référence avec l'habileté d'un Gérard Majax pour tomber en un tour de main sur la bonne page, offrir du papier-cadeau, me retrouver dans la tenue de compte des produits alimentaires (horreur! les chocolats n'ont pas tous le même taux de TVA !), présenter tout de même Artisans du Monde entre deux transactions... Et si je n'accélère pas la cadence, il va bientôt y avoir la queue jusque sur le trottoir

Une petite dame qui ne paie pas de mine, venue simplement acheter une tablette de chocolat, s'intéresse finalement au service à thé du Népal (TVA à 20,6 garantie). Elle m'embarque la théière et les tasses. Un émoi en chassant toujours un autre dans le cœur inconstant des humains, je la trouve encore plus formidable que ma première cliente.

A la faveur, enfin, d'un moment d'accalmie après cette tornade de clients (on ne pourrait pas les espacer autoritairement ?), je me dis qu'on est rudement utiles en tenant le magasin d'AdM, quand mon regard se porte vers l'étagère à présent vide et découvre l'objet qui, perdu dans cette immensité depuis quelques instants dépeuplée d'instruments de musique et d'objets décoratifs de toutes sortes, nargue ma trop prompte autosatisfaction : zut, j'ai oublié de lui proposer le sucrier assorti au service à thé du Népal, il ne coûtait pourtant que 18 francs !



Gilles Orselly
Ecrivain, et bénévole à AdM

Dessin Vincent Schneider (13 ans)

Ma première rencontre avec Artisans du Monde remonte à 19 ans, j'avais 19 ans...

Avant de connaître AdM, je faisais partie d'une association qui finançait des projets de développement, le décalage entre l'opulence du Nord et la pauvreté du Sud dont les habitants ne pouvaient accéder à la satisfaction de leurs besoins élémentaires me semblait contraire au plus élémentaire respect de l'homme. Puis ce fut la rencontre avec deux idées développées par AdM : 1° un salaire qui préserve la dignité et l'autonomie vaut mieux que l'aide humanitaire 2° la vente des objets présente un bon support de sensibilisation aux problèmes de développement, en effet des personnes viennent acheter des produits artisanaux alors que ces mêmes personnes ne se déplaceraient pas à une soirée d'information.

C'est ainsi que j'ai commencé à vendre des pulls en alpaga du Pérou et des boîtes en "pierre à savon" de l'Inde. Je profitais du temps passé à scotcher le papier cadeau et à friser du bolduc pour échanger sur la fixation du cours des matières premières à la bourse de Chicago ou de Londres. Très vite, il m'apparut que l'iniquité des règles commerciales et de l'organisation mondiale du marché était la principale raison du mal-développement, je sentais que se tenait là le nerf de la guerre (économique). Et en même temps, m'apparaissait la nécessité d'une formation aux principaux mécanismes du commerce international qui puisse aboutir à un débat citoyen.

Créer des lieux d'information et d'échange, par exemple autour d'un café dans les boutiques AdM ou sur les marchés, dans les écoles, les lycées, au sein de l'association locale ou au conseil d'administration de la fédération me sembla extraordinaire : jamais auparavant je n'avais eu l'occasion de rencontrer ainsi des gens d'horizons si différents (professionnel, culturel, âge ...). La confrontation des idées, l'élaboration progressive d'un projet de société dans lequel au cours des rencontres, des discussions et des conflits progressivement les intérêts des uns et des autres (par exemple l'écologie, la démocratie...) s'articulaient jusqu'à produire un ensemble cohérent jusqu'au prochain débat !

Alors funambule je fus, entre mes mondes familial, professionnel, associatif. Il fallut doser les temps. Souvent ce fut difficile, en équilibre précaire. Lorsque je devins présidente de la fédération Artisans du Monde je décidais de travailler à temps partiel (30H) pour consacrer le mercredi à mes enfants puisque le soir je passais beaucoup de temps à AdM. Il fallait trouver ma propre cohérence, ne pas faire défaut à l'essentiel. Il y eu (et il y a toujours) des moments de doute et de tension. J'essaye d'associer mes enfants à ce qui est à leur portée : tenir la boutique, présenter les nouveaux produits aux clients et en expliquer la provenance. Mais ils aiment aussi que je participe à l'association de parents d'élèves ou que je les emmène à la piscine. Il faut donc sans cesse choisir et expliquer ces choix. Pour moi c'est l'occasion de leur témoigner de ce qui fait sens dans ma vie, de mes valeurs.

Aujourd'hui je peux dire que la participation à l'association n'est pas un don de soi mais un don pour soi: j'ai l'occasion de participer à des projets qui me passionnent : organiser un colloque, monter un petit déjeuner solidaire, réfléchir à la création d'un label social ... J'ai appris énormément, j'ai réinvesti des compétences et une certaine culture générale au niveau professionnel. Des amitiés je ne dirai rien sinon que celles que l'on construit autour d'un projet (et des difficultés rencontrées) sont fort belles.

Anne OLIVIER - ancienne présidente de la Fédération AdM.

Parole (du dernier) objecteur de conscience

Vu de l'extérieur, on pourrait croire qu'Artisans du Monde n'est qu'une boutique de produits exotiques : chips au manioc, mangues séchées et bâtons de pluie...

Arrivé dans cette association pendant la période des fêtes de fin d'année, j'ai dû vite me former au métier de vendeur dans cette boutique devenue l'espace d'un mois une fourmilière. Passé cette agitation et les joies de l'inventaire général - bon moyen de faire connaissance avec les produits et les partenaires du Sud avec qui nous travaillons - je m'interrogeais sur ma mission au sein d'Artisans du Monde, association, je dois l'avouer, que je ne connaissais pas avant de venir y faire mon service (civil).

Si la permanence en boutique reste la meilleure voie pour intégrer et comprendre le fonctionnement d'AdM ("vendre et informer"), pour autant je n'ambitionnais pas de devenir vendeur de produits "exotiques", d'ailleurs ce n'était pas mon rôle. J'étais là pour "animer" : organiser des actions d'information et de sensibilisation, recruter et gérer les plannings des bénévoles, faire connaître Artisans du Monde et ses objectifs : un commerce équitable et solidaire.

Petit à petit, on se prend au jeu, on noue des contacts, on découvre des gens, des parcours, des histoires et surtout une envie commune de faire quelque chose de concret, d'agir directement, chacun à son échelle, sur le développement. Les bénévoles viennent ici par conviction et pour le plaisir. Plaisir de rencontrer des gens, d'échanger des expériences, d'apprendre... des amitiés se créent dans le travail quotidien d'une boutique, autour de moments conviviaux (soirées, sorties...). La seule chose que je regrette un peu, c'est le manque de communication certaines fois, d'informations en boutique, et surtout de "professionnalisme", mais peut être est-ce là aussi son charme, où tout est possible... Mon passage comme objecteur m'a plu, au point qu'après mon service (civil), je suis resté comme bénévole.

Gérald Godreuil



“Les défaillances de la mémoire collective conduisent souvent à exagérer l’originalité de notre présent” (1)

“L’une des tâches premières de l’histoire est de ne pas abandonner le passé à l’état de table rase de l’amnésie” (2)

LA MEMOIRE COLLECTIVE OUBLIEE :

LA NAISSANCE D’ARTISANS DU MONDE (3)

Origine et sources d’inspiration du mouvement

L’origine des “Magasins du Monde” encore appelés “Boutiques Tiers-Monde” ou “Artisans du Monde”, remonte aux années soixante. En 1968 a lieu la deuxième conférence de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement). Le journaliste DICK SCERPENZEEL lance le slogan des boutiques “TRADE NOT AID”: “du commerce, pas de l’aide”. Une association tiers-mondiste va, dans chaque pays européen, servir de cadre structurel au développement des “boutiques Tiers-Monde” (Nom originel donné aux premiers magasins).

Création et essaimage du mouvement dans les pays européens.(3)

En Grande-Bretagne, à l’initiative d’OXFAM, un important organisme privé d’aide au TM, l’activité d’importation d’artisanat commence vers 1964. Aux Pays-Bas, des groupements chrétiens et des associations pacifistes se mettent à vendre des produits du Tiers-Monde. Début 1969, il existe déjà une dizaine de “Boutiques Tiers-Monde”. En Suisse, plusieurs mouvements tiers-mondistes se réunissent pour agir ensemble. Une de leurs actions aboutit en 1973 aux premières ventes dans les Magasins du Monde. En Belgique, en 1971 apparaissent les Magasins Du Monde OXFAM. En Allemagne, plusieurs groupements créent en 1969 les premières “boutiques Tiers-Monde”.

L’histoire du mouvement en France

Première période, courte mais fondamentale : naissance d’AdM - L’abbé Pierre et l’UCOJUCO : en décembre 1970, la guerre civile éclate au Pakistan. Elle va déboucher sur la naissance du Bangladesh. Devant la misère de ce pays ravagé par la guerre et de nouvelles inondations catastrophiques, l’abbé Pierre, en novembre 1971, lance un “appel aux communes de France”, afin que chacune d’elles se jumelle avec une commune du Bangladesh. Répondant à cet appel, des dizaines de comités communaux se forment alors.



Mes amis,

Femmes et hommes de tout âge, qui avez choisi et persévéré dans le don d’une part très grande de votre temps et de votre compétence dans les associations ARTISANS DU MONDE, qui doivent se multiplier en s’adaptant à chacune des propositions aux mains nues de toute la terre, soyez de plus en plus conscients et soyez contagieux de cet éveil de ce que, en très peu d’années, l’humanité est contrainte d’être autre, puisque pour la première fois de son histoire, elle est devenue globale.

Plus jamais, ceux qui ont un pouvoir ne pourront plus dire “nous ne savons pas” ou “nous n’avons pas voulu cela”. Rien n’arrêtera le transfert des productions là où elles sont les plus rentables et rien ne cessera de rendre non solvables les affamés qui, tantôt sont empêchés de produire, tantôt n’ont rien à échanger

Les terrorismes de plus en plus faciles à réaliser, à bas prix, continueront-ils d’être l’unique armée possible pour les 3/4 de l’humanité ?

Vous qui êtes jeunes, voyez et faites voir que si, parallèlement aux inévitables industrialisations, l’on ne favorise pas des artisanats rentables pour le plus grand nombre d’hommes, plus aucune nation qui se dit riche ne pourra bientôt plus se dire à l’abri du malheur.

Les Etats-Unis comptent 35 millions de miséreux, des Los Angeles se multiplieront inévitablement. Et nous l’Europe, sur 320 millions, nous prévoyons 45 millions de gueux. Comment ne se multiplierait-il pas parmi eux des casseurs ?

Si ce n’était pas nous ? A coup sûr, ce seront vos enfants. Apprenez-leur donc à aller au devant des événements.

Courage !

Je vous embrasse en très vieux arrière-grand-père.

Affectueusement.

Message de l’abbé Pierre téléphoné le 13 mai 1993 de sa retraite d’Estville, à l’occasion du colloque sur le commerce équitable.

Le premier Juillet 1972, se tient l’Assemblée Générale constitutive des Comités de Jumelage Coopération (U.CO.JU.CO), qui regroupe alors une cinquantaine de comités. Ils sont présentés (3) comme porteur d’un espoir extraordinaire pour l’aide au Tiers-Monde. Leur but était de rompre avec l’idée d’assistance en créant des liens de communautés à communautés, des liens d’amitié et de solidarité.

Nous pouvons noter l’analogie qui existe entre le mouvement “Emmaüs”, dont le principe est que les gens vivent de leur propre travail (chiffonniers), et celui d’Artisans du Monde, dont le but est d’arriver à cette situation dans le Tiers-Monde. La participation de l’abbé Pierre à la création des boutiques d’Artisans Du Monde de Paris suit donc bien cette même logique qui consiste à mettre un terme à l’assistance envers les populations défavorisées.

Le moyen à mettre en œuvre préconisé à l'époque ⁽⁴⁾, en 1973-74, est la création de boutiques Tiers-Monde, ceci pour répondre à trois objectifs :

- ★aider à la reconstruction du Bangladesh en écoulant ses produits artisanaux, générateurs d'emplois et financer des projets de développement dans ce pays avec les bénéfices dégagés de cette vente.
- ★permettre l'amortissement des frais de fonctionnement de l'UCOJUCO (salaire du permanent).
- ★attirer, par cette vente, un public qui ne viendrait pas spontanément dans une association tiers-mondiste.

Paris et les premiers groupes en France

Pendant les six premiers mois d'activité d'UCOJUCO- AdM (Artisans Du Monde), quelques ventes sont effectuées de manière informelle, dans divers lieux, dont les locaux d'EMMAUS à Charenton. A ce moment, un permanent est embauché pour mettre en place une vente régulière, s'occuper de l'importation des produits et de leur écoulement auprès des comités UCOJUCO de province qui les vendent sur les marchés. Certains produits sont importés directement, d'autres par l'intermédiaire d'OXFAM Belgique avec la boutique de Lille (une des toutes premières aussi). Cela ne va pas sans quelques problèmes, de douanes en particulier.



A ces trois objectifs ci-dessus, deux s'ajoutèrent plus tard :

- ★sensibiliser les clients aux problèmes de développement, grâce à l'information
- ★créer une nouvelle forme de commerce favorisant le développement des pays pauvres. "Ainsi d'ici Juillet 1976, l'UCOJUCO pourrait se fixer comme objectif de disposer d'une vingtaine de boutiques TM sous la responsabilité des comités".⁽⁴⁾



Mémoire d'un mémoire

Tout a commencé par un rapport réalisé en 1973 à la suite d'une enquête auprès des comités de jumelage UCOJUCO (futur UCODEP), au retour d'un séjour de cinq semaines au Bangladesh.

Je me souviens des réflexions et démarches qui ont conduit à la création de la première boutique Artisans du Monde, rue Rochechouart à Paris. Nous étions allés voir les boutiques tiers-monde qui existaient déjà en Hollande. Michel Chauvin a permis, sur ses deniers personnels, la création de la boutique. Daniel Renaud a accepté d'être volontaire pour assurer la permanence et démarrer les premiers échanges avec le Bangladesh, puis l'Inde, etc.

Comme coopérant au Burkina Faso, de 73 à 75, j'ai eu beaucoup de joie à initier les premiers envois d'artisanat local à la boutique de Paris et, parallèlement, à susciter plusieurs jumelages entre des groupes locaux de France et du Burkina Faso.

Depuis, un long chemin a été parcouru ... par de nombreux autres volontaires !

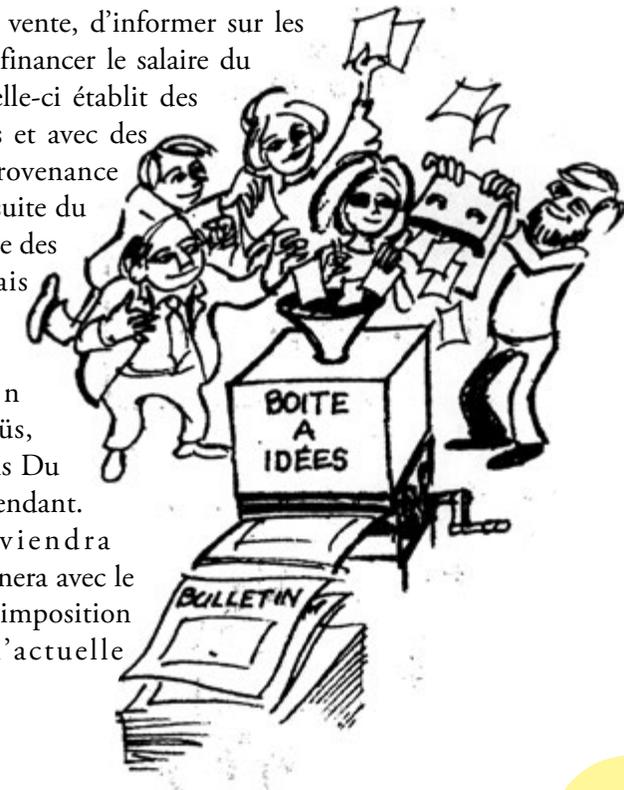
Hubert Grouès (4)



Création de la boutique

En 1974, UCOJUCO ouvre à Paris, au 20 de la rue Rochechouart, une des premières boutiques "ARTISANS DU MONDE", qui se trouve encore aujourd'hui à cette adresse. Son but, à l'époque, est d'attirer, par la vente d'artisanat, un certain public qui ne viendrait pas spontanément dans une association tiers mondistes. Il s'agit, par cette vente, d'informer sur les produits et leur provenance et de financer le salaire du permanent de la boutique AdM. Celle-ci établit des contacts avec d'autres associations et avec des individus afin de diversifier la provenance des produits. Elle fait venir par la suite du café de Tanzanie, par l'intermédiaire des homologues Belges et Hollandais d'AdM.

UCOJUCO prendra son indépendance vis-à-vis d'Emmaüs, puis en 1975, se séparera d'Artisans Du Monde", qui devient donc indépendant. En 1977, UCOJUCO deviendra UCODEP, lequel, en 1983, fusionnera avec le mouvement "1% Tiers-Monde" (imposition volontaire), pour devenir l'actuelle association "Peuples Solidaires".



Premiers contacts...

Mai 73 : dans 2 mois la fin des études. Aucune envie de postuler dans ces boîtes qui viennent draguer dans les couloirs d' H.E.C. Par contre, j'ai vu une affiche qui parlait de jobs dans le développement. En allant me renseigner, je rencontre Hubert (Grouès) que j'ai côtoyé, de loin, pendant ces 3 années. Il m'apprend qu'il fait partie d'une association, l'Union des Comités de Jumelage Coopération, (UCOJUCO) qui veut créer un réseau de boutiques de vente et information consacrées au Tiers Monde: ils cherchent quelqu'un pour s'en occuper. Une semaine plus tard, je suis avec lui chez l'abbé Pierre pour en parler, inutile de vous dire dans quel état d'intimidation je suis : un instant qu'on garde en tête pour la vie.

La couveuse "UCOJUCO"

Dès juillet, le démarrage s'effectue au sein d'UCOJUCO logée à la Communauté Emmaüs de Charenton. Les premières marchandises sont réceptionnées en provenance des comités de jumelage du Bangladesh et d'Inde grâce au permanent d'Ucojuco et aux responsables des comités.

Des expos-ventes sont organisées par les comités de jumelage, tant à Paris qu'en province. Très rapidement, le premier local permanent est ouvert à Chalons/Marne grâce à l'impulsion de Philippe Galinou, président d'Ucojuco.

Le groupe Paris, impulsé par Michel Chauvin, s'occupe de l'implantation à la fois parisienne et nationale, d'AdM. A l'automne 73, la SARL " Artisans du Monde" est constituée et le bail signé rue Rochechouart.

L'Ouverture

En Février 74 (un vendredi, le 24, non??), l'ouverture s'effectue rue Rochechouart. La préparation s'est évidemment déroulée dans l'urgence :

"... avec Michel, Antoinette, Jean François, Anne... on a encore passé l'après-midi à trimpler les briques pour les étagères. La 2CV n'en peut plus de toucher le cul par terre

★ 23 H : les étagères sont finies, on peut mettre en place tous les bouquins et objets, passer à l'étiquetage.

★ 2H : tout semble bon, ou à peu près "si on allait manger un sandwich à Pigalle"?

★ 3H : pas la peine de rentrer à cette heure là, autant dormir ici.

★ 9H30 : Jacqueline arrive et nous réveille. Cafés.

★ 10 H : On ouvre!"

Nous sommes 25 ans plus tard, et la boutique est toujours là!

Elle attire vite les militants des différentes associations tiers mondistes parisiennes (et des provinciaux de passage) mais aussi une clientèle de quartier pour laquelle le salon à thé devient un lieu de rendez-vous : des vocations de nouveaux bénévoles se déclarent vite pour la permanence et le noyau de départ (Jacqueline, Hélène, Antoinette ...) s'étoffe rapidement tout en continuant les expos-ventes par les associations de province. Parallèlement, l'organisation nationale de grossiste se développe : de nouveaux circuits de relations sont établis avec la Haute Volta, l'Inde,

le Mexique, également par la coopération avec les autres associations européennes (Oxfam GB, Hollande, Suisse). De nouvelles boutiques ouvrent : Lille, Dives, Revel, Lyon, Rouen tout en continuant les expos-vente par les associations de province.

Le débat

Quelques événements provoquent rapidement le débat sur l'orientation d'AdM : sit-in sur les Champs-Élysées, campagne anti-Outspan (oranges d'Afrique du Sud) et surtout Chili. Durant l'hiver 73, les Chiliens sont arrivés en masse pour fuir la répression et les exécutions, en laissant tous derrière eux parents et amis qui n'auront pas leur chance. Nombre d'entre eux fabriquent des produits artisanaux pour assurer leur subsistance en France ; la boutique leur assure un débouché.



Avec un comité de réfugiés, nous décidons d'aller plus loin et de leur laisser la boutique deux semaines pour une expo de leurs produits mais surtout de leurs messages sur l'horreur que vit leur pays, ce qui est évidemment l'occasion de dénoncer tous les soutiens et complicités dont bénéficie la junte militaire dans les pays occidentaux. Cette expo donnera lieu à un affrontement violent entre les "jeunes" tenant d'une approche politique du tiers-mondisme et les fondateurs "historiques" d'artisans issus d'Emmaüs et UCOJUCO, plus caritatifs ou en tout cas prudents sur les messages politiques.

L'expo ira jusqu'à son terme, Emmaüs se désengage officiellement d'Artisans du Monde. Cet événement cristallise le débat d'orientation d'AdM :

★ privilégier le soutien économique aux projets de développement par la vente des marchandises et le financement direct des projets

★ ou donner la primauté à l'information politique sur les problèmes du développement et notre responsabilité de pays riches...

Lors de mes visites (incognito) rue Rochechouart ou d'après les échos entendus aux 20 ans d'Artisans du Monde, il semblerait que le débat dure toujours... mais qu'il n'ait nullement nui au développement d'AdM. L'originalité, l'importance et le rôle d'AdM sont en effet sans doute là : concilier une action certes symbolique mais bien concrète et un travail de réflexion et prise de conscience permanent.

Bon vent à la quasi multinationale que vous êtes devenus !

Daniel Renaud - Né en 1950

Gérant d'Artisans du Monde de la création à juillet 1975.

Voyons, à la lumière des anciens journaux de l'association, comment l'idée du commerce équitable va évoluer :

“ (...) En voulant dégager du profit pour UCOJUCO, ne perpétue-t-on pas un système commercial classique ou est-ce que l'utilisation différente du profit modifie radicalement sa nature ? (...) Démarrant dans l'inconnu, nous nous sommes contentés d'adapter une forme de commerce traditionnel : il est en effet tentant de fonder une entreprise commerciale sur la bonne conscience comme politique marketing, l'importation directe, donc avantageuse comme moyen d'approvisionnement, et le bénévolat comme politique sociale et financière, meilleure garantie de rentabilité. Dans de telles conditions, et même si les profits dégagés sont utilisés plus ou moins directement pour des projets de développement, espérons-nous modifier le circuit classique producteur-intermédiaire-consommateur où premier et dernier sont toujours lésés ? ” (Bulletin n° 1, avril 1975).

“ Une boutique AdM doit-elle être l'émanation d'un comité de jumelage ou un moyen de lutte contre les circuits traditionnels de distribution et revaloriser ainsi les termes de l'échange “ ? Pour un comité, ouvrir une boutique peut être le moyen de faire passer son information sur l'action (...) et une source de financement de micro-réalisations. Mais avant tout, une boutique doit dénoncer toutes les injustices, son but principal étant l'information “ (Bulletin n°2, non daté)

Il en découle l'évolution fondamentale suivante :

on commence à considérer que la vente de produits artisanaux n'est pas faite pour financer des projets ou une association “ ici “ mais pour développer une autre forme de commerce, en payant le producteur à un juste prix, et en se servant du produit comme support d'information.

Essaimage

En même temps que celle de la boutique de Paris IX, on note la naissance en France d'autres “boutiques tiers-monde” hors du mouvement UCOJUCO, à l'initiative de groupements de personnes ou d'associations tiers-mondistes (Lille, Dieuze, Montargis...)

Contact avec l'Europe :

En Europe, le mouvement des Magasins du Monde se poursuit ou démarre dans d'autres pays. Des contacts s'établissent entre autres avec la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique... Le mouvement de commerce alternatif avec le tiers monde est, au sein de l'Europe, très particulier à chaque pays, mais avec une dimension idéologique commune à tous. C'est ce qui leur permet de se rencontrer, de travailler ensemble, et de donner au mouvement une dimension internationale. Si pour une coopérative ou pour un client, l'action d'Artisans du Monde peut paraître faible, la diversité géographique du mouvement permet d'élargir l'impact de l'action. Le regroupement

... “Nous vivions tant bien que mal, quand Catherine dénêche une annonce concernant un pas de porte. Ce nouveau local est une ancienne librairie d'extrême-droite, fermée pour cause de faillite (y-aurait-il une ébauche de justice en ce bas monde?). Nous décidons d'emménager. Les abeilles ouvrières, (Anne-Marie, Viviane, Sylvie...) font merveille pour peindre du sol au plafond. 7 couches ! (...) Anne-marie et Françoise s'occupent des panneaux explicatifs. Nos bricoleurs presque professionnels que sont Aldo, Raymond, Marc... démontent les étagères. Alors que Pierre, qui a du temps libre, déménage le téléphone sur son vélo, guette l'agent EDF ou s'occupe de fabriquer 40 jeux de clés à des prix défiant toute concurrence, l'artisan-serrurier appréciant notre action. Le 29 janvier nous ouvrons notre palace, c'est bien le mot, puisqu'il est doté du chauffage central ! (...)Après envoi de 150 invitations, nous inaugurons la boutique en présence du député, de l'adjoint au maire, et des journalistes. Nous buvons la Clairette (Drôme oblige), et du jus de pommes (biologique, bien sûr). Qui imagine le nombre d'heures de travail (et de plaisir) passées pour ouvrir ce lieu?(...). 9 ans après, forts de notre notoriété et de notre chiffre d'affaires, nous songeons à déménager... Sans doute, mettrons nous plus d'argent dans la peinture, histoire de ne passer qu'une couche...”

Pierre Charbonnel, AdM-Valence

de ces magasins en plusieurs fédérations nationales représente une force. La surprenante cohésion des groupes européens, qui se manifeste par leur conception identique du développement quant aux critères de choix des groupes de producteurs, leurs mêmes critiques politiques de l'économie mondiale, leur souci commun de démocratie et d'autogestion au sein de leurs associations, la volonté de chacune de former fortement leurs membres, est un atout majeur. On peut ainsi penser que le mouvement possède un grand avenir. Cette propension européenne à la simultanéité d'actions et d'idées nous permet d'espérer une action unie des magasins du monde et d'autres associations, propre à imposer son point de vue dans la jungle de “l'économie-monde”. Les militants tiers-mondistes déjà citoyens du monde par conviction, sont spontanément plus enclins que d'autres à se sentir citoyens d'Europe. Le plaisir avec lequel les militants discutent dans toutes les langues lors des réunions européennes, est l'exemple de cette dynamique.

Les rencontres européennes ont existé dès le début du mouvement.

Elles ont eu lieu aux dates et endroits suivants

- ★ la 1ère en août 1976 en Belgique
- ★ la 2ème en France (Paris) en juin 77
- ★ puis en mai 78, en Hollande (où ils ont fêté les 10 ans des M du M hollandais)
- ★ en Suisse en juin 80
- ★ en décembre 81, en Belgique
- ★ à Strasbourg, en France en mai 83
- ★ en RFA, à Cologne, en mai 87
- ★ à Namur en Belgique en 1989
- ★ en Suisse, à Neuchâtel, en octobre 92.
- ★ aux Pays-Bas, en 1994
- ★ en Autriche à Salsbourg en 1996
- ★ à Rome, en Italie, en 1998
- ★ la prochaine aura lieu en Suède en 99

EN BELGIQUE, COMMERCE ET POLITIQUE

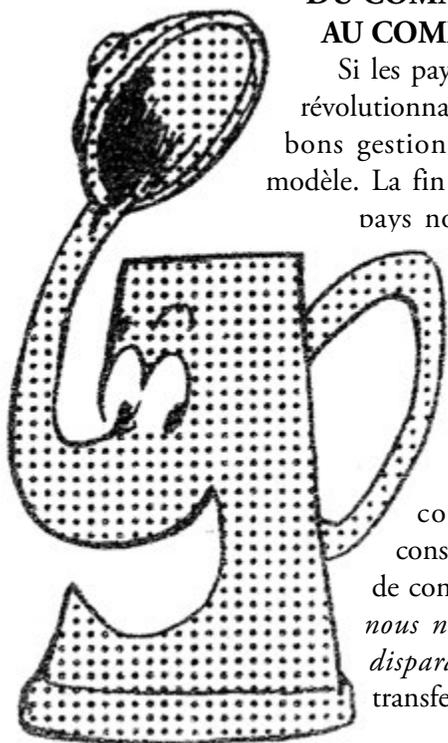
Les Belges sont un peu plus jeunes que nous (23 ans) mais de la même génération. Deux mouvements existent en Belgique qui travaillent en collaboration : l'un néerlandophone, l'autre francophone. Ce dernier est issu d'une ONG de développement : Oxfam solidarité. Son objectif était de soutenir les luttes de libération des pays du Sud. Par exemple, l'Algérie (la Belgique était un pays refuge), l'indépendance du Congo, ... Ces soutiens à la décolonisation renfermaient l'espoir de construction d'un socialisme international intégrant les pays non alignés. Les débuts commerciaux sont nés de cette volonté de soutenir ces luttes de libération. Si les Belges vendaient du café de Tanzanie, ce n'était pas spécialement pour aider les petits producteurs mais pour porter le projet socialiste du président Nyerere. De même pour le café du Nicaragua destiné à soutenir les sandinistes.

La lutte de libération des populations noires d'Afrique du Sud s'est traduite par des boycotts (oranges Outspan). Il n'était pas question de vendre des produits de ces pays !

DU COMMERCE SOLIDAIRE AU COMMERCE ÉQUITABLE

Si les pays non alignés se sont montrés être d'excellents révolutionnaires, il se sont également révélés être de moins bons gestionnaires. Le doute s'est alors introduit sur le modèle. La fin de la guerre froide a vu exploser le cadre des pays non alignés favorisant l'émergence du passage d'un commerce solidaire à un commerce équitable avec ses critères. Cette notion remonte à dix ans. Il reste cependant quelques traces du commerce solidaire au travers de la vente de vin algérien ou de miel du Chiapas.

Ils estiment qu'il faut redéfinir et élargir le concept de commerce équitable. Ils sont conscients qu'ils ne représentent qu'une petite niche de consommation. *"Si nous continuons dans cette voie, nous ne serons plus crédibles et nous serons voués à disparaître"*. Il faut dépasser la simple notion de transfert de ressources.



Les magasins doivent être le support d'une mobilisation politique. Ils ont été les catalyseurs des mouvements sur le désarmement. Au début des années 90, c'était la lutte contre le racisme, puis les campagnes " Libère tes fringues " et " De l'éthique sur l'étiquette Qu'est-ce qui a changé en trente ans ? Si les volumes de ventes restent symboliques, le commerce équitable et solidaire a de la valeur parce qu'il renforce les partenaires là-bas et nous ici dans les réseaux de changement de société. L'objectif n'est plus seulement que le partenaire obtienne plus mais qu'il soit plus fort.

FRANCE / BELGIQUE, UN CONTEXTE DIFFÉRENT

Il y a une grande différence de densité de boutiques entre la Belgique et la France. Les distances géographiques sont une des raisons.

La stratégie d'Oxfam repose sur une stratégie plus conviviale aussi bien avec la population, que les écoles, les médias ou les élus.

Oxfam agit aussi en tant que prestataire de services auprès de ses groupes. La collaboration Franco/Belge est active. Par exemple, l'accord passé avec la France (Solidar'Monde), l'Italie et la Belgique pour créer sur le plan européen une marque " Made in Dignity " en est une preuve concrète récente !

Jean-François Coffin
Fédération Artisans du Monde
extraits de propos recueillis auprès
des Magasins du Monde Oxfam
(Bruxelles)



dessin d'Yves Pasquier

Deuxième période, marquée par deux notions principales :

La création de centres de documentation

La création d'une fédération nationale



L'objectif principal, celui d'informer, qui n'a été, jusqu'alors que peu développé, détermine la première notion (1975-1978). Elle voit la création des centres de documentation.

“Tous les animateurs de boutique sont convaincus que le but

premier d'un magasin du monde est l'information. La vente d'artisanat (...) doit être le catalyseur. Il doit être le motif permettant d'exposer les problèmes du tiers-monde,” (bulletin n° 3). *“Ouverture du centre de documentation dans le sous-sol de la boutique par 6 associations tiers-mondistes”* (n° 7, janvier 77)

La deuxième notion est celle du regroupement des différentes associations en une fédération et ceci dès le début : *“Il nous faudra réaliser une coordination nationale, voire internationale des boutiques du monde.”* En avril 78 (bulletin n° 3), on parle même déjà de structure européenne. En octobre 1978 et en décembre (n° 6 et 7) on reparle de coordination nationale. Il faudra attendre 1981 pour que celle-ci aboutisse à la création de la Fédération AdM. Cette période sera celle de l'essor du mouvement, caractérisé par la multiplication des boutiques (81-86), et la poursuite des contacts avec l'Europe. Cette période correspond au travail du premier permanent de la Fédération.

★ C'est la Charte, votée à Mulhouse en 1981, qui va dorénavant servir de référence :

“AdM a pour but d'être un centre de sensibilisation et d'action en vue d'un changement des mentalités afin de promouvoir un autre développement mondial par les moyens indissociables suivant :

★ *marquer sa solidarité avec les plus déshérités par une action concrète, en particulier montrer une possibilité d'échapper à l'emprise des mécanismes habituels du commerce international.*

★ *vendre des produits en provenance du tiers-monde en favorisant un mode collectif d'organisation et en veillant à assurer une plus juste rétribution du travail des producteurs, leur permettant ainsi de se développer par eux-mêmes et de se libérer des structures d'oppression.*

★ *informer sur les produits, leur provenance, et plus généralement sur le désordre économique et social actuel...”*

Troisième période :

Création de FAM'IMPORT (nom actuel: Solidar'Monde)

C'est durant cette période que naîtra la SARL FAM IMPORT, (vous devinez pourquoi on changea le nom ultérieurement pour celui de Solidar'Monde ? Avouez que cela pouvait prêter à confusion ?) en 1984 exactement, pour importer, au départ, uniquement les produits alimentaires.

Atchoum!... A tes souhaits dit Hamadi à Frédéric avant d'éternuer à son tour ! Il faut dire que, pour un gérant bénévole, passer deux heures à coller des autocollants sur de petits sachets de poivre ou pire de piments, ça chatouille le nez. On est à l'automne 85, on vient de passer à la deuxième étape de la création de FAM-Import (la structure qui a précédé Solidar'Monde) et les premiers sachets d'épices sont arrivés de Podie au Sri Lanka et avant de les mettre en vente, il faut y coller une étiquette, réglementation française tatillonne oblige. Alors quand, de temps en temps, dans une caisse il y a un sachet qui a éclaté et que la poussière de poivre s'est répandue, non seulement on éternue mais on a du mal à coller les étiquettes... Il faut dire qu'auparavant, il a fallu monter les caisses au premier étage, seul endroit où il reste un peu de place pour travailler au 20, rue Rochecouart et qu'après il faudra redescendre les caisses au sous-sol, où il faudra remuer quelques piles de cartons pour ranger ces épices. Voilà ce qui a fait le quotidien de la naissance de notre centrale d'importation du mouvement Artisans du Monde dont l'accouchement, en décembre 84, se sera fait au forceps (quelques membres de certains groupes distributeurs de l'époque doivent encore m'en vouloir d'avoir développé une stratégie centralisatrice). Mais peut-être m'auront-ils pardonné aujourd'hui car je suis redevenu un provincial acharné... et que finalement pour mieux appuyer le développement d'Artisans du Monde en province, il fallait passer par une structure nationale forte.

La première étape aura été de “vendre” aux militants la centralisation de l'importation du café, non pas pour le faire au goût français (argument affiché mais douteux) mais pour lancer la dynamique de mise en place de la centrale (argument caché mais bien compris par ceux qui avaient une vision d'avenir), le tout avec la complicité de nos amis belges d'Oxfam-Wereldwinkels par l'intermédiaire de qui on importait auparavant. Donc une première étape avec le café, suivie d'une deuxième avec le reste de l'alimentaire de l'époque et la prévision d'une troisième avec l'artisanat, mais j'ai rendu le tablier avant et passé le témoin à Bernard qui, non seulement a su passer cette troisième étape, mais faire de Solidar'Monde le bel outil qu'il est aujourd'hui. A quand la quatrième étape ? Non pas pour à nouveau changer de gérant, mais pour continuer le développement économique du mouvement par l'importation de produits autres qu'artisanaux... C'est quoi une filière industrielle équitable au niveau mondial ? Cela peut-il à nouveau être un beau sujet de palabres dans le mouvement ?

Benoît Decq

**1er permanent de la Fédération AdM,
Gérant de la Centrale d'importation FAM IMPORT,
puis président de la fédération.**

Quatrième période :

Développement des boutiques, progression de la notoriété d'AdM

Cette période pourrait s'appeler celle de la maturité. Le mouvement Artisans Du Monde prend sa vitesse de croisière. La décennie 1988-1998 est marquée par les faits indissociables suivants:

★- **La communication** : En 1987, une commission "COM-COM" est créée au sein de la Fédération. Elle veut développer une vraie politique de communication externe, afin d'accroître la notoriété d'Artisans Du Monde. C'est ainsi qu'ont commencé les prises de contact avec les journaux, la création de tracts présentant nos actions, la multiplication des émissions de radio etc. Parallèlement il a fallu améliorer l'image des boutiques.

★- **La professionnalisation des boutiques** : Les vitrines, l'agencement du magasin, la formation à la vente, etc. On trouve dans les bulletins de 1989 ce souci d'"améliorer notre image". A Lille en 1992, on crée un "vrai" magasin "professionnel". En même temps, on assiste donc à l'accroissement du nombre de boutiques.

★- **La multiplication du nombre de points de vente** : Cet accroissement exponentiel qui se poursuit toujours a permis d'embaucher des salariés, dans la structure nationale, et dans certaines boutiques.

★- **De nouvelles embauches à la Fédération et à Solidar'Monde.**

★- **L'accroissement du nombre de produits référencés et donc du nombre de coopératives partenaires.**

★- **Naissance d'EFTA (European Fair trade Association) en 1988, coordination européenne des fédérations, puis de NEWS (Network of European World-Shops), coordination européenne des centrales d'importation.**

★- **Colloque sur le commerce équitable** : L'idée de ce colloque commence à germer en 1990 (date anniversaire des 10 ans de la Fédération). Il est finalement organisé en 1993, conjointement avec Alternatives Economiques, au Palais des Congrès, à Paris.



dessin d'Yves Leblanc

14 MAI 1993 : TOUT COMMENCE PAR UN COLLOQUE

Les problèmes économiques sont trop importants pour être laissés dans les mains des seuls économistes. Les experts se trompent souvent dans leurs prévisions et sont en désaccord sur l'explication des crises passées. Fort de ces constatations, Artisans du Monde a trouvé là un encouragement à initier le premier colloque⁽¹⁾ de l'histoire du mouvement sur le thème " Pour un commerce équitable Nord-Sud", le 14 mai 1993, à Paris.

Michel Chauvin, un des membres fondateurs d'Artisans du Monde, avait ouvert la voie en montrant par ses écrits⁽¹⁾ que les tiers-mondistes n'étaient pas une cohorte de naïfs aux idées simplistes... Nous avons donc décidé d'aborder la chose économique sans complexes : réunir pour la première fois en France des représentants de toute la filière du commerce Nord-Sud, ou plutôt Sud-Nord : producteurs du Sud, syndicats de producteurs, négociants, banques de crédit, organismes internationaux comme la CNUCED, des représentants du Gatt (aujourd'hui OMC), ...

Une des deux missions d'Artisans du Monde n'est-elle pas d'informer et tendre à établir des rapports d'équité dans le commerce entre producteurs et consommateurs ? Nous ne rentrerons pas dans les détails de l'organisation (recherche d'un lieu, de partenaires, de financements,...) ni de la diplomatie dont il a fallu user pour convaincre le bureau de la fédé, croulant déjà sous le travail et voyant le colloque comme le moyen d'apporter un coup fatal à son équilibre.

Le succès était au rendez-vous : plus de 220 personnes (il a fallu refuser du monde), une cinquantaine de retombées médiatiques (radios, télé, presse écrite). Que reste-t-il aujourd'hui ? L'idée d'une marque permettant de distinguer un produit issu du commerce équitable a été lancée avec Transfair. Aujourd'hui, la marque Max Havelaar est un exemple concret de la mise à disponibilité de produits équitables dans la grande distribution. Ce colloque a également permis de voir que les acteurs du commerce ne sont pas seulement des états, des offices centraux. Ce sont aussi des paysans, des artisans qui, sur le terrain, s'organisent. Ce sont aussi des consommateurs, des citoyens dans les pays du Nord qui peuvent exprimer leurs choix. Et qui, au lieu d'acheter simplement des produits, décident aussi d'acheter de l'équité.

François Malterre
Membre fondateur du groupe de Paris 15^e

(1) Le colloque coorganisé par Alternatives Economiques et Artisans du Monde au Palais des Congrès, à Paris, a été suivi par un comité de pilotage composé de Raymond Benhaïm, Philippe Frémeaux, François Lerin, Arturo Palma, François Malterre et Sylvie Stanesco. La coordination générale était assurée par Catherine Glo, Arturo Palma et Laure Vigouroux. - Les actes du colloque sont disponibles à la fédération AdM.

(2) " Méfions-nous des simplismes ", Michel Chauvin, éd. Syros

Pendant plus de deux ans, j'ai parcouru la France pour animer une expo qui a pour but d'informer et d'agir contre l'exploitation des enfants, l'esclavage, les répressions syndicales... J'ai pu rencontrer bon nombre de militants du mouvement Artisans du Monde et les échanges furent vraiment enrichissants. Mais ma motivation la plus grande fut sans conteste de voir tous ces jeunes découvrir et comprendre les dessous du look et les pratiques scandaleuses de leurs marques préférées. Je retranscris ici quelques impressions trouvées sur le livre d'or, laissées par ces collégiens et lycéens :

- ★ *C'est très bien de montrer aux autres les enfants du monde. Nous, on n'a pas à se plaindre.*
- ★ *L'expo est très intéressante et très cultivante pour ceux qui veulent s'habiller de grandes marques sur le dos des plus démunis.*
- ★ *J'ai trouvé cette expo super et croyez-moi, je n'aime pas trop aller à des expos. Félicitations !*
- ★ *Le savoir est une arme. Maintenant je sais... !*
- ★ *Big dedicaces à tous les jeunes du Tiers-Monde.*
 - ★ *Samedi dernier, j'ai acheté une paire de Nike, maintenant j'ai honte...*
 - ★ *Je trouve ça très bien, c'est en informant les consommateurs que nous sommes que nous pourrons devenir des consom-acteurs et remplacer " Je dépense donc je suis " par " je pense (et j'agis) donc je suis ".*
 - ★ *Travailleurs exploités + consommateurs trompés = beaucoup d'indignés.*
 - ★ *Faites travailler les plus âgés et laissez les enfants tranquilles.*
 - ★ *Ils nous laisseront jamais tranquilles ces adultes ! Que fait la police ?*
 - ★ *Je trouve cette exposition utile, sympa et bien présentée. Au début je pensais que ça allait être ennuyeux mais c'était bien. Continuez ...*

Jérôme Leclercq
salarié de la
Fédération
Artisans
du Monde

★ - Le développement des actions pour l'éducation au développement commence au début des années 90 dans les écoles, les lycées, les facultés. Création d'une mallette pédagogique sur le "cacao" en 90. Les "petits-déjeuners solidaires" démarrent en 93. Cette action qui allie l'information, l'action, et le plaisir de la dégustation est une idée originale qui va prendre un essor considérable, un "kit petit-déjeuners solidaires" a vu le jour en 1998 à l'usage d'un public scolaire toujours plus demandeur. L'expo-action qui a circulé dans toute la France en 1998 est une autre illustration de ce qu'il est possible de faire dans le domaine, presque vierge, de l'éducation au commerce équitable. L'embauche commune "d'éducateurs au développement" avec l'ASPAL (Association de Solidarité avec les peuples d'Amérique Latine) est actuellement en cours (1999).

★ - La gestion des ressources humaines et la formation des salariés et des employeurs sont à l'ordre du jour en 1997-98. En effet, il convient de mettre en adéquation nos soucis de critères sociaux demandés nos partenaires du Sud, avec la façon dont nous "manageons" nos salariés.

★ - La mise en place de campagne d'information et de pression (lobbying) : Campagne "drogue-développement" en 1990, puis celles sur le commerce équitable et la demande de mise en place d'un label social, entre 1993 et 1998 : "Libère-tes-fringues", "de l'éthique sur l'étiquette", "soyez sports". En 1992, on parle de "Transfair" et de "Max Havelaar", labels proposés pour étiqueter les produits issus du commerce équitable.



“DE L'ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE”

HISTOIRES DE CAMPAGNE

Quand nous avons lancé la campagne, nous n'imaginions pas l'importance qu'elle prendrait. L'objectif était de promouvoir le commerce équitable auprès d'un public plus large que celui militant qui fréquente nos boutiques. Lors du colloque organisé en 1993, et où tout a démarré, nous voulions proposer aux grandes surfaces une marque, Trans'Fair, qu'elles pourraient utiliser si elles garantissaient l'origine “éthique” du produit. Nous avons songé débiter par le café. Mais, comme en parallèle, se développait l'action de Max Havelaar en faveur de ce produit, nous avons voulu éviter les interférences. D'où le recentrage sur le textile.

Nous avons tout d'abord organisé des “Petits déjeuners solidaires” dans nos boutiques. Mais la faculté de mobilisation d'AdM étant limitée, il fallait élargir l'action à d'autres partenaires, rallier d'autres acteurs pas directement liés à la production (syndicats, mouvements de consommateurs, ...). En cinq ans, il est encourageant de voir l'évolution de l'impact de notre action. Par exemple, les associations de consommateurs ne jurant à l'origine que par le prix et la qualité, nous avaient éconduits. Aujourd'hui, elles font partie du “Collectif” qui regroupe plus de cinquante partenaires !

Notre action est crédible et prise en compte par les différents responsables politiques. L'Europe voit d'un bon œil notre campagne pour diverses raisons : le fait d'appartenir à un réseau européen (nous sommes partenaires de la campagne européenne “Clean Clothes Campaign”), proposer un engagement concret aux citoyens, au-delà d'une simple sensibilisation, de passer de l'intention à l'acte. Autre impact important : plus que de la bienveillance, le soutien et l'aide des Pouvoirs Publics. Par exemple, nous avons rencontré Marilyse Lebranchu, la Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation. Elle veut promouvoir cette idée au sein de l'Afnor et réunir un collectif impliquant les entreprises partantes et les organismes publics concernés. Martine Aubry a également apporté son soutien

MAINTENIR LA PRESSION

Si nous avons su l'impact et l'ampleur de notre action, nous aurions peut-être prévu d'autres moyens. A peine la campagne démarrée, il a fallu aussitôt répondre aux grandes entreprises comme Kookaï, La Redoute, C&A, Carrefour, Auchan ...

Pour la mise en place du label social et les modalités de son contrôle, deux missions d'expérimentation sont en cours avec Madagascar et le Bangladesh, en collaboration avec les entreprises et un cabinet d'audit. L'objectif est de savoir comment cela se passe réellement sur le terrain et de déterminer le niveau de réalisme dans les exigences. Exemple : comment recueillir l'opinion objective d'une ouvrière, sans qu'elle dissimule la réalité en fonction de différentes pressions (d'où

l'intérêt d'avoir des relais locaux qui connaissent le pays, les méthodes, les contraintes ...). En parallèle à ces réalisations concrètes sur le terrain, nous devons maintenir la pression auprès du grand public pour qu'il continue d'exiger !

DES CAMPAGNES DE SIGNATURES

Une des bases de l'action est l'interpellation des fabricants et distributeurs de vêtements sur l'origine éthique de leurs produits, au travers de campagnes de signatures. La première année, nous espérons 15 000 signatures. Nous en avons récolté 20 000 pour “Libère tes fringues”, 80 000 pour “L'éthique sur l'étiquette” et 140 000 pour “Jouez le jeu”.



L'impact médiatique a été très fort. Rien qu'au niveau presse écrite : 300 articles la première année, 600 la deuxième et 800 la troisième, sans parler de la presse audio et télévisuelle. A noter la synergie actions de la Fédé et de la forte mobilisation des groupes locaux et de l'augmentation de leur savoir-faire et du réseau qu'ils ont tissé. Le risque d'image négative auprès des consommateurs fait peur aux marques et aux distributeurs.

UN LABEL SOCIAL

Le collectif “De l'éthique sur l'étiquette” demande la création d'un “label social” attribué aux marques et aux distributeurs qui adoptent un code de conduite complet, reprenant l'ensemble des droits définis par l'OIT (Organisation internationale du travail), en particulier : ★ l'interdiction d'exploiter les enfants, ★ l'interdiction du travail forcé, de l'esclavage, ★ le respect de la liberté syndicale ★ le refus de la discrimination, à l'embauche comme dans les salaires, entre hommes et femmes, entre travailleurs de races, de convictions idéologiques et religieuses différentes, ★ des rémunérations décentes, ★ des conditions de travail (durée, sécurité, quotas de production, ...) qui respectent la dignité des ouvrières et des ouvriers.

UN ENGAGEMENT QUI DOIT ETRE RESPECTE

Il est demandé aux marques et aux distributeurs d'accepter le contrôle d'un organisme indépendant sur lequel ils ne puissent exercer aucune pression et qui vérifiera, avec la participation des associations et syndicats, qu'ils appliquent bien le code de conduite. Les entreprises qui accepteront ces engagements se verront attribuer un “label social” qui leur permettra de mettre “de l'éthique sur l'étiquette”.

Pascal Erard - animateur du collectif De l'éthique sur l'étiquette !

Pour répondre à l'interpellation d'un paysan Burkinabé

Lors de la soirée d'adieu au Burkina-Faso, après deux années de coopération, l'un des paysans avec qui j'avais travaillé m'a dit : *"Il faut que tu rentres chez toi pour faire changer les choses là-bas, sinon on aura beau lutter ici jour après jour, rien ne changera...."* C'est ce que j'ai fait en cherchant dès mon retour une association qui allie le soutien au développement et le changement dans notre société.

Après quelques mois de recherche, j'ai poussé pour la première fois la porte d'une boutique Artisans du Monde. J'y ai découvert une multitude de produits montrant la beauté des cultures du Sud, mais aussi un vendeur qui après m'avoir parlé des coopératives fabriquant ces objets, m'a expliqué comment le commerce équitable permettait aux producteurs de vivre dignement de leur travail. Il m'a aussi demandé si j'avais conscience de mon pouvoir de consommateur. En effet, dans un marché basé sur la loi de l'offre et de la demande, le consommateur représente la demande. Comment utilise-t-il ce pouvoir ? Demande-t-il à ce que les produits qu'il achète soient produits dans de bonnes conditions, que le prix auquel ils sont achetés permette aux producteurs de vivre ? Pour le moment, pas vraiment. Mais s'il le faisait, le commerce international devrait répondre à cette demande... et les choses changeraient.

Cela m'a plu, je suis resté et je n'ai pas regretté. J'ai cherché à approfondir les idées que j'avais découvertes le premier jour et qui m'avaient séduit. Je me suis rendu compte qu'elles pouvaient intéresser beaucoup de personnes, des clients entrant par hasard dans la boutique aux journalistes, en passant par des universitaires, des étudiants d'école de commerce... mais aussi qu'elles étaient difficiles à transmettre, tant elles étaient en décalage avec les représentations habituelles de ces personnes : avec un journaliste, je commence mes explications par : *"nous n'envoyons jamais d'argent dans les pays du sud"*. Mon interlocuteur réagit généralement montrant son incompréhension... et il écoute plus attentivement la suite des explications : *"le commerce équitable, en payant un juste prix, permet aux producteurs de vivre dignement de leur travail et de financer eux-mêmes leurs projets de développement"*.

Pour le futur, je fais le rêve d'un monde enfin équitable... Pour l'heure, je continue à promouvoir le Commerce Equitable. J'ai l'impression de contribuer à faire bouger les choses ici, et de continuer ainsi à coopérer avec les paysans de Ouahigouya.

François Vergès
actuel président de la Fédération AdM



Les pieds sur terre pour un plan d'ensemble :

"Perçu au mieux comme une sympathique utopie de militants tiers-mondistes, au pis comme une vaine agitation de baba cools attardés" : cette citation pourrait sortir tout droit de l'un des nombreux rapports de la commission communication au président de la fédération Artisans du Monde, dans les années 80. Il faut dire que la tâche était rude. Derrière le vernis brillant de nos HEC et autres fils de pub de la commission parisienne, le conseil d'administration a rapidement mesuré tout l'intérêt qu'il y avait à dépoussiérer nos 35 boutiques de l'époque. Faute de moyens, et peut-être pour prendre le temps de convaincre tout le monde, il fallait y aller progressivement. Le slogan fédérateur était "vendre et informer" : deux objectifs contradictoires mais souvent complémentaires. En effet, comment montrer qu'un autre équilibre commercial est possible sans développer un minimum de chiffre d'affaires ? Comment vendre plus et sensibiliser plus si les boutiques n'attirent que des convaincus ?

Des militants de la première heure, à peine revenus du café de Tanzanie et du Nicaragua, aux "mamies de l'après-midi" (aimable surnom donné aux bénévoles très utiles pour tenir la boutique), les résistances étaient fortes et variées.. Mais il y avait notre côté concret. Pour l'un, c'est tout simplement la date de péremption qui nous pousse à vendre un paquet de café avant la semaine prochaine, pour l'autre, c'est ce partenaire des Philippines nous expliquant qu'il attend autre chose qu'une simple transposition nord-sud de nos fantasmes politico-philosophiques. Mais pour tous, c'est une indispensable évolution en gardant les pieds sur terre.

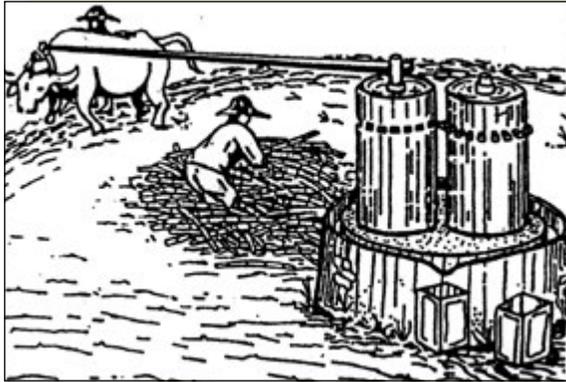
En fait, la citation assassine du début n'émane pas de nos débats internes anciens. Elle est tirée d'un numéro du Canard Enchaîné de fin 1998, qui constate, avec son humour habituel de second degré que "L'idée s'inscrit dans un plan d'ensemble qui n'a rien d'utopique". On parle aujourd'hui de produits équitables dans les supermarchés, de campagne de "l'éthique sur l'étiquette", de projet d'un label social, les boutiques se sont multipliées, la société que nous avons créée pour l'importation a pu diversifier ses actionnaires et multiplier par 7 son chiffre d'affaires en 10 ans... Et pourtant, l'équilibre entre les actions plus commerciales et les campagnes de sensibilisation reste à maintenir à chaque instant. En effet, doit-on se contenter de maximiser notre propre chiffre d'affaires de ventes de produits fabriqués par quelques-uns de nos partenaires ? Ou, à l'opposé, devons-nous limiter notre rôle à celui d'un contrôleur du respect d'un label social par les distributeurs (que nous ne tarderons pas à convaincre), sans maintenir et développer des relations plus approfondies avec des partenaires du tiers monde, en particulier pour des projets de dimensions modestes ou novateurs ?

Jean-Luc DURET
Membre du conseil de surveillance de SolidarMonde
Président de la Fédération AdM de 1988 à 1992

Artisans du Monde doit transmettre son savoir-faire

Mon tempérament me porte à toujours me tourner vers le futur. J'ai tout de même vécu une expérience passionnante pendant 7 années : l'explosion d'AdM. Tout était en pleine croissance : le nombre des groupes, le chiffre d'affaires, la notoriété. Quand je suis parti, tout était bénéfique, sans difficulté majeure. C'était cependant une période clef où il fallait décider d'une direction : soit l'association AdM allait continuer à développer ce qu'elle avait entrepris, en sachant qu'un jour elle atteindrait forcément un plafond, soit il fallait décider d'une autre direction.

Maintenant que j'ai sorti la tête du guidon, j'ai pu approfondir ma réflexion. AdM doit sortir de sa coquille originelle et élaborer un projet d'essaimage, mais pas un essaimage comme on l'entend, à savoir développer de nouveaux groupes AdM. Il s'agit d'un essaimage d'initiatives à partir du concept de commerce équitable. Il faut profiter d'une conjoncture favorable où les gens sont très réceptifs à la notion de solidarité, d'équité et qu'une partie de la population est prête à s'investir dans des projets qui vont dans ce sens. Il faut développer l'idée d'être responsable en tant que consommateur. On est en train de crever des rapports uniquement matériels qui s'instaurent entre les gens. Le commerce équitable, c'est non seulement un échange de biens mais aussi des relations humaines.



AdM a un extraordinaire savoir-faire dans la gestion des idées, la réalisation d'opérations concrètes, le rapprochement de personnes très différentes qu'elle a acquis dans les relations nord-sud. Il est un spécialiste du commerce plus juste, plus harmonieux, plus solidaire. Certains critères définis dans ces relations peuvent très bien s'appliquer aux relations nord-nord. Il faut donc faire partager ces concepts à d'autres secteurs de l'activité économique ici. Il n'est pas question qu'AdM abandonne les missions et objectifs de base qui ont façonné son identité, mais qu'elle trouve une manière de transférer son savoir-faire à d'autres acteurs qui puissent prendre le relais dans d'autres secteurs. Nous sommes capables de développer un concept de relations avec nos partenaires du sud, pourquoi il n'en serait pas de même chez nous. Il y a suffisamment d'exemples de déséquilibres ici : petits paysans et firmes agroalimentaires, petits commerçants de proximité et grandes surfaces ...

Au départ, les initiateurs d'AdM ne se sont pas posé la question de savoir si ça pouvait marcher. Il n'y avait qu'une seule évidence : il fallait faire quelque chose. Il faut transmettre cette flamme de l'utopie à d'autres. Et AdM en ressortira grandie en notoriété, ce qui ne pourra que renforcer ses missions de base.

Arturo Palma-Torres
Animateur du secrétariat national de 1989 à 1996

ARTISANS DU MONDE A 25 ANS, MOI AUSSI !

Le fait que je sois un jeune président, dans la première boutique ouverte en France est un signe évident de démocratie, d'ouverture et de l'extraordinaire vie du mouvement... Notre groupe est très sympa, en fait on se bat plutôt pour ne pas être président, les responsabilités font peur apparemment, mais c'est extrêmement enrichissant sur le plan personnel, culturel et relationnel, de plus le soutien des autres bénévoles permet d'atténuer le poids des différentes responsabilités.

Comme beaucoup, je suis arrivé ici par des amis... débuts à la caisse... participation à différentes manifestations (éthique sur l'étiquette...). Je me suis présenté au CA en 93 pour atterrir au Bureau en 96 en tant que trésorier et depuis septembre 98 je suis président.

Des fois, cela peut sembler dur d'être bénévole, il faut être expert en problèmes informatiques, en compta, en communication, en animation, en gestion des ressources humaines, en nettoyage, en préparation de café, en patience, en ... bref, un super-militant !!! Heureusement, ce que personne ne peut réaliser seul, à plusieurs on peut essayer de le faire, c'est bien connu : l'union fait la force !



Stéphane Roche - président de Paris9

Artisans du Monde, une école de démocratie

... Quinze ans après mon entrée à Artisans du Monde, je réalise combien j'ai eu la chance d'entrer à l'"école d'AdM", où l'on apprend la géographie, l'économie, où l'on découvre des traditions culinaires, agricoles, artisanales aussi diverses qu'enrichissantes, une école où l'on apprend les difficultés et les exigences de la démocratie, tant dans le groupe local d'AdM qu'au bureau national de la fédération, où l'on comprend la nécessité de s'informer objectivement, une école de la tolérance grâce à la découverte, là-bas, de nombreuses communautés partenaires d'AdM et au travail, ici, avec des associations diverses... Bref, une école où l'on acquiert une conscience politique globale...

Michelle Folshweiller
Présidente puis salariée d'AdM Besançon

Une boutique pas comme les autres

1974 : Peu de temps avant de déménager de Paris à Lyon, je passe devant une "boutique pas comme les autres", rue Rochechouart. J'entre, je m'intéresse. C'est dommage, je quitte Paris. Je m'enquiers d'éventuels correspondants dans la région lyonnaise... Oui ! il y a un groupe à Champagne-au-Mont-d'Or qui a un projet de boutique et on me donne le numéro de téléphone. Me voilà embarquée dans l'histoire d'Artisans du Monde.

Le groupe investit d'abord l'arrière-boutique d'un magasin de cadeaux tenue par une sympathisante, puis un local non loin, dans le vieux quartier Saint-Jean, rue de la Bombarde à Lyon. La boutique s'agrandit et se met à regrouper des commandes pour d'autres groupes de la région, en liaison avec Paris IX. Et même on embauche une salariée.

En 1981, la Fédération est créée. Et me voilà bombardée première présidente de la Fédération Artisans du Monde, ce qui me vaut l'honneur de devoir me livrer à quelques réflexions sur l'évolution en 25ans : j'ai souvent l'impression d'assister aux mêmes débats à plusieurs années d'intervalle : Faut-il œuvrer pour que se vendent dans les grandes surfaces des "produits fabriqués dans des conditions socio-politiques ou économiquement justes" ? (débat sur la distribution de masse - sept 82), Faut-il professionnaliser les circuits pour accroître la qualité et la quantité des produits vendus (1984) ? ... Le chemin parcouru est immense, le bilan largement positif, et ce qui apparaissait comme une utopie est devenu réalité.

Marie de Chambost, 1ère présidente de la Fédération AdM

photo de Coralie Hermeloup



CONCLUSION

Le mouvement Artisans du Monde passe le cap de l'an 2000, fort d'une grande notoriété, fondée sur les solides racines d'une certaine idée de la démocratie tant au Nord qu'au Sud.

Dans ce contexte de mondialisation, qui évolue à une vitesse spectaculaire, les militants des débuts d'Artisans du Monde, il y a 25 ans en France, sont heureux que leurs idées, et leur temps bénévole, aient fait évoluer l'idée du commerce équitable. Ils feuilletent avec plaisir les articles parus, entre autre, dans "Le Monde", "Alternatives Economiques", "Le Monde diplomatique", "60 Millions de consommateurs". Ces lectures les confortent dans le fait qu'ils avaient raison, ces utopistes, de croire que c'est par la prise de conscience, ici, de la portée politique et internationale de nos actes de la vie quotidienne, que la terre pourra peut-être un jour sortir du mal-développement dans lequel elle est engagée. AdM touche le client dans un acte fréquent de consommation : acheter, maillon de la chaîne qui nous relie aux pays du tiers-monde. Loin des longs discours sur le développement qui laissent frustrés la plupart de ceux qui les entendent face à l'éternelle question "que faire?", il est montré ici une façon de faire différemment : acheter des produits "justes" en provenance du tiers-monde, de manière solidaire et consciente ; l'acte d'achat permettant à la fois d'ouvrir une brèche dans les relations commerciales injustes que nous établissons avec le tiers-monde, et de réfléchir sur le désordre économique et social actuel.

Vendre et informer, le débat historique est toujours d'actualité. Au delà du support que l'un peut apporter à l'autre et vice-versa, au delà de la complémentarité évidente des deux moyens, c'est dans le couple vente-information, pratique-théorie, action-réflexion, que se trouvent l'originalité, l'impact et l'avenir d'AdM. C'est dans cette paire que se trouve l'essence de la conscientisation, définie ainsi par Paolo Freire⁽⁶⁾: "La révolution ne peut se réaliser dans le verbalisme, ni dans l'activisme, mais dans la praxis, c'est à dire dans la réflexion et l'action portant sur les structures à transformer (...) La conviction de la nécessité de la lutte (...) ne leur a été inculquée par personne, ils l'ont acquise par un mouvement global de réflexion et d'action, (...) il faut à tout prix éviter de tomber soit dans l'action pour l'action, soit dans un dilettantisme de paroles vides, jeu intellectuel, qui n'étant pas réflexion véritable, ne conduit pas à l'action. Les deux pôles, action et réflexion, doivent former un ensemble dont il ne faut pas séparer les éléments"

Hélène Le Gardeur
Bénévole à AdM depuis presque 25 ans,
ex-présidente d'AdM-Valence,
ex-membre du bureau de la fédération...

Notes :

(1) J.N.Jeanneney, introduction de la série “concordances de temps” parue quotidiennement dans le journal Le Monde en Juillet 1987

(2) C. LIAUZU, “Aux origines du Tiers-Mondisme” page 8, l’Harmattan 1982.

(3) LE GARDEUR (Hélène),-Artisans du Monde, de la mémoire à l’auto-évaluation, Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques Sociales, 1988, Université Lyon 2.

Vous trouverez dans ce mémoire l’intégralité de l’histoire d’AdM en France et en Europe, dont ce résumé est issu, ainsi qu’une photographie du mouvement et une analyse de son fonctionnement.

(4) DAUVILLON (Jean-Yves),- La sensibilisation de l’opinion publique française aux réalités du Tiers-Monde: l’expérience des groupes locaux Tiers-Monde, Thèse 1974, Ecole des Hautes Etudes de Paris.

GROUES (Hubert), -Le marketing des biens sociaux appliqué à une nouvelle forme de coopération entre les peuples : Définition d’une stratégie et élaboration d’un programme d’action pour UCOJUCO, 1973, 86 pages, Paris, mémoire HEC. Retracer la naissance d’UCOJUCO et d’AdM.

MEYNARD (B), - Un combat pour le développement : Les jumelages-Coopérations, Mémoire DES de droit public, 1975, 161 pages, Université de Limoges (Droit et Sciences éco). Retracer la naissance d’UCOJUCO.

(5) 1% Tiers-Monde, Artisans Du Monde, Union des Comités pour le Développement des Peuples, Les amis d’un petit coin de l’Inde et du Monde, Terre des Hommes, Secrétariat des Groupes locaux Tiers-Monde.

(6) Pédagogie des opprimés, suivi de conscientisation - Paris Maspéro 1980.

PLATE-FORME POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE

Extraits du texte élaboré par des organisations qui importent ou commercialisent des produits venant des pays du Sud et qui proposent une définition commune du commerce équitable.

Un constat

L’organisation actuelle du commerce se fait souvent à l’insu du producteur, au détriment du producteur et du consommateur. Le commerce est souvent devenu un enjeu du pouvoir et il est responsable de la dégradation des termes de l’échange. Face à ce constat, l’objectif est de permettre aux producteurs et aux consommateurs de vivre leur dignité et leur autonomie en retrouvant la maîtrise et le sens de leurs actes.

Nos engagements impératifs

- Travailler d’abord avec les producteurs parmi les plus défavorisés.
- Refuser systématiquement une quelconque forme d’esclavage ou de travail forcé, y compris l’exploitation des enfants.
- Contractualiser entre les partenaires des garanties portant sur le prix du produit qui permet une juste rémunération des acteurs économiques, la qualité des produits, le versement d’un acompte si nécessaire et le délai de livraison
- Privilégier des relations commerciales durables
- Assurer la transparence dans le fonctionnement des différents partenaires.
- Accepter le contrôle sur le respect de ces principes, à chaque étape du processus.

Les critères de progrès

- Une organisation participative respectueuse de la liberté d’expression.
- Le respect de chacun, sans discrimination.
- L’élimination progressive du travail des enfants
- La valorisation des potentiels locaux (matières premières, savoir-faire).
- Une utilisation raisonnée des matières premières et des sources d’énergie.
- Le circuit producteurs / consommateurs le plus court possible.
- L’encouragement des producteurs à l’autonomie.
- Un engagement des acteurs envers leur environnement socio-économique (critères de réinvestissement des bénéfices).
- Une information qui permette au consommateur d’effectuer un achat fondé et responsable et à l’acte d’achat de relier le producteur au consommateur.

Les signataires de la plate-forme : Andines, Artisanat Sel, Artisans du Soleil, Artisan, L’Aspal, Artisans du Monde, Solidar’Monde, le CCFD, le label “Max Havelaar”.

Pour vous procurer l’annuaire de la Plate-forme du commerce équitable :
ASPAL - 68 bis, rue de la Boëme, 16440 Mouthiers-sur-Boëme -tél. 05.45.67.88.47

Parmi les auteurs, photographes et dessinateurs qui ont contribué à réaliser ce livre, certains noms vous sont sans doute familiers, d'autres moins. Dans cette page vous trouverez quelques indications pour retrouver ces auteurs au travers de leurs autres publications. Mais il y a aussi parmi eux quelques dessinateurs et photographes encore inconnus : si leur sensibilité vous intéresse, n'hésitez pas à nous appeler pour rentrer en contact avec eux.

Albert Facelly est grand reporter, il travaille pour l'agence Sipa Press. On peut le retrouver régulièrement à la une de grands journaux...

Sebastião Salgado est également photographe, il a notamment publié "la main de l'Homme" sur le monde du travail et "Terra" sur les communautés paysannes, aux éditions de la Martinière. Il prépare un ouvrage sur les populations déplacées.

Abbas travaille chez Magnum Photos, Il a consacré une partie de son travail à l'Iran, son pays natal, une autre aux religions du monde (Islam, Chrétientés...)

Franck Charton est photographe à "Grands Reportages", il a aussi travaillé avec l'UNICEF. Une de ses photos illustre la couverture.

Marie Dorigny a effectué un reportage sur les thèmes de l'exploitation du travail des enfants dans le monde, aux travailleurs clandestins. Elle a déjà été récompensée par de nombreux prix.

Jean-Philippe Peyraud est un dessinateur de talent, encore trop souvent méconnu qui est publié (entre autres) à la comédie illustrée.

Lewis Trondheim est un des jeunes dessinateurs qui rencontre le plus de succès. La liste de ses albums serait trop longue, nous nous contenterons donc de signaler qu'il est un des co-fondateurs de l'Association, jeune maison d'édition, que l'on trouve ses derniers albums dans toutes les librairies et sur internet : www.lewistrondheim.com

De Richard Werly, nous ne pouvons que vous conseiller de lire "Dans les soutes du miracle asiatique" - janvier 99 - 120 francs - éditions Stock et de relire "Iqbal, l'enfant esclave" aux éditions Fayard (1995)

Deko fait parti de ces illustreurs à découvrir, encourager et diffuser.

Plantu ? Faut-il vous présenter celui qui illustre quotidiennement le Monde ?

Denis Clerc est agrégé d'économie et de gestion, de sciences sociales et directeur du mensuel Alternatives Economiques. Il vient de publier "déchiffrer l'économie" aux éditions Alternatives Economiques / Syros.

Vous pouvez retrouver les dessins d'Etienne Lécroart à l'Association (voir plus haut), dans Politis, et sur un certain nombre de documents d'ONG ...

Rokhshad Nourdeh est une plasticienne de talent, à découvrir évidemment

Pour retrouver d'innombrables photos de François Szlapka, nous vous conseillons son site internet : www.multimania.com/sanfoi/

Norac est également voyageur et photographe (lorsqu'il ne fait pas son travail de maquettiste) - peut-être un jour sur internet ...

Walter Barrientos est peintre, Chilien, et vous entraîne avec lui dans ses voyages.

Susan George est bien connue de tous les militants tant elle s'implique, on la retrouve dans les questions liées à la dette, à l'OMC (ex GATT), à l'AMI, ...

Nicolas Archieri fait partie des jeunes talents à découvrir d'urgence.

Serge Latouche est professeur à l'Université Paris XI, il vient de publier "L'autre Afrique" dans la bibliothèque Albin Michel-Economie.

Derib est l'auteur de nombreux albums de bandes dessinées aux éditions du Lombard, sur les Indiens (d'Amérique du Nord), à relire passionnément.

Benoit Théau est journaliste, photographe, vidéaste, réalisateur ...

Jean-Yves Casgha est journaliste scientifique et président de l'association Sciences-frontières. On peut aussi l'écouter sur RFI (738om).

Albert Huber est formateur en photographie à Strasbourg.

Christophe Kuhn a effectué de nombreux séjours dans les communautés indigènes d'Amérique latine. Il a publié "Enfances" pour Enfants Réfugiés du Monde, 34 rue Gaston Lauriau - 93512 Montreuil cedex - tél. 01 48 59 60 29

Didier Daeninckx est écrivain, ses livres se trouvent déjà dans toutes les bibliothèques. A noter, ses scénarios mis en images par Tardi ...

Thierry Maricourt est essayiste, romancier, biographe, auteur de nouvelles pour enfants ...

Rouso est illustrateur, on retrouve sa plume notamment dans le Courrier de l'INRA.

Thierry Mamberti est photographe pour les agences Sygma et l'Oeil du Diaph.

Travis est le héros de bande dessinée de Fred Duval, Christophe Quet, Pierre Schelle et Stéphane Rosa. Vous pouvez le retrouver ses aventures dans "Huracan" et "l'Opération Minotaure", publiées chez Delcourt.

Bonne lecture !

TABLE DES MATIÈRES

préface	7
présentation	9

PREMIÈRE PARTIE ANALYSES

Rapport mondial sur le développement humain 1998	10
L'industrie textile au Bangladesh	12
Travail des enfants : pour que cesse l'insupportable	14
Travail des enfants : quelles solutions ?	16
Liberté syndicale - 1948-1998	18
Le miracle asiatique : un Eden ?	22
La culture du thé en Malaisie	28
Qu'est-ce qu'un "prix juste" ?	30
Commerce équitable ou business prédateur	32
Relations Nord-Sud, la réciprocité	34
Agir pour un commerce équitable	38
Les enjeux du commerce équitable	40
L'utopie alternative des ONG	42
Quel développement ?	46
Nouvelles de la petite boule bleue	50
Une petite idée du développement	54
Quelle mondialisation ?	56
Spéculateurs sans frontières ...	58
Le temps et l'argent	60
Oltenita et Carmelo	62
Les larmes noires	64
Travis	68

DEUXIEME PARTIE PRODUCTEURS

Bolivie - Kory Ampara	72
Brésil - Coopecrist	75
Guatemala - CDRO	76
Equateur - MCCH	78
Mexique - Mezquital	80
Bolivie - Anapqui	82
Mexique - ISMAM	84
Burkina Faso - Wend Panga	86
Côte d'Ivoire - UGAN	88
Sénégal - Dionewar	90
Zimbabwe - Deznign	92
Madagascar - Akamasoa	94
Palestine - PARC	95
Egypte - APE	96
Bangladesh - Jute Works	98
Inde - JNN	100
Inde - SSA	103
Inde - KKM	104
Népal - ACP	106
Inde - Tee Promoters	108
Laos - ASDSPL	110
Philippines - Mascobado	112
Sri Lanka - Podie	114
Thaïlande - Green Net. Surin Farmers	116
Philippines - Virlianie	118

TROISIEME PARTIE HISTOIRE DU MOUVEMENT

de la page 120 à 151

Bibliographie	152
---------------	-----



Réalisé par la Fédération Artisans du Monde

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont si chaleureusement répondu à nos sollicitations, pour leur travail de relecture, de documentation et leur aide précieuse au quotidien :

Madame Shabbi Kohli, Monsieur Sèngdao Vangkeosay, Dezign Inc..

Les associations Enfants Réfugiés du Monde et Terre des Hommes, ainsi que Jacqueline Benezech, Marie-Claude Cassard, Jean-François Coffin, Marie-Jo Favre, Iris Fleurquin, Catherine Fontaine, Marie-France Franqueville, Christian Guillaud, Gérald Godreuil, Claire Grassi, Sébastien Gross, Yamina Habbad, Marianne Kaizzi-Hartman, Hélène Legardeur, Chantal Loizillon, Françoise Michalon, Marie-Hélène Regnault, Carole Reynaud, Frédérique Robert, Gaby Sautré, Solidar'Monde (et surtout Paméla et Laurence), Anne-Françoise Taisne, Benoit Théau, Véronique Thomson-Ballif, Yvonne Tron, Florence Volaire, Carlos Zamorano.

Et, bien évidemment, tous les auteurs, photographes, dessinateurs qui ont contribué avec talent à cet ouvrage.

équipe de rédaction :

Jean-Claude Caron, Marie-Claude Cassard, Jean-François Coffin, Hélène Legardeur.

Mise en page :



Jean-Claude Caron

imprimé par ORCADES - Poitiers
tél. 05 49 41 49 11
dépôt légal n° 20084 - Avril 1999
ISBN : 2 - 9513836 - 0 - 6

© Fédération Artisans du Monde

www.artisansdumonde.org

Un prix Nobel de la Paix, des journalistes et économistes engagés, des dessinateurs et photographes, mais aussi des militants de terrain, des producteurs du Sud : qu'est-ce qui a bien pu motiver ces personnes à contribuer à la réalisation de cet ouvrage ?

Tout simplement leur conviction de l'utilité de l'engagement d'Artisans du Monde et de sa réussite. Cette ONG fête à sa manière ses vingt-cinq ans en éditant ce livre pour montrer que d'autres relations sont possibles avec le Tiers Monde, notamment au travers du "Commerce équitable".

Les utopies d'une poignée de militants de base sont devenues réalité. En mobilisant le "pouvoir consommateur", Artisans du Monde, avec l'aide de partenaires toujours plus nombreux, a obligé les politiques et la grande distribution à revoir leur copie.

Un ouvrage à dévorer pour la qualité de la réflexion et des témoignages de ses auteurs mais aussi pour la beauté de ses photos et son humour

...

Avec la participation de :

Abbas - l'Abbé Pierre - Amirul Haque Amin - Nicolas Archieri - Walter Barrientos - Claire Brisset - Jean-Yves Casgha - Robert Cautain - Franck Charton - Denis Clerc - Didier Daeninckx - Deko - Derib - Irénée Korfazo Domboue - Marie Dorigny - Fred Duval - Albert Facelly - Viviane Forrester - Susan George - Coralie Hermeloup - Albert Huber - Bill Jordan - Christophe Kuhn - Serge Latouche - Yves Leblanc - Etienne Lécroart - Thierry Mamberti - Thierry Maricourt - Rigoberta Menchu Tum - Clair Michalon - Danielle Mitterrand - Norac - Rokhshad Nourdeh - Yves Pasquier - Jean-Marie Pelt - Jean-Philippe Peyraud - Plantu - Christophe Quet - Pierre Rabhi - Robert Rousso - Sebastião Salgado - Yannick Simbron - Vincent Schneider - François Szlapka - Benoit Théau - Lewis Trondheim - Dan Wasserman - Richard Werly ...

Les produits de la vente de ce livre serviront à financer l'association, et lui permettront de renforcer ses actions d'information et de sensibilisation du public sur le commerce équitable et le développement durable.

© Artisans du Monde 1999
ISBN : 2-9513836-0-6

Prix :

98,40 FF

15 Euros

